

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
VALEURS MOBILIÈRES ÉTRANGÈRES

ET

LES FONDS D'ÉTAT ÉTRANGERS
DEVANT L'IMPOT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 24 février 1900, à 2 h. 1/2

PAR

MAX PUGNET

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. PILLET.

*Suffragants : { MM. ALGLAVE, professeur.
JACQUELIN, agrégé.*

PARIS

Librairie Nouvelle de Droit et de Jurisprudence

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1900

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux théories émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
VALEURS MOBILIÈRES ÉTRANGÈRES

ET

LES FONDS D'ÉTAT ÉTRANGERS
DEVANT L'IMPOT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le samedi 24 février 1900, à 2 h. 1/2

PAR

MAX POGNET

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. PILLET.

*Suffragants : { MM. ALGLAVE, professeur.
JACQUELIN, agrégé.*

PARIS

Librairie Nouvelle de Droit et de Jurisprudence

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1900



LES VALEURS MOBILIÈRES ÉTRANGÈRES

ET LES FONDS D'ÉTAT ÉTRANGERS

DEVANT L'IMPOT

TITRE PREMIER

I

INTRODUCTION HISTORIQUE.

Sous l'ancien régime, la faible quantité des valeurs mobilières en circulation ne permettait guère de poser la question de leur imposition proportionnelle. Seuls de riches financiers possédaient aux XVII^e et XVIII^e siècles des portefeuilles de valeurs nombreuses et variées. Mais les gains résultant des spéculations effectuées sur ces titres étaient pour la plus grande partie affectés à des placements fonciers, terres, maisons, châteaux et domaines. Aussi Pierre Clément, dans son ouvrage in-

titulé *Les financiers d'autrefois et les derniers fermiers généraux*, déclare que « l'on peut dire qu'une partie des plus beaux châteaux de France furent bâtis par les manieurs d'argent ».

Quant au public, il ne connaissait en fait de valeurs mobilières que les billets d'État, les rentes publiques, les loteries, les prêts chirographaires, les titres d'acquisitions de charges et offices et quelques actions telles que celles de la Compagnie des Indes, de la caisse d'Escompte, de la banque Saint-Charles, etc. (1).

Malgré les dispositions fiscales et les édits de cette époque qui avaient la prétention d'atteindre toutes les sources de revenus, il est certain que la propriété foncière constituait la majeure partie des fortunes particulières et, comme telle, était la principale matière imposable. C'est ainsi qu'en 1784 (2), les biens mobiliers sont atteints seulement dans la proportion de 16 0/0 en comparaison des biens immobiliers qui acquittent 84 0/0 du contingent des impôts directs. Le tableau analytique des impôts directs de cette époque était donc le suivant :

	Sur les biens fonciers	Sur les biens mobiliers	Totaux
Tailles	81 millions	10 millions	91 millions
Vingtièmes	74 —	2 1/2	76 1/2
Capitation.	22 —	20 —	42 —
Totaux	177 —	32 1/2	209 1/2

(1) Claudio Janet, *Le capital, la spéculation et la finance au XIX^e siècle* (Paris, 1892).

(2) Necker, *L'administration des finances* (1784).

C'était, on le voit, la réalisation à peu près complète des maximes physiocratiques : pendant que la propriété foncière était taxée au sixième de son revenu environ, soit 16 0/0, la proportion d'un vingtième seulement, ou 5 0/0, était assignée à l'impôt mobilier.

Dans ces conditions, la négociation des valeurs étrangères était peu active en raison du nombre minime des titres sur lesquels elle devait s'effectuer. Un document intéressant à cet égard est un « arrêt du Conseil du roi qui renouvelle les ordonnances et règlements concernant la bourse et proscriit les négociations à terme (1), du 7 août 1785, aux termes du paragraphe 4 duquel : « Fait défense, Sa Majesté, auxdits agents de change, de coter à la Bourse d'autres effets que les effets royaux et le cours des changes. »

Cette prohibition était sans doute fondée sur les idées économiques qui avaient cours alors. Le système de la balance du commerce était à cette époque très en faveur ; or il considérait la sortie d'espèces de France, l'exode de nos capitaux à l'étranger, comme un appauvrissement pour la nation. Il devait donc être contraire au placement de l'épargne dans les opérations étrangères.

L'arrêt du Conseil du roi précité resta en vigueur jusqu'en 1823. Mais dès le commencement du siècle, d'assez fréquentes négociations d'effets publics étrangers

(1) Isambert, *Anciennes lois françaises*, t. 28, pp. 71, 72, 73.

avaient lieu en France et étaient même effectuées par d'autres intermédiaires que les agents de change. Sous le premier Empire et la Restauration par des arrêtés spéciaux, des ministres des finances autorisèrent la négociation de certains effets publics étrangers, tels que rentes de Naples, l'emprunt de Prusse, l'emprunt de Bade, etc.

La question de l'imposition des valeurs mobilières demeura encore dans l'ombre lors de la restauration financière qui suivit le 18 brumaire. Le Code civil, comme beaucoup d'auteurs l'en ont d'ailleurs accusé, a très imparfaitement légiféré à l'égard de cette catégorie de biens. C'est qu'en effet, les valeurs mobilières continuaient alors à ne pas mériter qu'on s'occupât beaucoup d'elles.

C'est ainsi que jusqu'en 1816, la Bourse de Paris ne cotait guère plus de sept sortes de titres environ. En 1821, après les mouvements de capitaux provoqués par les emprunts de la liquidation financière, ce nombre s'éleva à quinze (1).

A cette époque parut une ordonnance royale, l'ordonnance du 12 novembre 1823, qui vint donner asile sur le marché français aux fonds d'État étrangers. Ce texte qui est un reflet assez exact des sentiments du gouvernement de cette époque sur le marché financier, et qui, voyant les avantages des placements à l'étranger

(1) Neymarck, *Une nouvelle évaluation des valeurs mobilières en France* (1893) ; Paul Leroy-Beaulieu, *La répartition des richesses*.

tend, dans une certaine mesure à favoriser l'exode des capitaux, est intitulé :

« Ordonnance du roi portant autorisation de coter sur le cours authentique de la Bourse de Paris, les emprunts des gouvernements étrangers. » En voici les dispositions :

« Louis, sur le compte qui nous a été rendu par notre ministre secrétaire d'État des finances, des diverses demandes qui lui ont été adressées pour obtenir l'autorisation de porter sur le cours authentique de la Bourse de Paris les emprunts des gouvernements étrangers ; vu l'arrêt du Conseil du 7 août 1785 portant défense aux agents de change de coter à la Bourse de Paris d'autres effets que les effets royaux et le cours des changes ; considérant que la permission de coter sur le cours authentique de la Bourse de Paris les effets publics des emprunts des gouvernements étrangers n'implique, de la part de notre gouvernement, ni approbation desdits emprunts, ni obligation d'intervenir en faveur de ceux de nos sujets qui, de leur plein gré, y placeraient leurs capitaux ; considérant que depuis plusieurs années, les opérations de banque, de finance et de commerce ont reçu dans tout le royaume, mais plus particulièrement à Paris, une très grande extension ; qu'il en est résulté un accroissement de capitaux qui rend désormais sans objet les dispositions de l'arrêt du Conseil ci-dessus relaté ; considérant, enfin, qu'il ne peut qu'être utile de donner un caractère légal et authentique aux

opérations nombreuses qui se font déjà sur les emprunts des gouvernements étrangers, les lois actuelles suffisant pour prévenir la fraude et l'insertion de conditions illicites ou illégales dans leur négociation ; notre Conseil entendu, nous avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

« ART. 1^{er}. — A l'avenir les effets publics des emprunts des gouvernements étrangers seront cotés sur le cours authentique de la Bourse de Paris.

« ART. 2. — L'arrêt du Conseil du 7 août 1785 est rapporté en ce qu'il renferme de contraire à la présente ordonnance.

« ART. 3. — Notre ministre des finances est chargé de l'exécution de la présente ordonnance. »

Cette ordonnance du 12 novembre 1823 ne concernait que les fonds d'État étrangers, auxquels elle accordait une reconnaissance officielle explicite, par le fait de leur admission au *Bulletin de publication du cours authentique de la Bourse de Paris*. Mais elle ne concernait en aucune façon les autres valeurs mobilières étrangères : elles demeuraient toujours sous le coup de l'ordonnance du Conseil du roi du 7 août 1785, précitée. Néanmoins, il faut reconnaître, et nous en trouvons la preuve dans les ouvrages financiers et publications périodiques de cette époque, qu'avant et après la promulgation de l'ordonnance de 1823, beaucoup d'effets publics étrangers de toutes sortes furent l'objet de négociations. Mais les intermédiaires et banquiers, agents

de ces négociations, n'étaient revêtus d'aucun caractère officiel.

Si nous recherchons à quel moment ces valeurs eurent libre accès sur notre marché, quand elles furent admises à la cote, et quand les agents de change purent les négocier, nous voyons que cette question est en corrélation étroite avec celle de l'impôt dont elles furent frappées dans la deuxième moitié de ce siècle. En effet, la loi du 5 juin 1850 en établissant un droit de timbre sur les titres des sociétés françaises, était muette sur les titres étrangers. Aussi, ces titres continuaient à être régis par la loi du 13 brumaire an VII. D'après l'article 13 de cette loi, « tout acte fait ou passé en pays étranger, dont il devait être fait usage en France et tout billet au porteur et effet négociable, venant de l'étranger et qui devait être négocié en France, était soumis au droit de timbre ». Mais cette loi était incomplète et ne résolvait aucune des difficultés pratiques que présente la perception d'un impôt sur les titres des sociétés étrangères. Aussi une grande quantité de ces titres circulaient sur notre territoire sans avoir satisfait à l'obligation de l'impôt du timbre. Lors de la promulgation de la loi de 1850, l'assujettissement des valeurs françaises à un droit de timbre, éveilla l'idée d'assurer l'application des dispositions de la loi du 13 brumaire an VII qui y étaient relatives. C'est sous l'empire de ces préoccupations que parut un décret le 14 mars 1851, aux termes duquel : « Les titres, effets, certificats d'ac-

tions etc., pourraient jusqu'au 1^{er} juillet 1851, être admis au timbre extraordinaire à Paris et au visa pour timbre dans les départements, sans amende, nonobstant les preuves de contraventions antérieures qu'ils pourraient présenter. »

Malgré cet appât pour une déclaration et une mise en règle des sociétés qui n'avaient pas acquitté l'impôt du timbre prévu par la loi du 13 brumaire an VII, et qui, bien que tardives, ne les exposaient à aucune amende, les bons résultats que l'on attendait de cette mesure furent complètement déçus. Devant le peu d'empressement des porteurs de titres et des sociétés à faire admettre ces valeurs au timbre extraordinaire, on comprit que le décret du 14 mars 1851 était absolument insuffisant à assurer l'application de la loi du 13 brumaire an VII.

C'est alors que paraît la loi de finances du 23 juin 1857 qui subordonne l'admission des valeurs étrangères à la cote officielle au paiement des droits de timbre établis par la loi du 5 juin 1850 et à celui des droits de transmissions auxquels sont assujetties les valeurs françaises du même genre. Voilà comment les titres étrangers autres que les fonds d'État ont eu leur entrée officielle en Bourse et leur reconnaissance implicite de la part du gouvernement français (1) aux conditions énu-

(1) Les valeurs industrielles n'ont été en effet expressément réglementées que par le décret du 22 mai 1858 aux termes duquel la négociation à la Bourse de Paris et dans les Bourses départemen-

mérées dans la loi du 23 juin 1857, les conditions consistant dans le paiement des droits de timbre et de trans-

tales, des titres émis par les Compagnies de chemins de fer construits en dehors du territoire français, est soumise aux lois et règlements applicables à la négociation des valeurs françaises de même nature (art. 1^{er}). Encore l'inscription de ces titres à la cote officielle n'était-elle accordée qu'après de nombreuses formalités et justifications (art. 2 à 5 du décret) ; en ce qui concerne notamment les obligations des compagnies dont il s'agit, leur émission en France était soumise à l'autorisation préalable des ministres des finances et de l'agriculture, du commerce et des travaux publics. L'article 6 du même décret interdit expressément aux agents de change de prêter leur ministère à la négociation ou de publier les cours des valeurs des compagnies étrangères avant qu'elles aient été admises à être négociées.

Quant aux conditions d'inscription à la cote officielle des titres étrangers, elles ont été spécifiées par le décret du 6 février 1880 dont voici le texte :

« ART 1^{er}. — Les chambres syndicales des agents de change à Paris ou dans les départements accordent, refusent, suspendent ou interdisent la négociation à leurs bourses respectives, des actions, obligations, titres d'emprunt, quelle que soit d'ailleurs, leur dénomination, émanant de sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères et tous autres établissements étrangers.

« ART. 2. — La Chambre syndicale près la Bourse où l'admission d'une valeur étrangère est demandée se fait remettre les pièces et justifications suivantes :

1^o Les actes publics ou privés, statuts, cahiers de charges, etc... en vertu desquels cette valeur a été créée dans son lieu d'origine ;

2^o La certification, par l'autorité consulaire établie en France, que ces actes sont conformes aux lois et usages de leur pays d'origine et que la valeur est officiellement cotée dans ledit pays, à moins qu'il n'y existe pas de Bourse officielle, auquel cas le fait serait constaté par le certificat ;

3^o L'agrément par le ministre des finances d'un représentant responsable du paiement des droits du Trésor.

« ART. 3. — La Chambre syndicale peut demander, en outre toutes pièces, justifications et renseignements qu'elle juge nécessaires.

« ART. 4. — Les actions admises à la cote ne peuvent être de moins

mission auxquels étaient astreints les titres français, avaient pour but de faire cesser l'immunité dont jouissaient jusqu'alors ceux des nations étrangères circulant en France, au préjudice de nos propres valeurs. En conséquence, elle décide que les actions et obligations émises par les sociétés, compagnies ou entreprises étrangères, seront soumises à des droits équivalents à ceux qui sont établis sur les valeurs françaises : droit de timbre et droit de transmission ; et pour en assurer la perception elle impose aux sociétés l'obligation d'acquitter elles-mêmes ces droits, suivant les règles devant faire l'objet d'un règlement d'administration publique. Comme sanction à ces dispositions elle ajoute que ces valeurs ne pourront être ni cotées, ni négociées en France qu'en se soumettant à l'acquittement de ces impôts. Les articles de la loi de finances du 23 juin 1857

de 100 francs, lorsque le capital des entreprises n'excède pas 200.000 francs, ni de moins de 500 francs, si le capital est supérieur à 200.000 francs. Elles doivent être libérées jusqu'à concurrence du quart.

« ART. 5. — Le ministre des finances peut toujours interdire la négociation en France d'une valeur étrangère.

« ART. 6. — Sont abrogés les décrets des 22 mai 1858 et 16 août 1859 concernant en France la négociation des valeurs étrangères.

« L'article 4 du décret précité a été modifié par le décret du 1^{er} décembre 1893 faisant suite à la loi du 1^{er} août précédent. Ce décret est ainsi conçu :

« Les actions admises à la cote ne peuvent être de moins de 25 francs lorsque le capital des entreprises n'excède pas 200.000 fr. ni de moins de 100 francs si le capital est supérieur à 200.000 francs. Elles doivent être libérées de 25 francs lorsqu'elles sont inférieures à 100 francs et au moins jusqu'à concurrence du 1/4 lorsqu'elles sont supérieures à 100 francs. »

qui nous occupent, donnèrent lieu à une discussion approfondie au sein du Corps législatif (1). Le rapport fait au nom de la commission par M. Alfred Leroux, poursuit tout d'abord la peréquation des impôts qui pèsent sur la propriété mobilière et la propriété foncière. D'après lui, cette dernière est plus lourdement taxée et est dans l'impossibilité presque absolue d'éluder ces obligations par la fraude, fait qui n'existe pas pour l'autre nature de propriété : « Ces deux propriétés, dit-il, ne sont pas des rivales, mais des sœurs différemment dotées qui se doivent et se prêtent un mutuel appui. Leur lutte serait fatale, leur union, hâtée par le temps et par nous, sera l'échange d'un bienfait réciproque ». Il demande en conséquence le dégrèvement de la propriété foncière et pourvoit aux ressources budgétaires ainsi disparues par la création du droit de transmission précité, pesant sur les valeurs françaises et étrangères et, en astreignant ces dernières à l'impôt du timbre prévu par la loi du 5 juin 1850.

Le règlement d'administration publique en date du 17 juin 1857 assure l'exécution de cette loi : 1° en obligeant les sociétés étrangères à désigner et à faire agréer du ministre des finances un représentant responsable, chargé d'acquitter les droits ; 2° en déléguant au même ministre le soin de déterminer contradictoirement avec le représentant de la société, le nombre des titres qui

(1) V. *Moniteur* des 22, 23, 24 et 25 mai 1857.

sont présumés circuler en France, et qui doivent en conséquence acquitter l'impôt. Ce mode de liquidation après avoir été deux fois modifié, parce qu'il laissait trop de place à l'arbitraire ministériel, a été de nouveau consacré par un décret du 24 mai 1872. En conséquence, c'est encore le ministre qui fixe le nombre des titres passibles des différentes taxes en vigueur. Sa décision toutefois peut être révisée tous les trois ans.

On conçoit qu'on ne puisse pas obliger les sociétés étrangères à détacher leurs titres d'un registre à souche sur lequel le timbre serait apposé, ni à faire des déclarations faisant connaître des transferts ou conversions dont ces titres ont été l'objet pendant le cours de chaque trimestre. Ces déclarations, au surplus, resteraient sans contrôle, attendu qu'il serait impossible aux préposés de l'enregistrement de prendre communication de registres se trouvant à l'étranger. En conséquence, le décret du 17 juillet 1857 a décidé que l'on adopterait exclusivement pour le paiement des droits, le système de la taxe annuelle à raison de 5 centimes par 100 francs (aujourd'hui 6 centimes) du capital nominal des titres, pour le droit de timbre, et de 12 centimes par 100 francs (aujourd'hui 20 centimes) pour le droit de transmission, sans distinction entre les titres nominatifs et les titres au porteur. Moyennant le paiement de cet abonnement, les valeurs étrangères peuvent circuler et se négocier en France sans être assujetties à aucun droit de timbre ou d'enregistrement.

L'apposition du timbre sur les titres étant impossible dans la plupart des cas, il y est suppléé par une insertion au *Journal officiel*.

Le principe admis par la loi du 23 juin 1857 pour les actions et obligations des sociétés étrangères, a été étendu par la loi du 30 mars 1872 (art. 1^{er}, § 4) aux titres émis par les villes, provinces, corporations étrangères et tous autres établissements étrangers.

En outre, la loi du 29 juin 1872, en créant l'impôt sur le revenu, y a expressément assujetti les titres étrangers et a rattaché l'exigibilité de cet impôt, ainsi que les deux autres taxes de timbre et de transmission, au simple fait de l'émission ou de la circulation de ces titres sur le marché français : « les titres étrangers, porte l'article 4 de ladite loi, ne pourront être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France, qu'en se soumettant à l'acquittement de la taxe sur le revenu, ainsi que des droits de timbre et de transmission. » En un mot, le législateur veut atteindre et taxer les titres étrangers, suivant l'expression du rapporteur de la loi du 23 juin 1857, à raison de *leur circulabilité*.

Il restait en dehors de ces diverses dispositions :

1° Les titres émis par les gouvernements étrangers ;

2° Tous les titres étrangers en général dont il est fait usage en France, ou qui y font l'objet d'une négociation accidentelle, sans toutefois donner lieu au paiement des taxes annuelles.

En ce qui concerne les premiers, il n'a pas paru pos-

sible d'adopter le même mode de procéder qu'avec les sociétés étrangères, c'est-à-dire d'exiger que les gouvernements étrangers fissent agréer auprès du ministre des finances un représentant responsable, sous peine de voir leurs titres rayés de la cote officielle ou d'en courir des amendes, dont le recouvrement eût rencontré l'insurmontable obstacle de la souveraineté et de l'autonomie des États. Ces titres qui sont restés affranchis des taxes annuelles, ont été soumis au paiement du droit de timbre au comptant. Ce droit établi par la loi du 13 mai 1863, aux termes de l'article 6 de laquelle les titres de rentes, emprunts et effets publics des gouvernements, étaient soumis à un droit de timbre de 50 centimes 0/0 du montant de leur valeur nominale, a ensuite beaucoup varié : la loi du 8 juin 1864, article 7, l'a porté à 1 0/0 de la valeur nominale des titres, puis il a été réduit par la loi du 5 mai 1872 à 75 centimes pour chaque titre de 500 francs et au-dessous ; à 1 fr. 50 pour chaque titre de 500 jusqu'à 1000 francs ; à 3 francs pour chaque titre de 1000 francs jusqu'à 2000 francs, et ainsi de suite, à raison de 1 fr. 50 par 1000 francs ou fraction de 1000 francs. La loi du 28 décembre 1895 remit ce droit à 0 fr. 50 par 100 francs. Enfin celle du 13 avril 1898, le porta, sur la proposition de M. Emile Thoulouse, à 1 0/0, sous la réserve de dispositions transitoires que nous aurons à examiner plus loin (*infra*, p. 176-177).

Après de vives discussions entre les représentants

du parti socialiste et la commission du budget, la loi du 13 avril 1898 est venue établir sur des bases nouvelles notre marché financier. L'article 12 de cette loi a pour objet de déterminer les sociétés étrangères à contracter l'abonnement, en édictant des pénalités contre les personnes qui prêtent leurs concours aux diverses opérations de ces sociétés dans notre pays avant l'agrément d'un représentant responsable ; des insertions périodiques au *Journal officiel* devant faire connaître la liste des valeurs pour lesquelles la formalité de l'abonnement aura été remplie.

Cet article donne en outre aux sociétés étrangères la faculté de substituer la réalisation d'un cautionnement, dans des conditions à déterminer par un règlement d'administration publique, à la désignation d'un représentant responsable.

Il impose enfin aux sociétés et compagnies étrangères non encore pourvues d'un représentant responsable, l'obligation de déposer, au bureau de l'enregistrement dans le ressort duquel se manifeste pour la première fois leur existence, un exemplaire certifié de leur acte d'association, sous peine d'une amende de 100 à 5000 francs en principal.

Les articles 13 à 18 ont trait à la réglementation de l'impôt sur les opérations de bourse et à la perception de taxes d'assurances.

Le décret du 22 juin 1898 a principalement pour objet de tracer les règles à suivre pour la constitution

d'un cautionnement, dans le cas où les sociétés étrangères préfèrent ce mode de garantie à la désignation d'un représentant responsable. L'article 8 de ce décret est relatif aux publications à faire au *Journal officiel*, les 15 janvier et 15 juillet de chaque année. Les trois décrets du 29 juin ont trait à la réorganisation du marché financier, à l'augmentation du nombre des agents de change près la Bourse de Paris et à la réduction du taux des courtages.

Telle est, dans ses grandes lignes l'histoire de la réglementation des taxes atteignant les valeurs mobilières étrangères pendant ce siècle.

II

DE LA TERRITORIALITÉ DES LOIS FISCALES. *

Au point de vue international, les lois se divisent en lois personnelles et en lois réelles. Les premières déterminent l'état et la capacité des personnes ; elles obligent les Français, même résidant en pays étranger (C. civ., art. 3) ; les secondes s'occupent particulièrement et principalement des biens, de leur conservation, des modes de leur transmission ; elles régissent tous les biens situés sur le territoire à quelque personne qu'ils appartiennent.

Les lois d'impôt, et en particulier celles qui ont établi l'impôt du timbre ou de l'enregistrement, doivent être considérées comme lois réelles, car, s'il est naturel que les étrangers acquittent en France les mêmes taxes que les nationaux, les effets de ces lois ne doivent pas, en principe, se faire sentir au delà du territoire de la nation qui perçoit l'impôt. Cette règle est appelée principe de la territorialité de l'impôt, et, en droit international, elle n'a pas été controversée (1). Il est en effet

(1) Fœlix et Demangeat, *Droit international*, t. II, n° 285 ; Von Bar, *Internationales Privatrecht*, t. II, §§ 109 et suiv. ; Dalloz, *Répertoire*, V° *Enregistrement*, n°s 760, 3216 et 3238.

inconcevable qu'une taxe, telle que la contribution personnelle et mobilière, puisse s'appliquer à des personnes habitant à l'étranger, que la contribution foncière grève des immeubles situés hors du territoire et en général qu'une taxe quelconque soit perçue à l'occasion d'un acte accompli à l'étranger.

Une loi, dit-on, resterait la plupart du temps dépourvue de sanction, si elle venait à consacrer de semblables prétentions (1). La perception de pareils droits se heurte à une impossibilité pratique. En effet, elle ne rencontrera pas davantage l'appui du gouvernement que celui des tribunaux étrangers. Voilà une première base donnée au principe de la territorialité, je crois qu'elle est inexacte et justifie d'une façon imparfaite cette règle de droit international : en effet, n'est-il pas possible d'imaginer que dans les cas précédemment visés une exécution puisse avoir lieu sur les biens que possède le débiteur de l'impôt dans le pays où cet impôt est établi ? Je crois que oui et d'ailleurs les législations qui ont respecté le principe de la territorialité de l'impôt ont obéi à des considérations bien plus élevées ; celles qui, au contraire, s'en sont écartées et ont laissé prévaloir des besoins et des considérations fiscaux ont frappé avec pleine efficacité des actes ou des biens que les principes du droit international devaient en affranchir.

(1) *Journal de droit international privé* ; A. P., *Des valeurs mobilières étrangères dans la nouvelle loi fiscale*, 1876, p. 245.

D'autres auteurs (1) invoquent ici l'idée de souveraineté des États. D'après cette doctrine, les lois d'impôt ne sont qu'une manifestation et une mise en œuvre de la souveraineté nationale. Comme les effets de la souveraineté nationale s'arrêtent à la frontière, la force obligatoire de ces lois ne va pas plus loin et leurs prescriptions sont impuissantes à atteindre les personnes et les biens situés à l'étranger. Je crois que cette théorie repose sur une confusion et commet une pétition de principe. Qu'est-ce en effet que le principe de souveraineté nationale invoqué? C'est un ensemble de prérogatives se traduisant toutes par l'idée de capacité. L'analyse des droits qui en résultent, dégage, au point de vue subjectif, l'idée de faculté, pouvoir, *posse*, dont l'exercice n'est limité et ne rencontre d'obstacles que dans l'objectivité de ces mêmes droits appartenant à d'autres puissances. Cette règle signifie qu'il n'appartient ni à un simple particulier ni à un groupe quelconque d'exercer les droits de puissance publique appartenant à l'État, en l'absence d'une délégation formelle, d'établir un impôt, par exemple. Inversement, il en résulte que l'État peut créer les contributions fiscales sans aucune limitation ni restriction. Mais la règle de la souveraineté de l'État, appliquée à la question qui nous occupe, constitue une pétition de principe. Un État ne pourrait-il

(1) Maton, *Principes de droit fiscal*, t. I (1891), nos 181 et 314 ;
Championnière et Rigaud, *Traité des droits d'enregistrement*, n° 3794 ;
Dalloz, *Répertoire*, V° *Enregistrement*, nos 760, 3216, 3238.

pas frapper de la contribution foncière les immeubles dont ses nationaux sont propriétaires à l'étranger ? Je crois que rien dans cette règle n'y mettrait obstacle. En effet, la souveraineté engendre pour un État des droits absolus sur ses sujets. Par conséquent, avant d'invoquer une pareille règle pour légitimer le caractère territorial de l'impôt, il faudrait préalablement en limiter la portée (1).

En troisième lieu une doctrine fait appel pour la justification de ce principe à des arguments d'ordre économique et juridique. Parmi les nombreuses définitions de l'impôt, on en rencontre une basée sur cette idée que le but de l'impôt est de subvenir aux charges de l'État qui l'organise. C'est ce qu'exprime une des quatre maximes d'Adam Smith (2) aux termes de laquelle : « Les sujets d'un État doivent contribuer au soutien de cet État, chacun le plus possible en proportion de ses facultés, c'est-à-dire en proportion du revenu dont il jouit sans la protection de l'État. » Dans le même ordre d'idées, Maurice Block (3) s'exprime ainsi : « L'État a droit à l'impôt parce qu'il accomplit une haute mission, celle d'assurer aux habitants du pays la sécurité, la justice et d'autres biens collectifs de première importance qu'ils ne peuvent pas se procurer individuel-

(1) *Journal de droit international privé* ; A. Wahl, *Des droits d'enregistrement dans les rapports internationaux*, 1891, p. 1065.

(2) *Richesse des nations*, liv. 5, chap. II.

(3) *Les progrès de la science économique depuis Adam Smith* (1890), t. II, p. 287.

lement. » La combinaison de ces principes conduit à la définition suivante de l'impôt : « La quote-part exigée de chacun pour la dépense et la rémunération des services publics », ou mieux : « l'ensemble des frais généraux de la société ». De la détermination du caractère et du but de l'impôt qui vient d'être faite, nous tirerons la justification du caractère territorial de l'impôt : un prélèvement pour rémunérer la protection de l'État, ne doit être exercé que dans les cas où cette protection est accordée. Or, généralement elle ne s'étend ni aux personnes habitant à l'étranger, ni aux biens situés en dehors du territoire, ni aux actes passés au delà de la frontière. Nous trouvons donc ici la raison d'être et la limitation du principe de territorialité de l'impôt.

Dans le dernier chapitre, nous aurons l'occasion d'examiner si la protection et les divers services accordés par l'État aux titres de toutes sortes des nations étrangères est en corrélation avec les taxes qu'il leur impose.

III

CARACTÈRES DISTINCTIFS DES TITRES ÉTRANGERS PAR OPPOSITION AUX VALEURS FRANÇAISES.

Après avoir examiné la raison d'être, l'étendue et la portée du principe de territorialité de l'impôt, la question de la détermination de la nationalité des valeurs doit être résolue. Elle présente un grand intérêt à trois points de vue :

1° L'exigibilité de l'impôt varie selon que l'on est en présence de valeurs françaises ou étrangères. Pour les premières, les droits sont dus par le seul fait de l'existence des titres. Pour les autres, l'exigibilité de la taxe est subordonnée à certaines conditions, telles que cote à la Bourse, négociation, exposition en vente, introduction ou émission en France (Voir *infra*, p. 35 à 56).

2° En second lieu, l'extension des droits varie avec chaque nature de titres. En effet, tandis que les taxes sont perçues sur l'intégralité des titres français, elles peuvent n'être exigibles pour les titres étrangers que sur partie du capital représenté par ces titres.

3° Enfin la perception de la taxe sur les valeurs étrangères est assurée par des garanties qui lui sont propres (obligation de faire agréer un représentant responsable

ou de réaliser un cautionnement) et effectuée d'après des règles spéciales (abonnement obligatoire pour les titres tant nominatifs qu'au porteur des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes et provinces étrangères, perception du droit de timbre au comptant sur les titres des fonds d'État).

La nationalité d'un titre ne pourra pas être déterminée en prenant et en considérant comme bases de cette détermination des circonstances telles que celles du lieu d'émission, du pays dans lequel circule le titre, de l'endroit où il est négocié, car ce sont là des faits essentiellement variables que les intéressés peuvent modifier à leur gré. Il importe de trouver des liens plus solides pour désigner la nation à laquelle un titre doit être rattaché. Or, si on se reporte aux textes de nos lois, on voit qu'elles emploient des expressions telles que celles-ci : « Les titres (actions et obligations) des sociétés, compagnies, entreprises, villes, provinces ou établissements publics étrangers... » (LL. 23 juin 1857, art. 9 ; 30 mars 1872, art. 1^{er} ; 29 juin 1872, art. 4, § 2), mais qu'elles ne parlent jamais *des titres étrangers*. Ces termes indiquent que c'est l'extranéité des sociétés plutôt que celle des titres eux-mêmes, que la loi a eue en vue, quand elle a édicté les dispositions spéciales aux valeurs étrangères. La nationalité d'un titre est donc celle de l'établissement qui l'émet.

Il en résulte que ces dispositions sont applicables, quelles que soient les conditions d'émission et d'exis-

tence des titres, par cela seul que les établissements qui les ont émis sont étrangers.

Une solution du 20 septembre 1856 a fait application de ce principe en décidant que les obligations émises par une société étrangère conservent le caractère de titres étrangers et sont soumises à la législation spéciale qui régit cette nature de titres, bien qu'elles aient été entièrement souscrites et délivrées aux souscripteurs en France.

Une autre solution du 20 novembre 1869 nous donne la confirmation du même principe, dans le cas inverse, en déclarant qu'une société française acquittant comme telle l'impôt sur ses actions, le doit également sur les obligations qu'elle émet exclusivement sur les marchés étrangers, même avec la garantie et le concours d'un gouvernement étranger.

Ceci posé, la détermination de la nationalité des titres est facile à faire quand il s'agit de villes, provinces, corporations et établissements publics. Mais en ce qui concerne les sociétés, on rencontre de nombreuses difficultés. Nous allons rechercher quel est le critérium de cette distinction :

Il y a à tenir compte ici de beaucoup d'éléments parmi lesquels trois principaux :

- 1° Le siège de la société ;
- 2° La nationalité de ses membres ;
- 3° La loi sous l'empire de laquelle elle s'est formée.
- 4° Des auteurs considérables, parmi lesquels M. Paul

Pont, déclarent que la nationalité d'une société est déterminée par le siège social, ou par son siège principal si elle en a plusieurs : « Ainsi, dit-il, il n'y a pas à tenir compte de la nationalité des associés ; l'être moral qui personnifie la société a sa nationalité propre, qui ne procède en aucune façon de celle des membres qui la composent, pas plus que son patrimoine ne se confond avec le patrimoine personnel de ces derniers. Il n'y a pas à tenir compte davantage du lieu où s'est formée la convention qui lie les parties associées ; cette convention peut être le résultat de souscriptions recueillies en diverses localités, et certes on ne comprendrait pas que la société eût en même temps la nationalité de chacun des souscripteurs. Donc, et en définitive, c'est uniquement par le lieu où une société a son siège social ou son principal établissement que sa nationalité se trouve déterminée (1).

Cette doctrine contient une grande part de vérité : en effet, l'être moral que constitue la société peut avoir un domicile distinct et complètement indépendant de celui de ses membres. C'est donc au siège social que l'on fixerait ce domicile. C'est là en effet le « principal établissement » au sens dans laquelle prend l'article 102 du Code civil. Cet article ne fait d'ailleurs aucune distinction entre le domicile des personnes morales et

(1) Paul Pont, *Traité des sociétés*, t. II, n° 1856. Dans le même sens, Vavasseur, *Traité des sociétés*, t. II, p. 565.

celui des particuliers (1). C'est au siège social que réside la vie de la société, sa direction et le centre de ses affaires. En conséquence, ne serait-il pas logique de déclarer que la nationalité sera déterminée par la loi du pays où le siège social aura été placé ?

Des législations étrangères ont admis ce principe :

La loi belge du 18 juillet 1873, article 129, est formelle en ce sens. Aux termes de cette loi « toute société dont le principal établissement est en Belgique, est soumise à la loi belge, bien que l'acte constitutif ait été passé en pays étranger » (2).

Dans le nouveau Code de commerce Italien nous trouvons une disposition analogue. L'article 230 déclare que :

« Les sociétés constituées en pays étranger qui ont dans le royaume leur siège ou l'objet principal de leur entreprise sont considérées comme sociétés nationales. »

Mais cette doctrine ne saurait être admise d'une manière absolue et sous réserve. L'établissement d'un siège social principal dépend de la volonté des associés et ils peuvent le déplacer à peu près à leur gré. S'il est un élément précieux d'appréciation pour la fixation de la nationalité d'une société, il ne saurait être seul considéré pour cette détermination sans favoriser certaines fraudes consistant dans l'établissement d'un siège so-

(1) Demolombe, *Cours de code civil*, t. 1^{er}, n° 344 et suiv.

(2) *Annuaire de législation étrangère*, année 1874, p. 364.

cial fictif n'ayant pour unique but que celui de faire échec aux lois nationales. C'est par application de ces principes qu'un arrêt du Conseil fédéral Suisse du 21 janvier 1875 a fixé à Paris le lieu d'ouverture de la faillite du Crédit foncier Suisse qui avait établi son siège social principal à Genève. Ledit siège social était purement fictif et le lieu réel des opérations de cette société était Paris. Une pareille solution était donc inévitable, car la nationalité est un fait *indivisible* pour les personnes morales comme pour les personnes physiques, une société ne peut donc être en partie française et en partie étrangère.

MM. Lyon-Caen et Renault ont émis la doctrine suivante (1) : « Il paraît rationnel de s'attacher, disent-ils, au pays de leur principal établissement, c'est-à-dire, au pays dans lequel elles ont, non leurs bureaux ou la plupart de leurs actionnaires, mais le centre de leur exploitation. »

Ce système n'a pas été adopté par la jurisprudence [Voir cependant dans le même sens : Gand, 18 février 1888, Pasierisie Belge, 88.2.303]. Il conduirait à des conséquences inacceptables, comme celles de voir déclarer étrangères des entreprises constituées avec les capitaux d'un pays.

2° Sera-ce la majorité des associés appartenant à telle ou telle nation qui prévaudra pour la détermination que nous cherchons ? Il est certain que c'est là un fait très important et que le lien créé par la communauté de

nationalité entre plusieurs sociétaires constitue une présomption favorable pour faire rentrer sous la protection des lois de leur patrie le groupement en question [Voir en ce sens : *Journal des sociétés*, 1889, p. 112].

Mais ce serait une grave erreur de vouloir transformer cette simple présomption en un critérium absolu. Tout d'abord en effet, nous nous heurtons à une objection d'ordre pratique. En effet, cette nationalité est parfois impossible à connaître, comme dans une société par actions, par exemple, dans laquelle la personne des associés s'efface complètement devant celle de l'être moral qu'ils constituent. Peu importe leur mort, leur faillite, leur incapacité, car l'argent reste, les premiers apports continuent à faire vivre la société, c'est tout ce dont on s'occupe en droit. Mais, dira-t-on, cette objection perd sa valeur si on veut l'appliquer à une société en commandite simple ou par intérêt. Ces sociétés sont formées *intuitu personæ* et ne constituent pas un être moral complètement indépendant de la personne des associés. Elle est donc jusqu'à un certain point liée au sort des personnes qui la composent. Si un lien rattache ainsi la société à ses membres, est-ce qu'on ne peut pas prétendre aussi que sa nationalité doit dépendre de la leur ? Il y a une réponse très simple à faire à cette objection, c'est que l'être moral que constitue la société peut avoir un domicile distinct et complètement indépendant de celui de ses membres. Quelle impossibilité voit-on alors à ce qu'elle ait une nationalité différente de celle de ces derniers ?

Nous rencontrons aussi une difficulté inextricable en cas de commandite par actions : quelle serait alors la nationalité à considérer ? Serait-ce celle des commandités, des gérants ou de la majorité des associés ?.. qu'arriverait-il encore si tous les gérants n'avaient pas la même nationalité ?...

En outre, si l'on admet ce principe, comme le fait remarquer M. E. Chavegrin (1), quelle majorité prévaudra ? Sera-ce celle du ou des gérants ? Sera-ce la majorité en nombre (numérique ou par sommes) ? Voilà des difficultés qu'aucun texte de loi ne vient résoudre. Il fait ensuite remarquer que s'attacher exclusivement au fait de la nationalité des associés c'est méconnaître les caractères intrinsèques de l'entreprise qu'ils ont constituée. Ne voyons-nous pas la tendance de beaucoup de législations et de celle de la France en particulier à accorder la protection de ses lois (protection des marques de fabrique par exemple) à des industries, parce qu'elles viennent augmenter la prospérité et l'essor du commerce national, sans examiner si elles sont composées ou non d'étrangers.

Enfin des sujets d'une nation quelconque peuvent constituer dans un autre pays une société dont le siège et toutes les opérations auront pour cadre ce dernier territoire. Ne serait-il pas bizarre de conférer à une telle entreprise la nationalité de ses membres ? Oui,

(1) Note sous Sirey, 1888.2.89.

car une pareille solution ne pourrait être donnée sans omettre trois éléments au moins aussi importants que celui que nous avons en vue, savoir : le siège social, le lieu où s'effectuent les opérations de la compagnie et la loi sous l'empire de laquelle elle s'est formée.

Accordons donc à la nationalité des associés l'importance qui lui convient, c'est-à-dire : d'être un élément précieux mais non unique pour servir à corroborer la solution que nous poursuivons en ce moment (1).

3° Il y a un autre fait qui paraît être le plus important et devoir l'emporter sur les autres déjà examinés, c'est la loi sous l'empire de laquelle la société s'est formée. L'exposition et la portée de ce principe ont été exprimés ainsi par Desmasure (2) : « Comme c'est de la loi que les sociétés tiennent leur personnalité, il y a d'abord lieu pour savoir si une société est française ou étrangère, de rechercher sous l'empire de quelle loi elle s'est formée. Ce n'est là toutefois qu'un élément très important d'une situation qui doit être envisagée dans son ensemble. Le siège de la société, sa dénomination, la nationalité de ceux qui la composent, peuvent servir à corroborer la solution (3). »

L'instruction générale de l'administration n° 2405 est, au reste, dans le sens de notre conclusion : « De

(1) *Traité du régime fiscal des sociétés*, n° 179.

(2) En ce sens, *Le Droit*, 9 février 1899.

(3) Voir dans le même sens, *Revue de droit international privé*, 1888, p. 652 ; E. Chavegrin, *loc. cit.* ; Lyon-Caen, *Journal des sociétés*, 1880, p. 35 ; Fiore, *Droit international privé*.

même, dit-elle, que c'est l'origine, le sang et non point le territoire natal, qui fait seul le français de naissance, de même aussi c'est la loi, la toute-puissance de l'autorité publique, et non pas la chose exploitée, n'importe le lieu de sa situation, qui crée l'être moral et l'investit des attributs de la personnalité juridique dans les limites du territoire national. Là donc où la société naît, où elle a ses archives, ses livres, les éléments de sa vie active, là où elle trouve la loi qui la protège et les tribunaux qui la jugent, là, enfin, où elle meurt et se liquide, là évidemment est sa nationalité, la qualité qui la fait de tel pays plutôt que de tel autre. »

Si nous examinons maintenant les arrêts des tribunaux sur cette matière, nous voyons que la jurisprudence écarte tout système absolu et que la solution varie selon les circonstances et les espèces.

Un arrêt du tribunal de Lyon du 13 février 1878 a déclaré étrangère une entreprise dont le siège principal des affaires était en France, parce qu'elle était soumise à la juridiction étrangère et que son existence était soumise à l'approbation d'un gouvernement étranger (1).

Au contraire un arrêt de la Cour de cassation du 20 juin 1870 (2) a déclaré française une Compagnie constituée par un acte public passé en France, ayant son siège en France, et exerçant tous ses droits et actions sous la protection des lois de notre pays, bien

(1) *Journal de l'enregistrement*, 20721.

(2) D. 70.4.416 ; S. 70.4.373.

que le but de cette société fût l'exécution de travaux à l'étranger.

Un jugement d'Annecy du 3 avril 1879 et sur pourvoi des parties, la Cour de cassation, par un arrêt du 21 juin 1880 (1), ont décidé qu'une société exploitant des filatures en France et en Italie, est française, parce qu'elle a son siège social en France, et que toutes les opérations d'administration générale ont lieu en France. Ce qui implique pour ladite société les conséquences de l'indivisibilité de la nationalité.

Aux termes d'un arrêt de la Cour de Paris du 23 janvier 1889 (*Le Droit*, 9 février 1889) est anglaise la société qui a été fondée et a son siège social à Londres, qui a été incorporée à ce titre d'après les lois anglaises, quelles que soient en Franceses opérations et sans qu'il y ait à tenir compte de la nationalité de la majorité de ses actionnaires ou administrateurs.

Le tribunal de la Seine paraît fixer la nationalité d'une société d'après le lieu du siège social principal, qu'elle détermine en considérant le lieu où l'on peut prendre communication des registres de la société (2).

La décision précédente ne doit être tenue pour juste que s'il n'y a pas fraude et établissement d'un siège social principal fictif, ce qui est une question de fait à résoudre par les juges (3).

(1) D. 80.1.465 ; S. 81.1.130. *Journal des notaires*, 22359.

(2) Tribunal de la Seine, 27 mars 1896, *Répertoire de l'enregistrement*, n° 1166.

(3) Cass. req., 22 décembre 1896, *Construction limited Company*

Aucune loi n'assimile aux sociétés étrangères les sociétés coloniales qui sont placées pour leurs actions et leurs obligations, sous le régime fiscal spécial à la colonie dans laquelle leur siège est établi. Cependant une décision du ministre des finances du 24 février 1853 déclare que l'agence que les banques coloniales ont ouverte à Paris, qui émet des titres d'actions dites « d'Europe », et qui fonctionne comme succursale du siège social pour le service des titres et le paiement des dividendes, constitue une entreprise française et se trouve soumise pour les droits de timbre et de transmission ainsi que pour l'impôt sur le revenu, aux mêmes règles que les sociétés françaises (Voir aussi dans le même sens, solution du 28 février 1873).

Aux termes d'une autre décision du ministre des finances du 6 avril 1892 (1), les obligations émises en France par une banque pour une ville coloniale ne sont passibles d'aucune des trois taxes, dès lors qu'aucun de ces impôts n'est établi dans la colonie. Cette solution repose sur des arguments juridiques très solides : une ville coloniale est une ville française (2). Or pour les sociétés et villes françaises, la taxe sur les intérêts des emprunts est payable, quel que soit le lieu où l'emprunt

contre un arrêt de la Cour d'Aix, du 30 juillet 1895, *Gazette des Tribunaux*, 23 décembre 1896. Voir aussi en ce sens, arrêt précité du Conseil fédéral suisse du 21 janvier 1875.

(1) *Répertoire de l'enregistrement*, 118.

(2) *Instructions générales de l'administration*, 2144-9, 2385-6, 2421. Cass., 12 février 1857.

est contracté, au bureau de l'enregistrement du siège social ou administratif de l'établissement débiteur. Dès lors, si l'impôt n'est pas établi au lieu où se trouve le bureau désigné, il est impossible de le mettre en recouvrement.

En ce qui concerne les titres des sociétés, compagnies ou entreprises constituées et ayant leur siège dans les pays soumis à notre protectorat, par exemple à Tunis, ils sont, comme ceux des villes et établissements publics situés dans ces pays, absolument assimilés aux titres étrangers (1).

(1) Chambre des députés, séance du 7 mars 1898.

TITRE II

CHAPITRE PREMIER

FAITS JURIDIQUES QUI RENDENT LES TAXES EXIGIBLES SUR LES TITRES ÉTRANGERS.

Les préoccupations dominantes de la loi du 23 juin 1857 et de celles qui ont réglementé ensuite cette matière ont été de deux sortes :

1° Assujettir les valeurs étrangères circulant en France à des taxes égales à celles supportées par les valeurs françaises ;

2° Appliquer de plus en plus strictement, par tous les moyens d'action dont la législation française dispose à l'égard des titres étrangers, ce principe d'équivalence.

Comme nous l'avons vu, les titres français sont assujettis aux taxes de timbre, de transmission et à l'impôt sur le revenu par le seul fait de leur existence. Il n'en est pas de même pour les titres étrangers, qui ne sont assujettis à des bases équivalentes à celles qui atteignent les valeurs françaises, qu'autant qu'ils s'introduisent en

France pour profiter des avantages de notre marché. Si le législateur avait été plus loin, il aurait violé le principe de la territorialité de l'impôt.

Le problème à résoudre (1) consistait à s'emparer de tous les faits extérieurs par lesquels se manifeste en France la circulation des titres étrangers, pour y rattacher l'exigibilité de l'impôt. Tout d'abord, le législateur n'a considéré que l'inscription des titres à la cote officielle comme le seul signe irrécusable de leur circulation en France, auquel l'exigibilité des impôts pût, en fait, sinon en principe, être rattachée. La loi du 23 juin 1857 et le décret du 17 juillet 1857 ont ainsi fait un premier pas en subordonnant à l'acquittement des taxes l'inscription des titres à la cote officielle de la Bourse et la faculté de les négocier. Or ce texte a toujours été interprété comme ne prohibant que les négociations publiques, c'est-à-dire celles qui ont pour objet les titres cotés et qui s'effectuent par le ministère des agents de change. Les négociations privées (et il faut comprendre dans ces dernières celles de la coulisse) étaient complètement hors de cause, et, ce qui le prouve, c'est que l'article 3 du décret du 24 mai 1872, en prolongeant, en cas de radiation de la cote, l'engagement du représentant responsable jusqu'à ce que cette radiation fût effectuée, reconnaissait implicitement, par cela même, que l'inscription à la cote était la seule cause génératrice de

(1) Voir D. P. 1883.4.97, note de M. Paul Pont, D. P. 1888.1.409.

l'exigibilité des taxes. Ceci étant, pour remédier à cet état de choses, il ne fallait guère songer à interdire d'une façon absolue, les négociations privées qui auraient eu pour objet des valeurs non soumises aux taxes annuelles. Les particuliers, en effet, qui ont des titres de cette nature en portefeuille ne sauraient être rendus responsables du non-paiement de ces taxes ; et il eût été rigoureux de leur faire subir les conséquences du défaut d'accomplissement d'une obligation qui n'est pas la leur et qui ne peut être mise qu'à la charge des sociétés et des établissements dont les titres circulent en France. Un seul moyen s'offrait pour assurer la rentrée restreinte de l'impôt, c'est celui que la loi du 30 mars 1872 a employé. Aux termes de cette loi, est interdite toute négociation ou exposition en vente de titres étrangers et toute énonciation dans un acte passé en France, lorsqu'ils n'acquittent pas régulièrement les taxes annuelle ou avant qu'ils n'aient été dûment timbrés au droit de 1 0/0.

Mais cette législation restait incomplète en ce que, d'une part, les titres non cotés qui se négociaient en dehors de tout acte soumis à l'enregistrement continuaient à échapper à toute espèce de taxe, et, en ce que, d'autre part, les titres énoncés dans les actes, s'ils acquittaient le droit de timbre au comptant, continuaient à être exempts de la taxe de transmission.

(1) Mémoire produit par l'Administration devant la Chambre civile de la Cour de cassation le 17 janvier 1888.

C'est pour porter remède à ce fâcheux état de choses que la loi du 29 juin 1872 a dans son article 4, § 2 disposé que : « Les titres étrangers ne peuvent être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France qu'en se soumettant à l'acquittement de la taxe sur le revenu ainsi que des droits de timbre et de transmission. »

« Un règlement d'administration publique fixera le mode d'établissement et de perception de ces droits, dont l'assiette pourra reposer sur une quotité déterminée du capital social. »

« Le même règlement déterminera les époques de paiement de la taxe, ainsi que toutes les autres mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi. »

Le décret de mise en œuvre de ces dispositions fut celui du 6 décembre 1872. L'article 4 de ce décret dispose :

« Aucune émission de titres étrangers ne peut avoir lieu en France, qu'après qu'un représentant responsable a été agréé par le ministre des finances... »

Ce dernier texte est d'un laconisme lamentable et il se borne en réalité à imposer par l'article précité, l'obligation de faire agréer un représentant responsable avant toute émission ou souscription en France. Ce n'est qu'au moyen d'un rapprochement entre les dispositions de l'article 3 et celles des deux premiers que l'on aperçoit l'intention des auteurs du décret de désigner comme passibles des trois taxes les titres des sociétés étrangères qui circulent ou sont émis en France. Il est fâcheux

que ce texte n'ait pas expressément visé et réglementé les faits de négociation, assimilés par la loi du 29 juin 1872, ainsi d'ailleurs que l'exposition en vente, à l'émission et à l'admission aux négociations officielles.

La Cour de cassation a eu d'ailleurs à se prononcer sur ce point (1) dans un arrêt du 17 janvier 1888 :

« Attendu, porte cet arrêt, que la loi du 29 juin 1872 dispose dans son article 4, que les titres étrangers ne pourront être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France, qu'en se soumettant à l'acquittement de la taxe sur le revenu, ainsi que des droits de timbre et de transmission ; que les termes éminemment compréhensifs de cette énumération englobent tous les modes de circulation en France des valeurs étrangères, la négociation en banque ou dans la coulisse aussi bien que la négociation en Bourse, et que le seul fait de l'exposition en vente, rend les titres étrangers passibles de l'acquittement de la taxe sur le revenu, ainsi que des droits de timbre et de transmission ; qu'en y assujettissant seulement les titres étrangers négociés à la Bourse, on ferait une distinction qui ne fait pas la loi fiscale, et que cette distinction, qui est toujours interdite, l'est d'autant plus ici que le même article 4, dans son premier paragraphe, consacre expressément le principe de l'égalité fiscale entre les valeurs françaises et les valeurs étrangères ; que vainement le pourvoi invoque une

(1) D. P. 1888.1.409.

prétendue contradiction entre l'article 4 de la loi du 29 juin 1872 et l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 » ;

« Que d'une part, il est impossible d'admettre que le règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi ait pu en restreindre la portée ; que, d'autre part, il s'applique dans ses termes mêmes à tous les titres étrangers qui circulent en France... »

L'excessive réserve du pouvoir législatif a nécessité, on le voit, l'intervention du pouvoir judiciaire. Il faut avouer, qu'il est fort difficile de réaliser en pratique l'application du principe d'équivalence de l'impôt, que les lois de 1857 et 1872 ont successivement posé en ce qui concerne les titres des sociétés étrangères et ceux des sociétés françaises. A côté des raisons pratiques qui doivent pousser le législateur à assurer la rentrée de l'impôt, se placent des motifs de haute politique, au nombre desquels la nécessité de sauvegarder les intérêts supérieurs qui procèdent du maintien dans notre pays d'un large marché international (1).

Après des recherches actives et une étude approfondie de ces questions, la commission extra-parlementaire de l'impôt sur les revenus, s'est déclaré impuissante à assurer le paiement des taxes annuelles de la

(1) Discours de M. Thiers à l'Assemblée nationale en 1872 et de M. Félix Faure à la Chambre en 1893 [*Infra*, p. 235 et suiv.].

(2) Discours de M. Félix Faure à la Chambre des députés. Séance du 24 février 1893.

part des sociétés dont les titres sont depuis longtemps l'objet de négociations actives en France, non plus que de celles dont les titres sont introduits sur le marché par des intermédiaires agissant ou non pour leur propre compte (Séances de la Chambre des députés des 25 juillet et 19 octobre 1894).

La loi de finances du 28 décembre 1895 a seulement, par son article 4, fait application aux valeurs que nous avons en vue actuellement, des dispositions concernant spécialement les fonds d'État, de l'article 2 de la loi du 25 mai 1872. Elle imposait, par conséquent, l'obligation de souscrire une déclaration dix jours avant d'annoncer, publier ou effectuer l'émission ou la souscription de ces titres dans notre pays. Cette disposition a été virtuellement abrogée par l'article 12, alinéa 1^{er} de la loi de finances du 13 avril 1898.

Ce dernier article n'apporte, à proprement parler, aucune modification en dehors de la faculté de constituer un cautionnement, à l'obligation imposée aux sociétés étrangères par les lois antérieures et notamment par celle du 29 juin 1872, de faire agréer un représentant responsable des taxes annuelles d'abonnement, à raison de l'admission à la cote officielle, de l'émission, de la négociation ou de l'exposition en vente de leurs titres en France. Deux nouveaux faits générateurs des taxes sont prévus par cet article : la mise en souscription et l'introduction des titres sur le marché français, ils étaient implicitement contenus dans les quatre précédemment examinés.

Il édicte ensuite des pénalités contre les intermédiaires qui annonceraient, publieraient ou effectueraient l'émission et la souscription de titres de sociétés n'ayant pas satisfait à l'obligation ci-dessus, en leur appliquant l'amende prévue par l'article 3 de la loi du 25 mai 1872. Défense leur est faite, sous les mêmes peines, de faire le service financier de ces titres, soit en opérant leur remboursement ou leur transfert, soit en effectuant le paiement des coupons, tant qu'un représentant responsable des droits de timbre, de transmission et de l'impôt sur le revenu n'aura pas été agréé.

« Ces dispositions, aux termes de l'instruction générale de l'Administration n° 2953, ne constituent pas, à proprement parler, des nouveautés ; elles ont pour unique objet de corroborer le principe d'équivalence qui sert de base au régime fiscal des valeurs étrangères. » Il est plus simple et plus exact de dire : que ce n'est là que la consécration et l'organisation d'un état de choses préexistant, et, qu'en conséquence, le texte que nous venons d'analyser constitue non une loi de principe mais de mise en œuvre (1). La loi du 29 juin 1872 (art. 4, § 2) avait retenu quatre faits juridiques rendant les taxes exigibles savoir : la cote officielle, la négociation, l'exposition en vente ou l'émission en France.

(1) Voir à ce sujet le discours de M. Krantz, rapporteur général, au nom de la commission du budget, chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice de 1898.

D'autre part, l'article 12 de la loi de finances du 13 avril 1898 vise, en outre (1), la mise en souscription et l'introduction. Si nous combinons ces deux textes, nous pourrions ainsi dégager nettement les obligations imposées par la loi fiscale en cette matière. Nous trouvons donc quatre causes génératrices de l'impôt que nous étudions. Ces quatre causes peuvent se grouper de la façon suivante :

- 1° Inscription à la cote officielle ;
- 2° Emission ;
- 3° Mise en souscription ou exposition en vente ;
- 4° Introduction.

Nous allons examiner ces quatre faits juridiques dans des paragraphes distincts.

SECTION I. — De l'inscription à la cote officielle et des négociations publiques.

Après avoir établi le principe d'équivalence d'impôt sur les valeurs françaises et étrangères, l'article 9 de la loi du 23 juin 1857 déclare, que ces dernières « ne pourront être cotées et négociées en France qu'en se soumettant à l'acquittement de l'impôt ». Puis l'article 10 du décret du 17 juillet 1857 dispose que : « Les sociétés, compa-

(1) Le fait de la négociation n'est pas expressément visé par la loi (Instr. 2750, § 5) du 13 avril 1898 ; elle ne tombe pas par elle-même et en tant qu'elle se distingue de l'émission ou de l'introduction, sous l'empire de cette loi.

gnies ou entreprises étrangères qui ont été autorisées à faire coter leurs actions et obligations, soit à la Bourse de Paris, soit aux Bourses départementales, seront tenues dans les deux mois de désigner un représentant responsable en France, et de le faire agréer par le ministre des finances sous peine de se voir retirer l'autorisation dont elles jouissent. »

Nous sommes donc maintenant en présence du plus ancien fait générateur des taxes qui pèsent sur les titres étrangers. Les conditions d'inscription de ces valeurs à la cote officielle ont été déterminées par le décret du 6 février 1880, dont l'article 4 a été modifié par le décret du 1^{er} décembre 1893 rédigé, pour l'exécution de la loi du 1^{er} août de la même année (Voir, *suprà*, p. 8, en note, le texte de ces décrets).

Il ne s'agit ici, bien entendu, que de l'inscription sur la première partie du bulletin de la cote, tel qu'il est constitué par application de l'article 80 du règlement d'administration publique du 7 octobre 1890, et de l'article 70 du règlement particulier de la compagnie des agents de change de Paris.

Que cette inscription ait été effectuée à la cote de la Bourse de Paris ou à celle d'une Bourse départementale, l'effet est absolument le même (1), et dans chacun de ces deux cas l'impôt est dû de plein droit.

L'inscription à la cote est subordonnée en principe

(1) Cass., 10 juin 1874, D. P. 75.1.25.

à l'autorisation du ministre des finances, parce que ce dernier peut toujours, d'une part, interdire en France la négociation des valeurs étrangères (art. 5, décret du 6 février 1880) et que, d'autre part, la chambre syndicale ne doit admettre les titres à la cote que sur la justification de l'agrément par le ministre d'un représentant responsable des droits du Trésor (art. 2, D. précité). Mais s'il arrivait qu'une société étrangère, vint à obtenir de la chambre syndicale des agents de change, sans autorisation du ministre, la cote de ses titres, le Trésor serait incontestablement fondé à exiger le paiement des droits et la désignation d'un représentant responsable (1).

D'une solution générale de l'Administration du 31 août 1872, il ressort, que dès lors qu'une société a obtenu avec l'autorisation du ministre l'inscription de ses titres à la cote officielle, les effets de cette inscription en ce qui concerne l'exigibilité des taxes persistent, tant que la radiation n'a pas été demandée par la compagnie et effectuée avec l'assentiment du ministre. Jusque-là, les modifications et suppressions qui peuvent être opérées par la chambre syndicale des agents de change restent sans influence sur les obligations fiscales de la société. Lors de l'arrêt précité du 10 juin 1874, l'avocat général Blanche déclarait que : « L'admission accordée est une sorte de forfait dont la compagnie ne saurait mo-

(1) Solution du 3 août 1865.

difier les conditions sans le consentement du ministre des finances. »

Avant la loi du 29 juin 1872, la radiation de la cote opérée avec l'agrément du ministre des finances, suffisait à dégager du paiement des taxes annuelles les titres qui en avaient été l'objet. Depuis la promulgation de cette loi, ces valeurs sont assujetties aux dites taxes tant qu'elles continuent à circuler en France, ou à y faire l'objet de négociations officielles ou non. C'est ainsi que par application de ce principe, nous trouvons dans les motifs de l'arrêt de la Cour de cassation du 10 juin 1874 que : « Les actions ainsi privées de coupons pour 25 ans, n'en demeurent pas moins soumises au double impôt, encore bien qu'elles aient cessé d'être négociées et cotées à la Bourse de Paris, par suite d'une décision du syndicat des agents de change ; les compagnies étrangères ne pourront se soustraire au paiement des droits qu'en renonçant à l'autorisation de négocier leurs titres en France. »

On pourrait, toutefois, citer en sens contraire les arrêts du tribunal de la Seine du 7 avril 1880 et 22 juin 1887, mais il ne faut voir là que de simples décisions d'espèces, inspirées par de bienveillantes considérations.

Mais il paraît incontestable, que la radiation de la cote coïncidant avec le retrait de tous les titres du marché français, ferait cesser l'exigibilité des taxes. En effet, des termes du rapport de M. H. Leroux lors des travaux

préparatoires de la loi du 23 juin 1857, il ressort que les valeurs étrangères sont imposées sur notre territoire à raison de leur « circulabilité » (1) ; les travaux préparatoires de la loi du 29 juin 1872 ont encore mis en relief la même idée. Ceci étant, si l'impôt est la conséquence de la circulation des titres, il semble que son exigibilité doit cesser avec elle.

On ne pourrait objecter que les titres des sociétés françaises doivent l'impôt pendant toute leur durée, et invoquer le principe d'équivalence pour faire appliquer la même règle aux titres étrangers. Les valeurs françaises sont taxées en raison même de leur existence, elles ne sauraient donc être dégagées de leurs obligations fiscales que par leur disparition complète.

Pour les mêmes raisons, on doit reconnaître que les taxes dues sur les titres étrangers prennent fin en même temps que la circulation de ces titres, qui est la cause unique de leur exigibilité ; *Cessante causâ, cessat effectus*. En conséquence, si une société étrangère dont les titres ont été rayés de la cote, pouvait établir que ces titres ne circulent plus en France, l'Administration n'aurait aucun droit pour exiger la continuation du paiement des taxes. La commission des valeurs mobilières n'aurait plus, de son côté, à déterminer la quotité imposable en se renfermant, pour la fixation de cette quotité, dans les limites du minimum établi par

(1) Voir *suprà*, page 41.

l'article 2 du décret du 24 mai 1872, car il ne saurait y avoir de quotité imposable là, où l'impôt a cessé lui-même d'être exigible (1).

SECTION II. — Émission en France.

Nous trouvons l'origine de ce deuxième fait générateur de la triple taxe dans la loi du 29 juin 1872, dont l'article 4, § 2 dispose que : « Les titres étrangers ne pourront être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France qu'en se soumettant à l'acquittement de cette taxe (impôt sur le revenu), ainsi que des droits de timbre et de transmission. »

L'article 4 du décret du 6 décembre suivant vient corroborer ces dispositions. Aux termes de ce décret : « Aucune émission ou souscription de titres étrangers ne peut avoir lieu en France qu'après qu'un représentant responsable a été agréé par le ministre des finances. »

D'autre part, l'article 12 de la loi du 13 avril 1898 dispose expressément que : « L'amende prévue à l'article 3 de la loi du 25 mai 1872 est applicable à toute personne qui effectue en France l'émission, la mise en souscription, l'exposition en vente ou l'introduction sur le marché, des titres étrangers désignés dans l'article 4 de la loi du 29 juin 1872, qui annonce ou publie les opérations ci-dessus... tant qu'un représentant respon-

(1) *Journal de l'Enregistrement*, 22967. Dans le même sens : Trib. de la Seine, 25 février 1893. *Rép. de l'Enreg.*, 427.

sable des droits de timbre, de transmission et de l'impôt sur le revenu dont ces titres sont redevables n'aura pas été agréé. »

Les éléments et les caractères constitutifs de l'émission ont été mis en relief dans la défense présentée par l'Administration devant la Chambre civile dans l'affaire qui aboutit à l'arrêt du 17 janvier 1888, qui a rejeté le pourvoi d'une compagnie étrangère contre un jugement du tribunal de la Seine du 5 juin 1885 (1). De l'analyse de son argumentation il résulte que : « L'émission en France doit s'entendre, *lato sensu*, de toute opération qui a pour objet d'introduire des titres étrangers sur le marché français, soit qu'elle consiste dans un premier placement de titres nouvellement créés, soit qu'elle ait lieu par voie de négociation de titres antérieurement émis à l'étranger. » Il s'ensuit donc, qu'il n'y a pas de différence appréciable entre la négociation et l'émission proprement dite. Il ne faut voir ici que le fait de placer pour la première fois des titres entre les mains des capitalistes français.

En outre, l'émission ne suppose pas essentiellement la pollicitation de titres, effectuée sous forme de mise en souscription publique accompagnée de la publicité que pareille opération comporte généralement, en ne s'appliquant qu'à des titres nouvellement créés. Cette définition serait trop restreinte, et attribuerait à l'émis-

(1) *Précité*, arr. Cass., 17 janvier 1888, D. P. 88.1.409.

sion des caractères que le législateur et la jurisprudence ne lui accordent pas (1).

D'autre part, un arrêt de la Chambre des requêtes du 23 février 1875, rendu à l'occasion du pourvoi formé contre un jugement du tribunal de Rennes du 3 mars 1874 (2), nous montre que ces conditions ne sont nullement nécessaires pour que l'émission soit génératrice des taxes. Dans l'espèce visée, il s'agissait d'une émission d'actions occulte révélée par une seconde et aux termes du rapport de M. le conseiller Sallé : « Attendu que l'administration de l'Enregistrement justifie que, indépendamment des 24 actions de la Société du journal *l'Avenir* trouvées dans la succession Legraverend, ladite société a émis et délivré 959 actions de 25 francs chacune, sans les soumettre à la formalité du timbre ; que 159 de ces actions inscrites sous les n^{os} 801 et suivants ont été détachées du registre à souche communiqué à la Régie ; qu'évidemment les actions comprises sous les n^{os} 1 à 800 ont été tout d'abord émises et détachées dans l'ordre des numéros..... que l'Administration apporte la preuve que 80 actions, constatées dans l'inventaire dressé après le décès de M. Blaize, sont inscrites sous les n^{os} 514 à 593 inclusivement, c'est-à-dire qu'elles ont été détachées d'un registre

(1) Art. 13, loi 24 juillet 1867 ; art. 18, loi 5 juin 1850 ; art. 5, loi 21 juin 1875 ; art. 1 et 2 du règlement d'administration publique, 15 décembre 1875.

(2) D. P. 1875.1.370, *Journal des notaires*, 21187.

dont la communication a été refusée au vérificateur de l'Enregistrement ; qu'ainsi se trouve renouée la chaîne qui relie l'émission des actions inscrites sur les registres non produits ; que l'Administration confirme de la sorte un fait d'une incontestable gravité, l'émission et la délivrance de 959 actions de la Société du journal *l'Avenir*, indépendamment des 24 actions trouvées dans la succession Legraverend » etc.

De plus, un arrêt de la Chambre des requêtes du 19 juillet 1875 (1) assimile à une véritable émission, en l'astreignant aux mêmes obligations fiscales, la remise de titres en nantissement. Le premier moyen du pourvoi, pris de la violation de l'article 27 de la loi du 5 juin 1850 donnait d'un titre souscrit la définition suivante : « C'est celui qui a été placé, qui a été souscrit par une personne qui en a payé la valeur. C'est cet acheteur qu'on appelle le souscripteur. Une obligation n'est donc pas souscrite tant qu'elle n'est pas devenue la propriété d'un créancier qui, en échange du titre, a prêté son argent à la Compagnie. » — L'arrêt de la Cour sur ce premier moyen est ainsi motivé : « Attendu que des titres d'obligations, remis en garantie du remboursement d'avances faites à la compagnie de qui elles émanent, sont nécessairement souscrits par elle, et par suite passibles du droit proportionnel de timbre établi par l'article 27 de la loi du 5 juin 1850, surtout lorsque, comme dans

(1) D. P. 1875.1.370.

l'espèce, il a été formellement stipulé qu'en cas d'inexécution de tout ou partie des engagements de la Compagnie des chemins de fer de l'Ouest, la Banque de France pourrait conformément à l'ordonnance de 1834, faire vendre les obligations à elle données en nantissement, etc... » Dès lors il faut donc dire qu'une obligation est souscrite lorsque, revêtue de toutes les formes extrinsèques, elle passe entre les mains d'un tiers qui peut en disposer à son profit. Il est vrai que dans le langage vulgaire des affaires, souscrire une obligation, est synonyme d'acquérir, mais il n'est pas possible de confondre cette seconde acception d'un même terme avec la première ; il serait superflu d'insister sur ce point. — En somme il résulte de tout ceci que l'émission doit s'entendre de tout placement de titres en France (1) de quelque manière qu'il soit effectué. On peut donc en donner la définition suivante : « C'est le lien juridique qui unit l'actionnaire ou l'obligataire à la société, pourvu toutefois que ledit lien se soit formé en France ou que, en cas contraire, les titres y aient été délivrés (2).

Une société étrangère ayant émis ses titres en France et fait agréer un représentant responsable, auparavant, selon les prescriptions de l'article 12 de la loi du 13 avril 1898, quelle va être la durée de ses obligations vis-à-

(1) Sol., 29 novembre 1892 ; 20 mars 1894 ; 19 février 1896 ; *Rép. de l'Enreg.*, 691 et 1144.

(2) Le fait par un capitaliste français de posséder des titres étrangers étant par lui-même insuffisant à rendre les taxes exigibles (Sol. de l'Adm., 20 juillet 1894. *Rép. de l'Enreg.*, 884).

vis du fisc ? En sera-t-elle tenue jusqu'à sa dissolution ? On pourrait le soutenir, en invoquant le principe d'équivalence des charges entre titres français et étrangers. Mais cette solution paraît inadmissible, si l'on considère que pour les titres émis en France, comme pour les autres, l'exigibilité des taxes est subordonnée au fait de la circulation de ces titres en France, et que cette circulation cessant complètement, l'impôt cesse lui-même d'être exigible. Car les titres étrangers qui ne circulent pas sur notre marché, n'ont pas d'existence pour la législation française. C'est pour cela que la loi n'en tient pas compte pour la détermination de la quotité imposable, qui doit en principe être fixée d'après le nombre de titres circulant sur notre marché (1).

Une décision du ministre des finances du 18 juillet 1879 (2), vient implicitement confirmer cette solution : « Il suffit, porte cette décision, qu'un petit nombre de titres soient demeurés en France, pour que l'impôt demeure exigible, en principe, sur la quotité minima des deux dixièmes du capital des obligations émises » (Décret du 24 mai 1872, art. 2).

Il faut en conclure que la circulation en France est réellement pour ces titres la seule cause d'exigibilité des taxes, et que, lorsque cette cause vient à cesser complètement, l'impôt lui-même n'a plus de fondement. *Cessante causâ, cessat effectus.*

(1) En ce sens : *Journal de l'Enreg.*, 22987.

(2) *Journal de l'Enreg.*, 21684.

SECTION III. — **Mise en souscription et exposition
en vente.**

Il faut entendre par là toute opération effectuée par la collectivité ou son mandataire, qui a pour objet d'introduire les titres étrangers sur le marché français. Elle peut consister dans un premier placement de titres nouvellement créés ou avoir lieu par voie de négociation de titres antérieurement émis à l'étranger (1). Un autre caractère de ces opérations est celui de se prolonger indéfiniment jusqu'à ce que le but poursuivi soit atteint.

L'exposition en vente n'est autre chose qu'une tentative d'émission, et d'autre part, l'article 4 de la loi du 29 juin 1872 l'assimile complètement à l'émission ou à la négociation, en y attachant expressément l'exigibilité de l'impôt. La loi du 13 avril 1898, dans son article 12, la reconnaît également comme l'un des faits générateurs de la triple taxe d'abonnement.

Les taxes exigibles par le fait de la mise en souscription ou de l'exposition en vente des titres étrangers sont dues, en principe, tant que ces titres circulent sur notre marché, et, elles cessent d'être exigibles, dès que cette circulation a complètement disparu (Voir *suprà*, p. 47 et 48).

(1) Voir en ce sens, Cass., 17 janvier 1888 (précité).

SECTION IV. — De l'introduction en France.

Cette quatrième cause génératrice de la triple taxe, a été, de même que la mise en souscription, pour la première fois expressément visée par la loi du 13 avril 1898.

Elle peut se définir : « Tout fait qui consiste à écouler ou à faire écouler sur le marché national une certaine quantité de valeurs étrangères. »

Quel sera le *quantum*, pris comme type pour l'évaluation du nombre de titres nécessaires pour faire déclarer s'il y a ou non, les éléments constitutifs d'une introduction en France ? Aux termes d'une instruction générale de l'Administration n° 2953-1, « cette quantité ne peut être déterminée dans chaque cas particulier qu'en tenant compte des circonstances ; il est donc impossible de la fixer d'avance, d'une manière uniforme et invariable, à un certain chiffre ».

L'introduction est généralement effectuée par les établissements de crédit, les banquiers et les professionnels portant des qualifications diverses, en matière de vente et d'achat de valeurs de bourse. Pour l'accomplissement de cette opération, ils peuvent agir de deux manières :

- 1° En agissant comme de simples intermédiaires ;
- 2° En écoulant des titres pris ferme ou à option.

Les amendes prévues à titre de sanction contre ces personnes par l'article 12 de la loi du 13 avril 1898 sont indépendantes de celles que les lois antérieures ont édictées contre les sociétés étrangères elles-mêmes, à raison de leur non-abonnement.

CHAPITRE II

GARANTIES ET SURETÉS EXIGÉES PAR LA LÉGISLATION FRANÇAISE POUR LE RECouvreMENT DE L'IMPÔT SUR LES VALEURS MOBILIÈRES ÉTRANGÈRES.

SECTION I. — Du recouvrement d'un impôt dans un pays étranger.

L'État n'a qu'une compétence territoriale et ne peut établir un impôt sur des biens situés à l'étranger. S'il le fait, il n'est pas en droit d'espérer que son débiteur lui fournisse à l'amiable un titre exécutoire, autorisant les poursuites à l'étranger, sa seule ressource serait de s'adresser à la justice étrangère pour obtenir ce titre exécutoire. — Quel est l'obstacle juridique, qui empêcherait le Trésor français de réclamer à un débiteur étranger le paiement d'un droit d'enregistrement dû à raison d'un fait accompli en France ? L'opinion générale (1), conforme du reste aux procédés de la pratique, interdit, d'une manière absolue, aux États de recouvrer à l'étranger l'impôt qu'ils ont établi. On a invoqué, en ce sens,

(1) Von Bar, *Internationales Privatrecht*, t. II, p. 486, § 446 ; Pigott, *Law and practice of the united Kingdom relating to foreign judgments* (2^e édition, Londres, 1884, p. 210), *Dictionnaire de l'Enregistrement*, V^o Étranger.

des arguments de diverses natures, dont aucun ne nous paraît décisif.

Une première doctrine se prévaut de ce fait, que la compétence d'un État est purement territoriale, L'impôt est territorial, cela est vrai, mais faut-il en conclure qu'il ne peut pas être poursuivi hors du territoire, lorsqu'il a été établi conformément au principe de la territorialité ? et d'où vient cependant, qu'une créance légitimement née ne puisse pas être recouvrée dans un pays où elle ne blesse aucun principe d'ordre public ? On ne peut pas raisonnablement aller jusqu'à soutenir que le tribunal étranger, saisi d'une demande en exécution d'un jugement français, doit refuser l'*exequatur* à ce jugement, en dépit des lois et des traités qui l'y obligent, par la seule raison qu'il exige le paiement d'un impôt ; aucun prétexte ne pourrait autoriser, si l'ordre public est respecté, un pareil déni de justice. Et si l'on admet que le tribunal étranger doit revêtir de son *exequatur* le jugement français, il faut bien aussi reconnaître que le tribunal, saisi d'une demande en paiement de l'impôt établi sur un autre territoire et conforme aux principes du droit international, est tenu de prononcer la condamnation.

Une autre doctrine voit un obstacle dans le principe de la souveraineté des États. Par application de cette règle, un jugement du tribunal de la Seine du 16 mars 1864 (1) a décidé qu'un gouvernement étranger ne peut

(1) *Journal de l'Enregistrement*, 17798 ; *Dictionnaire de l'Enregistrement*, V^o *Étranger*, n^o 42.

poursuivre ses sujets en France pour le recouvrement de l'impôt. Il paraît inadmissible, que la souveraineté d'un État ne lui permette pas de laisser un créancier privé venir réclamer, sur son territoire, la somme qui lui est due en vertu d'un acte passé sur le territoire d'un État voisin ; en quoi la souveraineté d'un État est-elle méconnue davantage lorsque le créancier est l'État, et la créance un impôt ?

Une autre doctrine (1) s'attache à démontrer que l'impôt est une peine, et lui applique la théorie généralement admise en droit international, suivant laquelle les jugements prononçant une peine ne sont pas exécutoires à l'étranger. Il faut vraiment un raisonnement forcé pour assimiler l'impôt à une peine, Toute peine suppose une contravention, et l'on n'a jamais songé, à donner à l'impôt, comme fondement, la réparation d'un préjudice causé à l'État.

Cette théorie pourrait avoir quelque vraisemblance, si on l'appliquait au recouvrement à l'étranger des droits en sus et des amendes dus à raison d'une contravention commise contre une disposition de la loi fiscale. Certes, les droits en sus et les amendes constituent bien des peines, au sens large du mot, mais ce ne sont que des peines pécuniaires, qui se résument dans des augmentations de droits, et la souveraineté de l'État sur le territoire duquel s'en opère le recouvrement, ne subit au-

(1) Piggott, *loc. cit.*

cune atteinte. C'est pour cela que nous croyons que cette doctrine, même ainsi restreinte à des droits qui affectent le caractère de pénalités pécuniaires, doit être écartée.

Enfin, quelques auteurs ont trouvé la preuve de ce que le législateur français a reconnu l'impossibilité juridique qu'il aurait éprouvée à recouvrer l'impôt dans un pays étranger, dans le fait qu'il a établi la nécessité pour les nations et les sociétés étrangères débitrices de l'impôt en France, d'y faire agréer un représentant français responsable des droits (1).

Il paraît plus exact d'attribuer au législateur la pensée, que la nécessité d'un représentant responsable éviterait, pour des impôts particulièrement importants, les lenteurs et les difficultés pratiques d'un recouvrement à l'étranger. On pourrait même faire remarquer à ce sujet, que si le législateur a ménagé la dite garantie au profit de l'État, c'est pour un impôt très lourd, injuste et dicté par un esprit de fiscalité extrême (Voir *infra*, p. 26 et suiv.) (2).

Après avoir établi leur raison d'être, nous allons voir en quoi consistent ces garanties. Elles peuvent être constituées de deux manières différentes, au gré des sociétés :

(1) Barclay, *De l'obligation pour les sociétés britanniques en France de faire agréer un Français responsable de l'impôt sur le revenu*, Clunet, 1888, p. 224.

(2) Voir en ce sens : A. Wahl, *Des droits d'enregistrement dans les rapports internationaux*, Clunet, 1891, p. 1065.

1° Par l'engagement d'un représentant responsable agréé conformément à la loi ;

2° Par la réalisation d'un cautionnement dans les formes prescrites par la loi.

SECTION II. — Du représentant responsable.

Les sociétés, compagnies, villes, provinces, corporations étrangères et établissements publics étrangers, dont les titres doivent être admis à la cote officielle, émis, exposés en vente, mis en souscription ou introduits en France, sont tenus, en vertu des textes précédemment analysés, de faire agréer au préalable par le ministre des finances, ou sur sa délégation par le directeur général de l'enregistrement, un représentant responsable (1).

En effet le décret du 10 août 1896 dispose que :

« ART. 1^{er}. — Le paragraphe 2 de l'article 10 du décret du 17 juillet 1857 est modifié ainsi qu'il suit :
« Toute compagnie qui, à l'avenir, sera autorisée à faire coter ses titres en France, devra également faire agréer un représentant responsable. L'agrément sera donné par le ministre des finances ou, en vertu de la délégation du ministre, par le directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre. »

ART. 2. — Le paragraphe 3 de l'article 3 et le para-

(1) *Revue de l'Enregistrement*, 1236.

graphe 1^{er} de l'article 4 du décret du 6 décembre 1872, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« ART. 3, § 3. — Les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France, doivent la taxe sur le revenu à raison des valeurs françaises qui en dépendent, et acquittent cette taxe d'après une quotité du capital social fixé par le ministre des finances, sur l'avis préalable de la commission instituée par le règlement ci-dessus indiqué. Elles doivent à cet effet faire agréer avant le 1^{er} décembre 1872, si elles existent actuellement, et, dans le cas contraire, avant toute opération en France, un représentant français personnellement responsable des droits et amendes. L'agrément sera donné par le ministre des finances, ou, en vertu de la délégation du ministre, par le directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre. »

« ART. 4, § 1^{er}. — Aucune émission ou souscription de titres étrangers ne peut avoir lieu en France qu'après qu'un représentant responsable a été agréé par le ministre des finances ou en vertu de la délégation du ministre, par le directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre. »

.

Cette prescription est formelle, et l'Administration a plusieurs fois décidé qu'elle n'était, sous l'empire de la législation existante, susceptible d'aucune exception.

C'est ainsi qu'une solution de l'Administration du 4 juillet 1892, a refusé d'accepter le cautionnement en valeurs ou en espèces, qu'une société étrangère offrait de déposer à la Caisse des dépôts et consignations, à titre de garantie des taxes dont elle serait redevable, ce versement ne répondant pas au vœu de la loi qui exigeait la désignation d'un représentant responsable (1).

Dans le même ordre d'idées, une solution du 7 septembre 1892, a repoussé la pétition d'une société étrangère qui demandait à être dispensée de faire agréer un représentant responsable, en invoquant les difficultés qu'elle éprouverait à se le procurer et par ce motif, qu'elle offrait par elle-même et dans notre pays, une responsabilité suffisante.

Les conditions que doit remplir le représentant responsable, sont énumérées par l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 : Ce représentant responsable doit, pour être agréé par le ministre des finances, être Français, d'une honorabilité et d'une solvabilité notoire. Comme la discussion des biens d'un particulier ne possédant pas d'immeubles peut entraîner beaucoup de difficultés, qu'elle exige en outre une certaine surveillance au cas où cette personne serait agréée, beaucoup de sociétés étrangères désignent comme représentant responsable, la société de crédit ou l'établissement finan-

(1) Sous l'empire de la loi du 13 avril 1898, complétée par le règlement d'administration publique du 22 juin 1898, l'exception prévue dans cette espèce devrait être écartée.

cier français chargé de leurs opérations de Trésorerie en France. Quand une société française est ainsi proposée à l'agrément du ministre des finances, elle doit produire un exemplaire de ses statuts, les pièces nécessaires pour établir que les signatures apposées engagent suffisamment la société et une copie de son dernier bilan.

Quelle est la nature de l'engagement de ce représentant responsable ? L'obligation d'en faire agréer un, imposée aux sociétés et établissements étrangers, n'a pas eu seulement pour but de contraindre les sociétés à avoir un mandataire accrédité près du ministre des finances ; le représentant responsable est surtout, envers le Trésor, le débiteur direct et personnel des taxes de toutes natures, exigibles sur les titres de la société ou de l'établissement qu'il représente. Il est évident, en effet, qu'en cas de non-paiement à l'échéance, le Trésor se trouverait réduit à l'impuissance, s'il avait été réduit à poursuivre devant des juridictions étrangères des sociétés qui, pour la plupart, ne possèdent rien en France. Cette interprétation a été adoptée par un jugement du tribunal de la Seine du 28 décembre 1867 (1).

L'engagement du représentant responsable, doit être pur et simple sans conditions, ni réserves. Les restrictions qui, par exception, y sont apportées, notamment quant à la durée, doivent être expressément stipulées. Sauf ces restrictions, l'engagement n'a pas d'autres li-

(1) *Journal de l'Enreg.*, 18351.

mites que celles qui déterminent les obligations de la société ou de l'établissement étranger envers le Trésor français ; car ce sont ces obligations dont l'origine est dans la loi, qui lui servent de fondement et de cause juridique. C'est ce qui ressort du mémoire présenté par l'Administration dans l'affaire qui a donné lieu à l'arrêt du 17 janvier 1888 (1).

Quelle sera la durée de l'engagement du représentant responsable ? De deux décisions du ministre des finances du 18 juillet 1879 (2), il ressort que le représentant d'une société étrangère est tenu d'acquitter les droits de timbre, de transmission et la taxe sur le revenu due pour les titres de cette société pendant toute la période de leur exigibilité, si aucun terme n'a été stipulé quant à la durée de son engagement.

Aux termes de la première de ces solutions, la révision triennale organisée par le décret du 24 mai 1872, ne porte que sur le nombre des titres imposables en France ; elle est sans influence sur l'engagement du représentant responsable.

Il en résulte que si l'obligation, incombant à ce dernier, d'acquitter la taxe de transmission et la taxe sur le revenu, se trouve, en fait, suspendue quand les titres sont sans valeur et improductifs, il n'en est pas de même pour les droits de timbre dus sur les obligations,

(1) *Instruction générale de l'Enreg.*, 2750, § 5, p. 80. Voir en ce sens Aubry et Rau, t. IV, § 301, p. 62, D. P. 88.1.409.

(2) D. P. 81.5.366.

qui demeurent soumises à cet impôt, tant qu'elles ne sont pas amorties, et tant qu'un certain nombre de ces titres sont restés en France (Sol. précitées).

Cependant cette règle n'est pas appliquée dans toute sa rigueur. En fait, l'Administration accepte des engagements limités à une période de trois ans, sauf renouvellement. C'est là une pratique qui présentait peu d'inconvénients, lorsque l'exigibilité des taxes était attachée uniquement au fait de l'inscription des titres à la cote officielle. La menace de la radiation suffisait en général à déterminer les sociétés à faire renouveler, à l'expiration de chaque période, l'engagement de leur représentant. Mais il n'en est plus de même aujourd'hui, que l'exigibilité des taxes est indépendante de l'inscription et du maintien des titres à la cote. Un engagement triennal n'assure, qu'imparfaitement, le recouvrement des droits dus au Trésor. Il semble donc qu'il y aurait lieu de mettre fin à une pratique qui n'a plus aujourd'hui sa raison d'être, et ne répond plus à la situation créée par la nouvelle jurisprudence.

Quel est l'effet de la radiation de titres d'une société de la cote officielle, vis-à-vis de son représentant responsable ? L'article 3, § 3 du décret du 24 mai 1872, après avoir disposé que le défaut par les sociétés, compagnies et entreprises, d'acquitter les droits sur les titres étrangers cotés à la Bourse, entraîne la radiation de la cote, ajoute que « néanmoins le représentant établi en France, conformément à l'article 10 du décret

du 17 juillet 1857, reste responsable des droits, jusqu'à l'époque à laquelle les titres auront cessé d'être cotés ».

Cette disposition fait présumer que, dans la pensée des auteurs du décret, la radiation de la cote met fin à l'engagement du représentant responsable.

Il en était ainsi, en effet, avant la loi du 29 juin 1872. L'inscription et le maintien des titres à la cote étant, sous l'empire de la législation alors en vigueur, l'unique cause de l'exigibilité des droits, leur radiation, en mettant fin à cette exigibilité devait par cela même faire cesser l'engagement du représentant responsable. Mais aujourd'hui cette règle n'est plus susceptible d'application, puisque, ainsi que nous l'avons établi, les taxes continuent à être exigibles, nonobstant la suppression de la cote, tant qu'il n'est pas établi que la circulation des titres en France a entièrement cessé.

La règle générale est donc aujourd'hui, que l'engagement du représentant responsable subsiste, sauf les limites qui y ont été apportées, aussi longtemps que les obligations de la société.

Néanmoins, par application de l'article 5 du décret du 22 juin 1898, la substitution d'un cautionnement à un représentant responsable déjà agréé, met fin immédiatement aux obligations de ce dernier vis-à-vis du Trésor (*infra*, p. 68 et suiv.).

Aux termes d'une solution du 26 septembre 1866, l'Administration a admis que la faillite de la société met fin à la mission du représentant responsable et que ce-

lui-ci n'est obligé que pour les droits échus jusqu'à la déclaration de faillite.

C'est là une dérogation aux principes que nous avons examinés et cette solution se justifie plutôt en équité qu'en droit ; car la faillite du débiteur principal ne libère pas la caution. Mais la règle contraire produirait des conséquences trop rigoureuses pour le représentant responsable, qui se trouverait ainsi obligé d'avancer les droits, avec la perspective de ne pouvoir rentrer que partiellement dans ses avances.

SECTION III. — **De la garantie réelle effectuée par la constitution d'un cautionnement.**

La faculté de substituer à la désignation d'un représentant responsable la garantie réelle résultant de la constitution d'un cautionnement, a été reconnue aux sociétés par l'article 12 de la loi de finances du 13 avril 1898 ; le règlement d'administration publique du 22 juin 1898 rendu pour l'exécution de ladite loi en a fixé les formes. Aux termes de ce décret :

ART. 1^{er}. — « Les sociétés, entreprises, compagnies, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que tous les autres établissements publics étrangers peuvent s'affranchir de l'obligation de faire agréer un représentant responsable des droits de timbre et de transmission, ainsi que de la taxe sur le revenu dont ils sont ou pourront être redevables envers le Trésor, en déposant à la

Caisse des dépôts et consignations, un cautionnement en numéraire dont le montant sera déterminé par le ministre des finances ou, en vertu de la délégation du ministre, par le directeur général de l'enregistrement.

ART. 2. — « Ce cautionnement ne pourra être inférieur à la somme représentant approximativement le total des taxes annuelles exigibles pour une période de trois années et calculées à raison des cinq dixièmes des titres pour lesquels l'abonnement aura été demandé. Il pourra toutefois être réduit, s'il y a lieu, après la fixation par le ministre des finances du nombre des titres passibles des taxes.

ART. 3. — « Le versement du cautionnement à la Caisse des dépôts et consignations sera accompagné :

« 1° D'une copie de la décision du ministre ou du directeur général de l'enregistrement, qui aura fixé le montant du cautionnement ;

« 2° D'une déclaration préalablement visée par l'Administration de l'enregistrement, indiquant l'affectation spéciale de la somme déposée et contenant autorisation au profit de ladite Administration, de prélever sur ce cautionnement le montant des taxes annuelles de timbre, de transmission et de revenu, ainsi que des amendes, frais et accessoires qui pourront être dus au Trésor.

« Il sera délivré par la caisse un récépissé constatant le versement de la somme déposée et son affectation spéciale au paiement des taxes annuelles de timbre, de

transmission et de revenu, ainsi que des amendes, frais et accessoires qui pourront être dus au Trésor.

L'amende prévue par l'article 3 de la loi du 25 mai 1872 ne cessera d'être applicable que lorsque le récépissé délivré au déposant aura été remis par lui, à titre de pièce justificative, au service de l'enregistrement.

ART. 4. — « Le capital du cautionnement est seul affecté spécialement à la garantie du paiement des taxes annuelles, amendes, frais et accessoires dus au Trésor.

« La Caisse des dépôts et consignations pourra, en conséquence, à défaut d'opposition, payer chaque année à la société ou collectivité étrangère déposante, au taux de 2 0/0, fixé par la loi de finances du 26 juillet 1893, les intérêts du cautionnement courus pendant l'année précédente. La personne qui aura signé la déclaration prévue par l'article 3-2°, aura qualité, jusqu'à avis contraire donné par la société ou collectivité étrangère, pour encaisser les intérêts sans que la Caisse ait à réclamer aucune justification. »

ART. 5. — « Les sociétés, entreprises et autres collectivités étrangères désignées par l'article 1^{er} pourront être autorisées à substituer au représentant responsable déjà agréé, un cautionnement en numéraire dont la fixation et la résiliation auront lieu dans les conditions déterminées par les articles précédents. Elles pourront toujours renoncer à cette faculté et retirer leur cautionnement en numéraire, à la charge de faire agréer un représentant responsable par le directeur général de l'enregistrement. »

ART. 6. — « Le cautionnement ne pourra être remboursé que sur une autorisation du directeur général de l'enregistrement. Ce remboursement sera, le cas échéant, effectué entre les mains de la personne qui aura signé la déclaration d'affectation spéciale prévue par l'article 3-2°, et qui donnera décharge à la caisse. »

ART. 7. — « L'Administration de l'enregistrement pourra faire verser dans ses caisses, tout ou partie du cautionnement, en produisant à la Caisse des dépôts et consignations une déclaration du directeur général de l'enregistrement, indiquant le montant des taxes annuelles de timbre, de transmission et de revenu, ainsi que les amendes, frais et accessoires dus au Trésor par la société ou collectivité étrangère déposante. La caisse n'aura pour sa libération, aucune justification à demander. »

ART. 8. — « Il sera publié au *Journal officiel*, le 15 janvier et le 15 juillet de chaque année, une liste des valeurs étrangères pour lesquelles un représentant responsable aura été agréé, ou un cautionnement versé et qui, au 31 décembre de l'année précédente et au 30 juin de l'année courante acquittent les taxes annuelles » etc. En résumé, nous voyons que le présent décret, après avoir reconnu aux sociétés le droit d'option entre la désignation d'un représentant responsable et la constitution d'un cautionnement, fixe les conditions dans lesquelles il doit être réalisé, énumère les pièces à produire et les déclarations qui doivent être faites, déter-

mine le taux de l'intérêt du capital ainsi déposé, reconnaît aux sociétés la faculté de substituer la réalisation d'un cautionnement à la garantie résultant d'un représentant responsable, actuellement existant, tout en reconnaissant la possibilité du changement inverse, et, enfin, établit les conditions auxquelles ledit cautionnement pourra être remboursé.

Voilà les garanties édictées par nos lois, au profit du Trésor, pour le recouvrement de la triple taxe qui pèse sur les titres des sociétés étrangères. Ces prescriptions d'ordre fiscal, sont applicables aux sociétés de tous les pays sans distinction de nationalité (1).

(1) V. MM. Lyon-Caen et Renault, *Précis*, n^{os} 544-545 ; *Traité de Droit commercial*, II, n^{os} 1141 et suiv. ; Paul Pont, *Soc.*, II, n^{os} 1862 et suiv.

CHAPITRE III

FIXATION DE LA QUOTITÉ IMPOSABLE.

Alors que par le seul fait de leur existence, les titres des sociétés françaises sont assujettis à l'impôt, ceux des autres nations ne le sont qu'à raison de leur *circulation* sur notre territoire (1).

C'est ainsi que la loi du 23 juin 1857, en soumettant les actions et les obligations des sociétés étrangères, à des taxes de timbre et de transmission équivalentes à celles qui atteignent les valeurs françaises, et en renvoyant à un règlement d'administration publique le soin de fixer le mode d'établissement et de perception de ces taxes, a, dans son article 9, expressément disposé que l'assiette du droit « pourra reposer sur une quotité déterminée du capital social ». Ce qui équivaut évidemment à dire : du capital représenté par les titres d'actions et d'obligations.

De même la loi du 30 mars 1872, en assujettissant aux mêmes taxes les titres des villes, provinces, corporations et établissements publics étrangers (art. 1^{er}), ajoute qu'un règlement d'administration publique fixera

(1) Voir *suprà*, pages 35 et suiv. Voir également le rapport de M. H. Leroux lors des travaux préparatoires de la loi de 1857.

pour ces titres le mode d'établissement et de perception de l'impôt, « dont l'assiette pourra reposer sur une quotité disponible du capital ».

Même disposition dans la loi du 29 juin 1772 (art. 4), qui en créant l'impôt sur le revenu et en élargissant les causes d'exigibilité des trois taxes sur les valeurs étrangères, renvoie également à un règlement d'administration publique, la fixation du mode d'établissement et de perception de ces droits « dont l'assiette pourra reposer sur une quotité déterminée du capital social ».

Nous allons examiner les règlements d'administration publique qui ont fixé, en vertu de cette délégation de la loi, la quotité du capital imposable. Ils ont adopté successivement des modes divers d'évaluation.

Tout d'abord, l'article 10 du décret du 17 juillet 1857, remettait au ministre le droit de procéder à cette évaluation. Cet article disposait que : « Pour l'exécution de l'article 9 de la loi du 23 juin 1857, les sociétés, compagnies et entreprises étrangères, qui ont été autorisées à faire coter leurs actions et obligations, soit à la Bourse de Paris, soit aux Bourses départementales, seront tenues dans les deux mois de la promulgation de la loi, de désigner un représentant responsable en France et de le faire agréer par le ministre des finances, sous peine de se voir retirer l'autorisation dont elles jouissent. — Toute compagnie qui, à l'avenir, sera autorisée à faire coter ses titres en France, devra également faire agréer par le ministre des finances un représentant res-

ponsable. — Les sociétés, compagnies, entreprises désignées aux deux paragraphes précédents, remettront au ministre des finances une déclaration indiquant le nombre de leurs actions et obligations qui devra servir de base à l'impôt. Ce nombre sera fixé par le ministre des finances.

En second lieu, un décret du 11 janvier 1862 vient établir la distinction suivante :

ART. 1^{er}. — « Le droit de transmission établi par l'article 9 de la loi du 23 juin 1857 et par l'article 10 du décret du 17 juillet suivant, sur les actions et obligations des sociétés, compagnies et entreprises étrangères, est perçu de la manière suivante : pour les sociétés, compagnies et entreprises dont les titres sont cotés et circulent simultanément dans les places de commerce de l'étranger et à la Bourse de Paris, ou dans les Bourses départementales, *la moitié du capital représenté par leurs actions et obligations est soumise à l'impôt* ; pour les sociétés, compagnies et entreprises dont il est notoire que les titres circulent particulièrement en France, l'impôt est perçu *sur le montant total* de leurs actions et obligations. »

ART. 2. — « Les représentants des sociétés devront fournir au ministre des finances une déclaration émanée des conseils d'administration desdites sociétés faisant connaître l'importance du capital émis, tant en actions qu'en obligations. Cette déclaration doit être certifiée par le consul de France du lieu où est établi le siège de ladite société. »

Puis vient le décret du 11 décembre 1864, qui fait varier l'étendue de la base d'imposition, selon qu'il s'agit d'actions ou d'obligations. Aux termes de l'article 1^{er} de ce décret : « A partir du 1^{er} janvier 1865, le droit de transmission établi par l'article 9 de la loi du 23 juin 1857 et par l'article 10 de notre décret du 17 juillet suivant, sur les titres des sociétés, compagnies et entreprises étrangères, sera perçu sur la moitié du capital représenté par les actions et sur la totalité des obligations. » — Bien que ce décret ne parle que du droit de transmission, l'instruction générale n^o 2302 déclare qu'il s'étend aussi au droit de timbre ; l'assiette de ces deux taxes est en effet la même.

Nous arrivons enfin au régime actuel de cette matière avec le décret du 24 mai 1872 : Aux termes de l'article 1^{er} dudit décret : « Le nombre des titres qui doit, en vertu de l'article 10 du décret du 17 juillet 1857, servir de base à la perception des droits de timbre et de transmission établis par les lois ci-dessus visées sur les actions et obligations des sociétés étrangères, est fixé par le ministre des finances sur l'avis préalable d'une commission composée ainsi qu'il suit : le président de la section des finances au Conseil d'État, président ; le directeur général de l'enregistrement, des domaines et du timbre ; le directeur du mouvement général des fonds ; un régent de la Banque de France ; le syndic des agents de change de Paris. La commission désigne son secrétaire, qui a voix consultative. » Le législateur

revient ainsi au système adopté par le décret précité du 17 juillet 1857, en accordant au ministre des finances un pouvoir discrétionnaire pour cette évaluation.

Beaucoup d'auteurs ont prétendu, que la composition de cette commission consultative constituait des garanties égales pour les intérêts du Trésor et ceux des sociétés, mais l'expérience, les faits et la sphère d'attributions professionnelles restreinte de ces personnes, viennent malheureusement nous montrer qu'il en est autrement et que cette commission n'est en réalité que l'interprète complaisant des décisions d'une oligarchie, de la chambre syndicale des agents de change. Or il est impossible que cette minorité (1), qui constitue notre marché officiel, puisse sans le secours d'aucun autre élément, éclairer d'une façon indiscutable sur la quotité imposable qu'il convient d'adopter pour telle ou telle valeur étrangère. Cet état de choses fâcheux cesserait si l'on donnait au marché non officiel, à la coulisse (nous n'entendons parler ici que des coulissiers inscrits à la feuille) le droit d'être représentés dans cette commission.

Aucun texte ne fixe la manière dont procédera la commission des valeurs mobilières pour recueillir ses informations et formuler la proposition fixant le nom-

(1) Sur 110 milliards de transactions, faites en 1897 à la Bourse de Paris, 77 milliards ont été effectuées par les coulissiers et 33 milliards seulement par les agents de change. V. séance de la Chambre des députés du 8 mars 1898, discours de M. Viviani.

bre de titres étrangers qui sont présumés circuler en France, qu'elle soumettra au ministre des finances. Elle peut donc s'entourer de tous les renseignements qui lui paraîtront utiles pour atteindre ce but.

Cette fixation ou plutôt cette présomption de la quantité des titres qui sont sur notre marché, est fort difficile et, dans la plupart des cas, ne peut être qu'éphémère. Il est, en effet fort rare, que des titres considérés à une époque déterminée, surtout au moment de leur introduction ou de leur émission dans un pays (ce qui sera le cas le plus fréquent dans l'hypothèse que nous envisageons), se maintiennent longtemps dans ce pays à un nombre sensiblement constant. Il peut arriver, qu'au début, ces titres soient d'un placement difficile et ne soient l'objet de demandes d'achats relativement considérables, que lorsque l'établissement qui les a émis sera suffisamment connu. Inversement le public peut tout d'abord demander ces titres avec empressement et, ces derniers tombant en défaveur, en écouler le plus possible à l'étranger. Dans ces deux cas, l'approximation faite par la commission deviendra de plus en plus fautive en compromettant, soit les intérêts de l'Administration, soit ceux de la société ou de l'établissement public par lequel les titres ont été émis. C'est pour remédier à cela que l'on a admis le principe de la révision triennale que nous voyons dans l'article 3 du décret du 24 mai 1872 aux termes duquel : « Le nombre de titres fixé par le ministre des finances, conformé-

ment aux articles qui précèdent, peut être révisé tous les trois ans. » Les termes mêmes du décret montrent que cette révision n'est pas obligatoire. Elle peut avoir lieu sur l'initiative soit de l'Administration, soit de la société ou de l'établissement public intéressé. Dans l'un et l'autre cas, celle des parties qui la demande, doit adresser à l'autre des propositions motivées à cet effet, six mois au moins, avant l'expiration de la période triennale. L'instruction générale 2804 *in fine*, prescrit aux directeurs d'adresser au cours du septième mois qui précède l'expiration de la période triennale, des conclusions motivées, aux termes desquelles il y aurait lieu, pour chaque société étrangère, à la révision ou au maintien de la quotité imposable fixée par la dernière décision ministérielle.

Mais il peut arriver que l'initiative d'une proposition de révision soit prise, soit par l'Administration, soit par la société, dans le délai imparti par le décret, et que néanmoins, la commission et le ministre laissent expirer ce délai sans avoir pris de décision. Dans ce cas, le droit de réviser la quotité imposable pour la nouvelle période est-il périmé, et la décision tardive qui serait prise dans un sens ou dans un autre, peut-elle être arguée de nullité ?

La question s'est présentée à propos de la Compagnie générale et universelle maritime de Suez. L'Administration ayant, avant l'expiration d'une période triennale, proposé le relèvement de la quotité imposable, une dé-

cision conforme a été prise par le ministre, sur l'avis de la commission des valeurs mobilières, mais à une date postérieure à l'expiration du délai, alors qu'une nouvelle période était commencée. M. de Lesseps a contesté la régularité de cette décision, et a prétendu qu'ayant été prise tardivement, elle lui était inopposable, et laissait la compagnie sous l'empire de la fixation précédente.

Sa prétention a été repoussée par une solution du 13 octobre 1885, dont les motifs sont très mal fondés. En voici un extrait :

« Le caractère des dispositions dont il s'agit ne permet guère de considérer le délai de trois ans comme un délai préfixe, dont l'inobservation doit entraîner la nullité de la décision ministérielle. Sans doute, le ministre doit s'y conformer, autant que possible, pour rester dans l'esprit du décret et s'associer aux vues du législateur. Il ne conviendrait pas de provoquer une révision alors que, le délai étant expiré sans que le ministre ait fait connaître son intention de modifier la quotité imposable, la compagnie est par cela même autorisée à penser que la perception continuera à s'opérer pendant la période nouvelle d'après la fixation précédente.

« Mais lorsque les opérations de cette révision ont été commencées dans le délai utile, lorsque la compagnie a été appelée à discuter les bases d'une nouvelle fixation devant l'autorité chargée d'y procéder, toute cette procédure administrative est-elle frappée de dé-

chéance parce que l'avis de la commission et la décision du ministre ne sont intervenus que tardivement ? L'Administration ne le pense pas, et, en effet, il y a de nombreuses raisons à opposer à une interprétation aussi restrictive : or ces nombreuses raisons sont constituées par la répétition en cinq paragraphes de cet argument : que le délai édicté par l'article 3 § 3 du décret du 24 mai 1872 n'est pas un délai de rigueur. S'il en était autrement, déclare l'Administration, le législateur aurait « édicté des dispositions permettant de se prémunir contre la déchéance ». De plus, dit-elle, « la demande en révision est un recours à la juridiction gracieuse du ministre plutôt qu'à sa juridiction contentieuse », ce qui est contestable, et elle ajoute, ce qui l'est encore davantage (1), « qu'en pareille matière, les délais n'ont jamais le caractère de délais de rigueur ». En somme, dans ce débat, la Compagnie de Suez basait son action sur l'article 3 § 3 du décret du 24 mai 1872 et la fin de non-recevoir de l'Administration prétendait que les droits qui lui sont concédés par ce texte n'avaient pas été outrepassés. Le paragraphe en question est ainsi conçu : « S'il y a lieu à révision, elle est effectuée dans le trimestre qui précède l'échéance de la troisième année, et sert de base pour une nouvelle période de trois ans. »

On le voit, le législateur édicte ici un délai pur et sim-

(1) V. Ducrocq, *Cours de droit administratif et de législation française des finances*, t. II, chap. I.

ple, sans prévoir une exception ou une dérogation de nature à justifier la prétention de l'Administration dans l'espèce précitée. Dans ces conditions, il paraît exact de déclarer qu'en toute circonstance, il y a obligation de s'en tenir au texte étroit du décret du 24 mai 1872. C'est au reste en ce sens, qu'un jugement du tribunal de la Seine du 13 mai 1892 (1) a résolu la question.

Nous venons d'établir l'époque à laquelle devra être faite l'évaluation de la quotité imposable, voyons maintenant quelles restrictions ont été apportées au pouvoir des autorités chargées par la loi de procéder à cette détermination. Ces limitations résultent de l'article 2 du décret du 24 mai 1872 aux termes duquel : « Le nombre des titres assujettis aux droits de timbre et de transmission ne peut être inférieur pour les actions à un dixième, et pour les obligations à deux dixièmes du capital. »

On s'est demandé si ce minimum légal devait être calculé sur la totalité des titres qu'une société étrangère a l'intention d'émettre, de négocier, d'exposer en vente, ou bien seulement sur le nombre des titres réellement écoulés. La jurisprudence n'a pas jeté un jour décisif sur cette question (2). Il paraît exact de prétendre que le calcul de cette quantité minime doit être effectué en prenant pour base le nombre des titres réellement souscrits. En effet, ceux qui ne l'ont pas été, sont à la sou-

(1) *Revue de l'enregistrement*, 171.

(2) Trib. de la Seine, 8 août 1890, *Rép. pér. de l'enreg.*, 7669 ; Cass. req., 2 mai 1893, *Revue de l'enreg.*, 453.

che et peuvent toujours y rester ; que constituent ces derniers titres ? Le néant en quelque sorte. La matière imposable fait donc ici complètement défaut (1) et, par conséquent, la taxe qui serait établie en tenant compte des valeurs en question, reposerait en partie sur le vide...

(1) En ce sens : Sol. de l'Adm., 16 août 1894 ; Décis. min. des fin., 7 juin 1894.

CHÂPITRE IV

DE LA LIQUIDATION ET DU PAIEMENT DES DROITS.

SECTION I. — Du droit de timbre.

Les sociétés, compagnies, villes, provinces et établissements publics étrangers qui sont devenus débiteurs du droit de timbre à l'égard du Trésor en vertu de l'un des quatre faits générateurs de l'impôt précédemment examinés, n'ont pas, pour le paiement de cet impôt, comme les sociétés françaises (1), le choix entre le droit au comptant et la taxe d'abonnement. C'est cette dernière qui, dans tous les cas, est exigible (2).

Comme pour les sociétés françaises, le droit de timbre est calculé sur le capital nominal des titres. Cependant, tout d'abord l'Administration avait admis que le droit de timbre devait, pour les sociétés étrangères, se calculer sur le cours de la Bourse, comme le droit de transmission. Ce n'est que plus tard qu'on la voit revenir à une interprétation plus exacte (3). D'un autre côté, la jurisprudence vient consacrer notre interpré-

(1) Articles 22 et 34, loi 5 juin 1850.

(2) Article 41, Décret 17 juillet 1857, complété par l'article 42, L. fin., 13 avril 1898.

(3) Décision du ministre des finances, 14 avril 1864.

tation et par un premier arrêt de la chambre civile de la Cour de cassation rejetant le pourvoi de la Compagnie de Suez, la Cour déclare : « Que ce remboursement auquel a droit chaque délégataire constitue le capital nominal de son titre, devant servir de base à la perception du droit de timbre. Que le mode de ce remboursement et ses chances aléatoires sont sans importance pour la perception de ce droit de timbre. »

D'autre part, l'arrêt de la Chambre des requêtes du 12 juin 1877 (1) vient nous confirmer le même principe. La taxe annuelle d'abonnement sur les obligations du chemin de fer de Lille à Valenciennes ayant été liquidée sur le capital du remboursement (625), la compagnie a prétendu qu'elle ne devait être calculée que sur le capital d'émission (400) attendu que la différence représentant la prime avait le caractère d'un revenu. Sur le premier moyen tiré de la violation des articles 27 et 31 de la loi du 5 juin 1850, l'arrêt de la Cour dispose que : « Attendu que les articles 27 et 31 de la loi du 5 juin 1850 assujettissent les obligations émises par les compagnies à un droit de timbre proportionnel basé sur le montant du titre ; que par ces mots « montant du titre » il faut entendre le montant, non du prix d'émission du titre, mais de la somme portée au titre, que les compagnies s'engagent à rembourser, quels que soient d'ailleurs le mode de remboursement et les chances

(1) D. P. 77.1.434.

aléatoires qui s'y rattachent ; attendu que les articles précités n'ont été nullement abrogés par l'article 5 de la loi du 21 juin 1875, qui soumet les primes de remboursement payées aux porteurs d'obligations, à la taxe de 3 0/0 établie par la loi du 29 juin 1872 ; que cet article 5 est complètement étranger au droit de timbre et qu'il a pour objet un impôt d'une toute autre nature, un impôt sur le revenu ; attendu que dans l'espèce, la Compagnie du chemin de fer de Lille à Valenciennes a été, en 1873, autorisée à émettre 25000 obligations, rapportant 25 francs d'intérêts et remboursables en 99 ans à 625 francs, par voie de tirage au sort ; que ces obligations ont été émises et qu'il a été mentionné sur chacune d'elles qu'elle serait remboursable à 625 francs en 99 ans par voie de rachat à la Bourse ou par tirage au sort, conformément au tableau dressé à cet effet, quand le taux de remboursement serait atteint ou dépassé ; attendu qu'en décidant que le droit de timbre est dû, non sur le taux d'émission de ces obligations, mais sur le prix de remboursement, et, cela sans tenir compte de la faculté de rachat réservée, faculté dont il dépend de chaque porteur d'enlever l'exercice à la compagnie, en s'abstenant de négocier son titre, le jugement attaqué (1) loin de violer les articles 27 et 31 de la loi du 5 juin 1850, en a fait une juste application... »

(1) Jugement du tribunal de la Seine du 5 août 1876.

Lors des débats qui ont donné lieu à l'arrêt précité, l'avocat général Blanche s'était ainsi exprimé : « ... La valeur imposable, c'est la valeur mise en circulation. C'est sur cette dernière somme que le souscripteur reçoit l'intérêt de son titre, c'est elle qui figure sur la cote officielle de la Bourse comme valeur de remboursement. »

Nous pouvons donc en conclure que le droit de timbre auquel sont assujetties les obligations émises par les compagnies doit être fixé, non d'après le prix d'émission, mais d'après la somme portée au titre, et que les compagnies s'obligent à rembourser, quels que soient d'ailleurs le mode de remboursement et les chances aléatoires qui s'y rattachent (L. 1850, art. 27 et 31).

Du tarif de la taxe d'abonnement au timbre. — Elle est fixée par les articles 22 et 31 de la loi du 5 juin 1850 à 50 centimes par 100 francs du capital nominal de chaque action ou obligation émise ; à défaut de capital nominal, le droit est perçu sur le capital réel, dont la valeur doit être déterminée suivant les règles établies par les lois sur l'enregistrement, c'est-à-dire par une déclaration estimative. A la suite de l'article 2 de la loi du 23 août 1871, qui a ajouté deux décimes aux droits de timbre de toute nature, sauf les exceptions mentionnées dans cet article, le taux de l'abonnement s'est élevé à 6 centimes par 100 francs. Mais ce nouveau tarif n'était applicable qu'aux droits de timbre dus en vertu

d'abonnements contractés depuis la promulgation de la loi de 1871. L'Administration, toutefois, avait méconnu cette solution qui a été proclamée par trois jugements du tribunal de la Seine du 23 mars 1872, conçus dans les mêmes termes et rendus au profit des compagnies de chemins de fer d'Orléans, de l'Ouest et de Lyon. Voici l'un de ces jugements :

« Attendu que la loi de 1850 est une loi de timbre ; — que cet impôt, par sa nature même, frappe les titres qui y sont assujettis au moment de leur émission ; — que ce droit est irrévocablement acquis au Trésor par le fait de l'apposition du timbre sur les titres ; — que dès lors le montant de la taxe doit être perçu suivant les lois de finances en vigueur au moment où les actions et obligations reçoivent le timbre ; — qu'il importe peu que les compagnies adoptent, pour l'acquittement du droit, l'un ou l'autre des deux systèmes admis par la loi de 1850, savoir : le paiement intégral au comptant ou le paiement par annuités, au moyen d'un abonnement contracté pour une durée fixée par la loi ; — que leur engagement est définitif et irrévocable aussi bien dans le second cas que dans le premier, puisque l'abonnement ne constitue qu'un simple mode de libération créé par le législateur dans l'intérêt des compagnies débitrices ; — Attendu que, pour modifier le taux de la dette pesant sur les compagnies, la loi du 23 août 1871 aurait dû contenir un texte précis s'appliquant aux abonnements antérieurement contractés ; — que les travaux

préparatoires constituent des indices vagues ne pouvant autoriser une dérogation aux principes généraux qui règlent la perception des droits de timbre ; — Attendu que l'Administration se reconnaît sans droit pour réclamer le double décime créé par la loi du 23 août 1871 sur les actions et obligations pour lesquelles l'impôt de 1850 a été payé comptant ; — qu'elle n'a pas plus de droit pour exiger le double décime sur des titres qui ont reçu à la même date un timbre analogue et au sujet desquels les compagnies se sont bornées à différer le paiement suivant une transaction apportée par le législateur de 1850 ; — Par ces motifs, annule la contrainte, etc.... »

C'est à raison de ces jugements que le législateur a édicté l'article 3 de la loi du 30 mars 1872, ainsi conçu : « les deux décimes ajoutés au principal des droits de timbre de toute nature par l'article 12 de la loi du 23 août 1871 sont applicables aux taxes d'abonnement exigibles depuis la mise à exécution de cette loi, quelle que soit d'ailleurs l'époque à laquelle l'abonnement ait été contracté (1) ». Cette disposition est claire, elle laisse subsister cependant encore une difficulté, celle de savoir si les titres des compagnies abonnées antérieurement à la loi du 30 mars 1872 doivent supporter le double décime lorsque, comme les compagnies des chemins de fer d'Orléans, de l'Ouest et de Lyon, elles ont

(1) V. *Instr. de l'Enreg.*, 2445.

obtenu des jugements décidant que le double décime n'est pas dû.

On pourrait soutenir que, conformément à la jurisprudence, l'interprétation ne peut avoir pour effet d'annuler des décisions judiciaires qui auront acquis l'autorité de la chose jugée, si elles ne sont pas déférées à la Cour de cassation, ou si le pourvoi qu'on aurait formé contre elles est rejeté. Mais il semble que la loi du 30 mars n'est pas une disposition interprétative, cet article ajoute les deux décimes à toutes les taxes d'abonnement. Cette disposition est exorbitante puisqu'elle modifie les contrats d'abonnement et qu'elle annule réellement des décisions judiciaires. L'article 3 n'est rien autre chose qu'un empiétement du pouvoir législatif sur le domaine des contrats et sur le pouvoir judiciaire (1).

Le droit est donc maintenant invariablement fixé à 6 centimes par 100 francs.

La disposition de l'article 14, *in fine*, de la loi du 5 juin 1850, ne vise que le droit de timbre au comptant, or, contrairement à ce qui arrive pour ce dernier, la taxe d'abonnement se calcule sur le montant des titres, sans compléter la fraction de 20 francs, ni sur chaque titre, ni sur le total (2).

Par application du principe de l'équivalence, on doit admettre, contrairement à une solution du 9 mai 1863,

(1) *Journal Enreg.*, 19096.

(2) Solutions, 20 janvier et 4 août 1557 ; — 12 janvier 1858.

que la base de la liquidation de la taxe d'abonnement, qui consiste dans le capital nominal des titres, tel qu'il est fixé au moment où l'abonnement prend cours, a pour caractères : 1° d'être irrévocable ; 2° d'être invariable.

1° La taxe d'abonnement au timbre est irrévocablement due sur les actions pendant la durée des titres (1). Néanmoins, les titres des sociétés étrangères n'ayant d'existence à l'égard de la loi fiscale qu'à raison de leur introduction en France, il semble juste de décider, qu'il y a lieu de tenir compte des modifications survenues dans la quotité du capital social circulant ;

2° Il faut entendre l'invariabilité en ce sens que, la taxe étant assise sur le capital nominal ou, à défaut de capital sur l'évaluation fournie par la société à l'origine, aura toujours pour base la quotité ainsi déterminée.

Pour les valeurs dont le capital est exprimé en monnaies étrangères, l'évaluation demeurera invariablement fixée d'après le cours du change au jour qui sert de point de départ à l'exigibilité de la taxe (2).

Lorsque des titres étrangers ont été créés sans expression de capital nominal, c'est la valeur de ces titres au moment de la constitution de la société qui doit servir de base au droit de timbre, sans qu'il y ait lieu de tenir compte des augmentations ou des diminutions

(1) Seine, 22 juillet 1892, *Répert. Enreg.*, 101 ; Cass. req., 24 juillet 1893, *Répert. Enreg.*, 376.

(2) Solution, 8 mars 1893.

que cette valeur a pu subir depuis la formation de la société. L'Administration ne pourrait faire rehausser l'évaluation primitive, qu'autant que l'insuffisance de cette évaluation serait manifestement établie au cours des deux années qui la suivent (1).

Mais quelle va être l'influence de l'amortissement opéré par la société, sur les titres qu'elle a mis en circulation ? Il paraît juste de faire ici une distinction entre les actions et les obligations pour l'application du principe d'équivalence émis par l'article 9 de la loi du 23 juin 1857 : en effet, l'abonnement que les sociétés françaises sont admises à contracter par application de l'article 22 de la loi du 5 juin 1850, pour être dispensées du paiement immédiat du droit de timbre au comptant sur leurs actions, est obligatoire aux termes de cette disposition, « pour toute la durée de la société ». Au contraire, pour les obligations, il n'est contracté que pour la durée des titres. Cette différence de terminologie entraîne aussi des différences dans l'application de l'impôt, suivant qu'il s'agit d'actions ou d'obligations. Tandis que, pour ces dernières, la taxe cesse d'être exigible lorsque l'obligation vient à s'éteindre, par suite de remboursement ou pour toute autre cause, la taxe continue au contraire à courir, pour les actions, malgré leur anéantissement, ou les modifications quelconques dont elles sont l'objet, tant que subsiste la société qui les a émises et qui a contracté l'abonnement.

(1) Solution, 25 août 1897. *Revue de l'Enregistrement*, 1727.

Cette règle doit nécessairement être étendue aux titres étrangers pour que le principe d'équivalence soit respecté, sauf à tenir compte bien entendu, des modifications constatées dans la circulation des titres, ce qui est le rôle de la commission des valeurs mobilières.

Par conséquent, le seul point à considérer, pour décider en présence des modifications qui peuvent être apportées, soit à la constitution d'une société, soit à ses actions, si l'abonnement contracté doit cesser ou non de courir, est de savoir si ces modifications ont mis fin juridiquement à la société qui a contracté cet abonnement, ou l'ont au contraire laissé subsister. Dans cette seconde hypothèse, la taxe continue à être due intégralement sur tous les titres pour lesquels l'abonnement a été contracté, après fixation de la quotité imposable (1). Dans le premier cas au contraire, la société nouvelle qui, par suite des modifications apportées remplace la société dissoute, ne peut être considérée comme débitrice des taxes résultant de l'abonnement contracté par cette dernière, et elle doit être admise à faire agréer un représentant responsable et ses titres doivent être l'objet d'une nouvelle évaluation de la quotité imposable.

Au contraire, la taxe d'abonnement n'étant due pour les obligations que pendant la durée des titres, la por-

(1) V. cependant en sens contraire une solution du 12 décembre 1868 aux termes de laquelle il conviendrait de tenir compte des amortissements opérés, aussi bien pour les actions que pour les obligations.

tion du capital émis pour laquelle les impôts sont exigibles en France doit diminuer proportionnellement et successivement au fur et à mesure de l'amortissement et du remboursement des titres, en vertu de l'article 31 de la loi du 5 juin 1850.

Mais une difficulté s'élève, sur le point de savoir comment s'opérera l'imputation proportionnelle des titres amortis d'une société étrangère, ayant une partie de ses obligations timbrées au comptant et le surplus assujetti à la taxe d'abonnement. De l'analyse d'une solution du 16 décembre 1893, nous pouvons déduire, que l'Administration paraît fondée à prétendre, que l'amortissement doit être imputé sur les titres timbrés au comptant, à moins que la société ne rapporte la preuve qu'il a frappé, et dans quelles proportions, les titres assujettis à la taxe d'abonnement.

Il peut arriver qu'avant d'avoir fait agréer un représentant responsable et contracté un abonnement, une société étrangère ait un certain nombre de titres timbrés au comptant. Or, ce droit de timbre au comptant dans les différents cas où la loi du 30 mars 1872, modifiée par la loi du 28 décembre 1895 en reconnaît l'exigibilité, frappe tel ou tel titre déterminé, c'est-à-dire le titre qui fait l'objet d'une négociation ou d'une énonciation dans un acte.

La taxe annuelle à laquelle sont assujettis les titres étrangers dans les conditions que précisent les lois du 23 juin 1857, du 29 juin 1872 et du 13 avril 1898, at-

teint directement la société ou l'établissement public étranger, en proportion de l'importance de la circulation dont ses titres, considérés dans leur ensemble, sont l'objet en France.

D'autre part, tandis que le droit de timbre au comptant est dû par le particulier qui fait usage des titres, à l'exclusion de la société qui demeure étrangère aux conséquences fiscales de cet usage, la taxe annuelle constitue une dette de la société.

Il en résulte que ces deux droits sont soumis chacun à des règles différentes, et imposés à des débiteurs distincts. Aussi, des auteurs (1) déclarent qu'ils ne sont pas susceptibles de se compenser, ni de s'imputer l'un sur l'autre. Il faut donc décider que, lorsque la taxe annuelle devient exigible d'une société qui introduit ses titres en France, elle doit être payée intégralement sur la quotité du capital déterminée par le ministre des finances, sans qu'il y ait lieu d'imputer aucune partie sur le droit au comptant que quelques-uns des titres ont pu supporter antérieurement (2). Il est certain que les droits versés préalablement à l'agrément du représentant responsable, sont définitivement acquis au Trésor, mais il serait très injuste de ne pas retrancher les titres pour lesquels ces droits ont été versés de la quotité fixée pour la taxe annuelle d'abonnement. Sans doute,

(1) *Dictionnaire des droits d'enregistrement*, V^o Actions et obligations.

(2) V. en ce sens, *Solution*, 17 avril 1858.

l'abonnement résultant de la décision ministérielle qui agréé le représentant responsable, rétroagit au jour de l'introduction des titres sur le marché français. Mais cette rétroactivité dont le caractère est purement conventionnel, ne saurait prévaloir contre le fait matériel de la perception, antérieurement opérée, du droit de timbre au comptant : *Nec bis in idem*. Une décision ministérielle du 18 avril 1883 est venue confirmer cette dernière solution et l'imputation dont il s'agit est actuellement admise par la pratique, sur la justification du paiement du droit de timbre au comptant rapportée par les soins et aux frais de la société étrangère.

Recherchons maintenant quel est le point de départ de l'exigibilité de cette taxe. Nous avons vu qu'en même temps qu'il rend exigibles les taxes dues par les sociétés étrangères dont les titres circulent en France, le fait générateur de l'impôt, inscription à la cote officielle, émission, souscription, exposition en vente ou introduction, détermine, en principe, le point de départ des taxes. C'est ainsi que, s'agissant d'une émission d'actions, par exemple, les taxes commencent à courir à partir du jour de la constitution définitive de la société, si l'on est en présence de titres souscrits en France à l'origine. Si, au contraire, il y a émission proprement dite par la société étrangère, notre point de départ datera du jour de l'attribution des actions aux souscripteurs.

D'après les dernières décisions de la jurisprudence,

l'émission à laquelle la loi rattache l'exigibilité du droit de timbre, est un fait complexe qui suppose, d'une part la constitution définitive de la société et l'attribution définitive des actions aux divers souscripteurs, et, d'autre part, la création de titres négociables, représentatifs des droits des actionnaires.

En l'absence de l'un ou l'autre de ces éléments, le droit de timbre n'est pas exigible.

D'une part, en effet, si les titres ont été matériellement créés, mais avant que la société ait été définitivement constituée par la souscription du capital social et la répartition définitive des actions entre tous les associés, il n'y a lieu à la perception d'aucune taxe et l'abonnement qui aurait été contracté serait considéré comme sans objet (1).

D'autre part, il est nécessaire pour qu'il y ait ouverture à l'exigibilité du droit de timbre que, la société étant définitivement constituée par la souscription de tout le capital social et l'attribution définitive des actions et obligations aux souscripteurs, les titres représentatifs de ces droits incorporels des souscripteurs aient été *créés matériellement* (2). Le droit de timbre est donc dû sur les titres des sociétés, lorsqu'ils sont matériellement

(1) Solutions 6 mai 1855, 29 janvier 1859, 7 juillet 1865, 17 juin 1879 ; *Journal de l'Enreg.*, 21077.

(2) Lyon, 31 juillet 1868, *Répert. de l'Enreg.*, 3043 ; Douai, 25 mai 1882 ; Seine, 26 mars 1886, *Journ. Enreg.*, 22001, 22683 ; *Répert. de l'Enreg.*, 6750.

transmissibles et ont une existence juridique par le fait de leur souscription.

C'est en tirant les conséquences logiques de ce principe que la Chambre civile de la Cour de cassation, a dans son arrêt du 6 avril 1897 (1), annulant le jugement du tribunal de la Seine du 22 janvier 1893, reconnu que le fait du dépôt en nantissement caractérise suffisamment l'existence, non pas seulement matérielle, mais juridique du titre négociable et suffit pour rendre exigible le droit de timbre. Voici le texte de cet arrêt :

« Attendu que les droits de timbre proportionnel et de transmission sont dus sur les titres d'obligations des sociétés, lorsqu'ils sont matériellement transmissibles et ont une existence juridique par le fait de leur souscription ; que les conditions de l'exigibilité des impôts susénoncées, sont réalisées, lorsque la société qui crée les obligations a pris un engagement envers un tiers déterminé, lequel est investi d'un droit propre sur le titre à lui remis ; — Attendu que des constatations du jugement attaqué, il résulte que la Société anonyme de travaux Dyle et Bacalan, en garantie de l'avance de 4 millions de francs que lui a consentie le syndicat à la tête duquel se trouvait la Société générale de Crédit industriel et commercial, a déposé dans la caisse de cette société les titres de 8.000 obligations que la Société anonyme de travaux Dyle et Bacalan a créées, et qu'il a été

(1) Sirey, 1898.1.403, *Répert. de l'Enreg.*, 1384.

convenu que le produit de ces obligations, au fur et à mesure de leur émission, serait appliqué au remboursement de l'avance faite ; qu'il suit de là que les conditions d'exigibilité du timbre proportionnel et du droit de transmission se trouvent complètement remplies, et que le jugement attaqué, en décidant le contraire, a violé les articles 27 de la loi du 5 juin 1850 et 6 de la loi du 23 juin 1857 ; — Casse, etc... »

Après avoir déterminé le point de départ de la taxe d'abonnement, demandons-nous à quelles époques et en quel lieu le paiement doit en être effectué. S'agissant de sociétés françaises, l'article 22 de la loi du 5 juin 1850 détermine le lieu : « Le paiement de la taxe d'abonnement, porte cet article, sera fait au bureau de l'enregistrement du lieu où se trouvera le siège de la société, de la compagnie ou de l'entreprise. »

L'article 31 relatif aux obligations s'exprime dans les mêmes termes : « Le paiement sera fait au bureau d'enregistrement du lieu où les départements, communes, établissements publics et compagnies auront le siège de leur administration. »

Les articles 22 et 31 précités déterminent également les époques de paiement de la taxe annuelle d'abonnement. Cette taxe doit être acquittée en quatre termes égaux à la fin de chaque trimestre. Il résulte de cette disposition que la taxe due pour chaque trimestre n'arrive à échéance et ne peut être réclamée par l'Administration, que lorsque ce trimestre est écoulé, ce qui en

reporte le paiement aux premiers jours du trimestre suivant.— Ces dispositions, comme nous l'avons fait remarquer, s'appliquent ici aux valeurs françaises, or, l'article 11 *in fine* du décret du 17 juillet 1857 est venu y soumettre également les titres des sociétés étrangères, en décidant que le droit de timbre sera « payé suivant le mode prescrit par les articles 22 et 31 de la loi du 5 juin 1850 ».

Par conséquent, le paiement de la taxe d'abonnement au timbre, par les sociétés étrangères, s'effectue en France au bureau de l'enregistrement du lieu de leur principal établissement, et, par quart, à la fin de chaque trimestre.

Bien que, d'après l'article 12, la taxe soit annuelle, elle ne peut pas être perçue pour une année lorsque l'abonnement ne s'applique pas à l'année entière (1). Le droit s'acquiert jour par jour comme les intérêts (2). Les pénalités résultant de l'inobservation de ces dispositions sont contenues dans les articles 9 et 10 de la loi du 23 juin 1857 et dans l'article 12 du décret du 17 juillet 1857. Elles consistent en une amende de 100 à 5000 francs en principal. La contravention existe dès lors que le droit n'est pas payé le lendemain de son exigibilité, c'est-à-dire le premier jour du trimestre suivant pour la taxe de timbre afférente au trimestre écoulé.

Exemption des sociétés infructueuses. — Dans le si-

(1) Desmasures, *Traité du régime fiscal des sociétés*, p. 158.

(2) Délib. 4 novembre 1853 ; solution 23 septembre 1854.

lence de la loi du 23 juin 1857, l'exemption de l'article 24 de la loi de 1850 au profit des sociétés françaises ne pourrait pas être étendue aux valeurs étrangères (1). Mais le décret du 28 mars 1868 est venu combler cette lacune. Il est ainsi conçu : « Les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres sont cotés aux Bourses françaises, sont admises à jouir du bénéfice de l'article 24 de la loi du 5 juin 1850, en justifiant que pendant les deux dernières années, elles n'ont pu payer ni dividendes, ni intérêts ; elles devront, à cet effet, produire à l'Administration de l'enregistrement les procès-verbaux et délibérations des assemblées générales, les inventaires, balances et tous autres documents de comptabilité vérifiés et certifiés par les agents diplomatiques ou consulaires français. » Cette exemption consiste dans la dispense du paiement du droit de timbre sur les actions. L'article 24 de la loi du 5 juin 1850 précité, l'accordait aux « sociétés, compagnies ou entreprises françaises mises en liquidation ou en faillite, et, en outre, à celles qui, postérieurement à leur abonnement, sont restées deux années consécutives sans payer ni dividendes ni intérêts à leurs actionnaires. » Cette règle ne vise d'une manière expresse que les actions, aussi l'Administration a-t-elle refusé d'en étendre le bénéfice aux obligations, en soutenant que l'abonnement contracté pour ces dernières, n'avait pour limite

(1) Cass., ch. des req., 25 mars 1874, D. P. 74.1.367.

que la durée des titres. Cette solution a définitivement triomphé dans trois arrêts de la Cour de cassation, rendus en audience solennelle le 27 décembre 1877 (1) et par un jugement du tribunal de la Seine du 9 août 1878 (2). Le seul fait du défaut de distribution de dividendes et d'intérêts, dès qu'il est prouvé, crée le droit des sociétés françaises à l'exemption (3).

Les sociétés étrangères sont traitées plus rigoureusement que les sociétés françaises pour bénéficier de l'exemption dont il s'agit. Contrairement, en effet, à ce que nous venons de constater pour ces dernières, les sociétés étrangères ne doivent pas seulement se borner à justifier de l'absence de toute distribution de dividendes ou d'intérêts, mais elles doivent en outre établir qu'elles sont restées réellement improductives pendant ces deux années, et qu'elles ont été dans l'impossibilité d'effectuer le service de distribution d'intérêts et de dividendes à leurs actionnaires.

Un arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation du 28 mars 1868 (4) rejetant le pourvoi de la Compagnie du canal de Suez contre un jugement du tribunal de la Seine du 27 août 1874, vient confirmer cette interprétation. Un autre jugement du tribunal de la Seine du 6 mai 1876 (5) décide également que, no-

(1) *Journal de l'Enreg.*, 20617 ; D. 78.1.354.

(2) *Journal de l'Enreg.*, 20982 ; D. 92.1.547.

(3) Cass., 13 juillet 1870.

(4) *Journal de l'Enreg.*, 19813 ; D. P. 75.1.431.

(5) *Journal de l'Enreg.*, 20462.

nobstant l'absence de toute répartition de dividendes ou d'intérêts, on ne peut considérer comme improductive une société étrangère ayant réalisé des bénéfices qui ont été mis en réserve.

Le décret du 28 mars 1868 a été élargi par l'instruction de l'Administration n° 2373, qui fait rentrer dans le cadre de ses dispositions les sociétés en liquidation. Comme la faillite, la liquidation met fin à la société et alors l'état d'indivision est substitué à cette dernière. Or l'abonnement pour le timbre des actions étant contracté pour la durée de la société (L. 5 juin 1850), doit s'éteindre avec elle.

Le décret de 1868 a encore créé une difficulté en ne visant dans ses dispositions que « les sociétés dont les titres sont cotés aux Bourses françaises ». On a soutenu qu'il fallait interpréter ce texte *stricto sensu*, et ne pas faire bénéficier des exemptions qu'il accorde *les titres non cotés aux Bourses françaises* (1).

Il semble pourtant, que la seule considération de l'époque à laquelle a été rendu le décret en question, doit faire rejeter cette interprétation restrictive. En effet, avant la loi du 29 juin 1872, la seule cause génératrice du droit de timbre était l'inscription à la cote officielle (art. 24, Loi 5 juin 1850) ; depuis la promulgation de cette loi, sont assujetties à cette taxe les sociétés étrangères dont les titres « sont cotés, négociés, exposés en

(1) En ce sens, Seine, 4 avril 1884, *Journal de l'Enreg.*, 22518.

vente ou émis en France ». Or, la loi de 1872 a dû, vraisemblablement, se référer aux lois existantes, en ce qui concerne les conditions générales d'exigibilité de cet impôt et ses règles de liquidation. Par conséquent, il paraît injuste de faire une distinction, selon que le fait juridique rendant la taxe exigible, consiste dans l'inscription à la cote officielle ou dans la négociation, l'exposition en vente ou l'émission en France, pour faire bénéficier ou non les titres de cette exemption.

Du privilège du Trésor pour le recouvrement du droit de timbre. — Par une solution du 26 avril 1872, l'Administration a décidé que l'impôt créé par la loi du 5 juin 1850 constituait un droit de timbre tel, qu'elle pouvait invoquer pour son recouvrement le privilège des contributions directes, dont l'article 76 de la loi du 28 avril 1816 déclare que les droits de timbre et les amendes jouiront dans les faillites et tous autres cas. On a soutenu pourtant que les droits établis par la loi de 1850 ont un caractère mixte, qu'ils participent à la fois de la nature des droits de timbre et de celle des droits d'enregistrement (1). En effet, dit-on, la formalité du timbre a pour but, dans l'espèce, de remplacer l'enregistrement dont elle emporte exemption, et l'impôt de 1850 trouve sa base dans les lois d'enregistrement.

Quoi qu'il en soit, la jurisprudence est fixée en sens contraire et reconnaît la qualité de droits de timbre à

(1) En ce sens, Cass., 19 février 1866, D. P. 66.4.121, *Journal de l'Enreg.*, 18138.

ceux établis sur les actions et les obligations par la loi du 5 juin 1850. Il était difficile que la question reçût une solution différente, car les auteurs de la loi avaient clairement manifesté l'intention de créer des droits de timbre (1). Un arrêt de la Cour de cassation du 12 janvier 1874 (2) a tranché complètement cette question. Lors de cet arrêt, M. l'avocat général Benoist s'exprimait ainsi en donnant ses conclusions : « Aux termes de l'article 76 de la loi du 18 avril 1816, les droits et amendes de timbre jouissent dans les successions, dans les faillites, ou tous autres cas, du privilège des contributions directes. Ce privilège devra donc s'étendre à l'impôt établi par le titre 2 de la loi du 5 juin 1850 sur les titres des sociétés et compagnies, s'il est démontré que cet impôt constitue un droit de timbre. Il est de principe, en effet, que quand une loi organique a réglé le mode de recouvrement d'une certaine catégorie de droits, ses dispositions régissent toutes les taxes de même nature qui peuvent être successivement établies, à moins d'une disposition contraire insérée dans la loi spéciale. Or, la loi du 5 juin 1850 est intitulée : *loi relative au timbre des actions et obligations*; les articles 14 et 27, spécialement relatifs aux titres des sociétés et compagnies, porte que « chaque titre sera assujetti au *timbre proportionnel* de 50 centimes ou 1 0/0 ». Enfin ce paie-

(1) V. Rapport présenté au nom de la commission du budget, le 31 janvier 1850, par M. Emile Leroux.

(2) S. 1874.2.230.

ment effectué par les sociétés et compagnies correspond à l'application d'un timbre sur leurs actions et obligations... Le législateur n'a fait et n'a voulu faire qu'une loi de timbre, et il a déclaré lui-même qu'il renonçait à faire une loi d'enregistrement. Cette déclaration se trouve dans les articles 15 et 32 portant que « au moyen du droit qui vient d'être établi, les cessions de titres, d'actions ou d'obligations seront exemptes de tout droit et de toute formalité d'enregistrement... »

La qualité de droit de timbre étant reconnue à l'impôt établi par la loi de 1850 et, par conséquent, le privilège établi par l'article 76 de la loi du 28 avril 1816 lui étant applicable, demandons-nous maintenant quelle est l'étendue de ce privilège.

Il semble que l'étendue de ce privilège doit être déterminée par l'application des règles qui régissent le privilège accordé au Trésor en matière de contributions directes (Loi 12 novembre 1808). Il en résulte d'une part qu'il n'atteint que les valeurs mobilières, et ne pourrait s'exercer, par exemple, sur des prix de ventes d'immeubles.

D'autre part, la loi du 12 novembre 1808 n'accordant privilège au Trésor, en matière de contributions directes, que pour l'année échue et l'année courante, c'est, semble-t-il, dans les mêmes limites que le droit du Trésor, quand il s'agit de la taxe annuelle d'abonnement, doit être admis au rang des créances privilégiées.

Toutefois le tribunal de la Seine s'est prononcé en sens contraire par un jugement du 19 mai 1897 (1).

En cas de faillite du représentant responsable, le tribunal de commerce est seul compétent pour statuer sur l'admission privilégiée au passif. En effet, il s'agit ici d'un mode d'exécution de cette contrainte en matière commerciale et non de sa validité (2).

De la prescription en matière de droits de timbre sur les actions et les obligations. — La loi du 13 brumaire an VII et les lois postérieures ont gardé le silence sur ce sujet, le droit commun règle donc la prescription de ces droits. On ne saurait d'ailleurs, vu la différence de nature et d'origine qui existe entre les droits de timbre et les droits d'enregistrement, étendre aux premiers les prescriptions spéciales édictées par l'article 61 de la loi du 22 frimaire an VII en matière d'enregistrement. D'après ces principes, il a été constamment reconnu que la prescription trentenaire, qui s'applique de plein droit à défaut de dispositions spéciales édictant une prescription plus courte (art. 2262, C. civ.), peut seule être invoquée contre une action ayant pour objet le recouvrement des droits de timbre au comptant (3). Ces principes s'appliquent-ils à la taxe d'abonnement, et doit-on décider que les termes échus de cette taxe et

(1) *Revue de l'enregistrement, du timbre et du domaine*, 1377.

(2) Seine, 18 avril 1868, *Journal de l'Enreg.*, 18945.

(3) *Journ. de l'Enreg.*, 2586 et 3478 ; D. M. F. 7 mars 1826 ; Cass., 11 novembre 1834, *Journal de l'Enreg.*, 11081, S. 35.1.158.

non payés à l'échéance, peuvent être réclamés pendant trente ans ?

Au premier abord, il semble que les taxes d'abonnement, étant périodiques et payables par annuités, paraissent devoir rentrer sous l'application de l'article 2277 du Code civil qui soumet à la prescription de cinq ans : « les arrérages de rentes perpétuelles et viagères ; ceux des pensions alimentaires ; les loyers des maisons et le prix de ferme des biens ruraux ; les intérêts des sommes prêtées, et généralement tout ce qui est payable par année ou à des termes périodiques plus courts » (1). Mais la jurisprudence n'a pas adopté cette solution, et, à l'exception d'un jugement du tribunal de Castres du 28 mai 1880 (2), qui a appliqué la prescription quinquennale au recouvrement de la taxe sur le revenu (3), les tribunaux et la Cour de cassation elle-même ont unanimement décidé : que la prescription des taxes annuelles qui ne tombent pas sous le coup des prescriptions spéciales de la loi du 22 frimaire an VII, est régie par l'article 2262 du Code civil. Aussi, les taxes d'abonnement des actions et obligations des sociétés sont, dans l'état de la jurisprudence actuelle, exclusivement soumises à la prescription trentenaire (4).

(1) Desmasure, *Régime fiscal des sociétés*, n° 158.

(2) *Journal de l'Enreg.*, 21965, D. P. 81.5.391.

(3) La prescription dont il s'agit régit également, en effet, la taxe annuelle de transmission et la taxe de 4 0/0 sur le revenu.

(4) Cass., 28 juillet 1875, D. 75.1.425 ; Cass. civ., 17 juillet 1895, *Revue de l'enreg., du timbre et du dom.*, 984.

Comme nous l'avons vu, les droits établis par la loi du 5 juin 1850 sur les actions et les obligations des sociétés, constituent des droits de timbre. Dès lors, on ne saurait leur appliquer les prescriptions spéciales édictées par les lois qui régissent les droits d'enregistrement ; les demandes que les sociétés peuvent avoir à intenter pour obtenir la restitution des droits indûment perçus par le Trésor, ne peuvent être repoussées par la prescription biennale qui résulte de l'article 61, n° 1, 2° alinéa, de la loi du 22 frimaire an VII. Ces demandes ne sont donc, en principe, soumises qu'à la prescription trentenaire, sous la réserve toutefois du droit qui appartient au ministre d'opposer à la demande, le cas échéant, la déchéance quinquennale édictée par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831, pour toutes les créances contre l'État (1). Le ministre des finances est seul compétent, à l'exclusion du tribunal civil, pour statuer sur cette exception, quand elle est invoquée par l'Administration. Tout en contestant le principe de la demande, si elle prétend qu'une partie des droits réclamés se trouve atteinte par la déchéance quinquennale, le tribunal saisi de la demande doit se déclarer incompétent et renvoyer la décision à prendre au sujet de cette exception, au ministre des finances (2).

(1) D. M. F., 30 décembre 1868 ; Solutions, 26 janvier et 27 mars 1869.

(2) Corbeil, 3 mars 1882, *Journal de l'Enreg.*, 22733 ; Arr. C. d'État, 25 novembre 1842.

Les sociétés qui ont effectué le paiement de la taxe d'abonnement au timbre, ont-elles un recours contre leurs actionnaires et obligataires pour le remboursement du prix ? Les articles 14 et 27 de la loi du 5 juin 1850 déclarent que les sociétés sont tenues d'en faire l'*avance*, ce qui rend l'affirmative vraisemblable. Toutefois, on prétend que la pratique incline à admettre la solution inverse à moins de convention contraire passée par la société avec ses actionnaires ou obligataires (1). On ajoute à l'appui (2) que le droit de timbre dû, soit sur les titres d'actions, soit sur les titres d'obligations, fait partie, en effet, des frais du contrat constitutif de la société, ou du contrat de prêt passé avec les obligataires. Dans le premier cas, il entre dans les frais généraux de premier établissement et, dans le second, il tombe de plein droit à la charge de l'emprunteur, c'est-à-dire de la société qui, par exemple, a émis les obligations (C. civ., art. 1248; L. 22 frimaire an VII, art. 31). C'est en effet la solution qui paraît être généralement adoptée aujourd'hui.

Les règles que nous venons d'exposer, quant à la perception et à la liquidation du droit de timbre sur les titres étrangers, ne reçoivent leur application que lorsqu'il s'agit de titres négociés, émis, exposés en vente ou introduits en France, en donnant à ces différentes causes génératrices de l'impôt la portée que nous leur avons accordée (*suprà*, p. 35 à 56).

(1) *Revue de l'enreg., du timbre et du dom.*, 1437.

(2) *Dictionn. de l'Enreg.*, Suppl., 257.

Mais, il peut arriver que des particuliers en fassent usage en France. En ce cas, le droit de timbre au comptant doit être acquitté, et cette obligation incombe aux personnes dont le fait a rendu l'impôt exigible. Nous allons examiner maintenant les règles applicables à la liquidation et à la perception de ce droit de timbre au comptant.

SECTION I *bis*. — Du droit de timbre au comptant.

Comme nous l'avons vu, la sphère d'application de la loi du 23 juin 1857 ne s'étendait qu'aux titres des sociétés étrangères cotés aux Bourses françaises. L'extension de cette taxe aux « titres cotés » des villes, provinces, corporations et établissements publics étrangers a été réalisée par l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1872. Puis, la loi du 29 juin 1872 a ajouté au fait générateur de l'inscription à la cote, pour les différents groupes sociaux, ceux qui résultent de l'émission, de la négociation et de l'exposition en vente.

Mais cette législation a laissé en dehors de ses dispositions les titres que les particuliers négocient ou dont ils font usage en France sans la participation de la société ou de l'établissement qui les a émis. La loi du 30 mars 1872 a fait cesser cette immunité, en soumettant ces titres à un droit de timbre au comptant de 1 0/0 et en prenant des mesures pour qu'aucune opération en France, concernant ces valeurs, n'ait lieu sans le paie-

ment de cet impôt. Cette loi faisait avec raison de l'inscription à la cote officielle la condition essentielle de la non-exigibilité du droit de timbre édicté, les titres cotés étant, d'après la jurisprudence admise lors de la discussion de la loi du 30 mars 1872, seuls passibles des taxes annuelles et, d'autre part, leur inscription et leur maintien à la cote officielle constituant une preuve certaine de l'accomplissement des formalités prescrites (1). Mais la loi du 29 juin 1872 en ajoutant l'émission, la négociation et l'exposition en vente, au fait générateur résultant de l'inscription à la cote officielle, a eu ce résultat : qu'en dehors des titres cotés, aucune présomption en faveur du paiement de la taxe de timbre ne venait s'attacher aux trois autres causes génératrices de l'impôt.

C'est pour parer à cet inconvénient et à cette lacune de la loi du 30 mars 1872, que l'article 5 de la loi de finances du 28 décembre 1895 a été rédigé. Lors des travaux préparatoires de cette dernière, M. Cochery, ministre des finances, s'exprimait ainsi : « Si les valeurs des sociétés étrangères ayant souscrit l'abonnement acquittent des droits équivalents à ceux qui frappent les valeurs françaises, les autres titres échappent à la majeure partie de ces droits : les valeurs étrangères des sociétés non abonnées « en fait », les fonds d'Etat « en droit » (2). La Commission du budget, après avoir rejeté la proposition d'établissement d'un timbre quin-

(1) *Journal de l'Enreg.*, 20721 ; Lyon, 13 février 1878.

(2) Séance de la Chambre des députés du 27 décembre 1895.

quennal, adopta la rédaction de l'article 5 actuel, exigeant le paiement du droit de timbre préalablement à toute négociation, exposition en vente ou énonciation dans un acte ou écrit, public ou sous seing privé, autre qu'un inventaire, pour les titres des sociétés, compagnies ou entreprises étrangères, qui n'acquitteraient pas la taxe d'abonnement prévue par les articles 10 du décret du 17 juillet 1857 et 4 de ceux des 24 mai et 6 décembre 1872.

Le même article exige, en cas d'énonciation dans les actes autres qu'un inventaire, de titres étrangers timbrés au comptant, l'inscription de certaines indications relatives au timbre, que nous aurons à préciser bientôt.

Enfin le droit de timbre au comptant qui, aux termes de la loi du 30 mars 1872, était de 1 0/0, est porté par celle du 28 décembre 1895 à 2 0/0 de la valeur nominale de chaque titre ou coupure considéré isolément et, dans tous les cas, sur un minimum de 100 francs. Pour justifier cette élévation du droit de timbre au comptant, M. Cochery s'exprimait ainsi : « Pour les valeurs étrangères, le taux de 2 0/0 est certainement supérieur au droit de timbre applicable aux valeurs françaises. Mais il n'est établi que pour les seules valeurs qui acquittent le timbre au comptant, c'est-à-dire, pour les seules valeurs non abonnées... Les seules valeurs qui seront surtaxées, sont donc celles qui ne sont pas abonnées et se soustraient à la fois, au droit de transmission et à

l'impôt sur le revenu qu'elles doivent néanmoins en principe.

« D'ailleurs il y a intérêt à inciter, par cette majoration du timbre, les sociétés étrangères à se soumettre à la formalité de l'abonnement, qui assure au Trésor une perception équivalente à celle qui est faite sur les valeurs françaises.

« Il a paru nécessaire de fixer un minimum de 100 fr. afin d'atteindre la valeur réelle des petites coupures anglaises, telles que les actions de mines d'or qui, bien qu'é émises à un capital nominal de 25 francs, ont cependant une valeur réelle le plus souvent supérieure à cette somme. Le chiffre de 100 francs représente, d'ailleurs, la valeur minima que doivent avoir les actions et obligations étrangères pour être admises aux négociations officielles de la Bourse. »

La loi du 28 décembre 1895 augmente les pénalités édictées par celle du 30 mars 1872. Ses dispositions ont été complétées par l'article 12 de la loi du 13 avril 1898.

Des causes et conditions d'exigibilité du droit de timbre au comptant.

L'intérêt d'une compagnie étrangère peut être de ne pas contracter un abonnement pour ses titres qui circulent en France, pour deux raisons :

1° Tout d'abord, à cause du minimum légal, établi pour la fixation de la quotité imposable, par l'article 2 du décret du 24 mai 1872. Surtout si elle n'a sur notre territoire qu'une faible portion de ses titres ;

2° En second lieu, parce que l'incidence primitive de cette taxe retombe sur le porteur du titre et peut ne pas être rejetée dans la suite sur la société.

Aussi le nombre des titres des sociétés étrangères, assujettis au droit de timbre au comptant, qui circulent en France, est-il considérable. D'après M. Neymarck (1), on peut l'évaluer, dans ces dix dernières années, à 100 millions. Les articles 3 et 7 de la loi de finances du 28 décembre 1895, complétés par l'article 12 de celle du 13 avril 1898, visent manifestement à réprimer cette tendance.

La négociation est la première cause d'exigibilité du droit de timbre au comptant visée par le législateur. En effet, aux termes de l'article 2 de la loi du 30 mars 1872 : « Nul ne peut négocier... des titres étrangers qui n'auraient pas été admis à la cote, ou qui n'auraient pas été dûment timbrés au droit de 1 0/0 du capital nominal. » Nous trouvons la même disposition dans l'article 5 de la loi du 28 décembre 1895, avec l'élévation à 2 0/0 du droit que nous étudions. La loi du 13 avril 1898 (art. 12) n'apporte aucune modification à ces dispositions. Elle est, nous l'avons vu (2), un texte de mise en œuvre et non une loi de principe. Un coup

(1) *Une nouvelle évaluation du capital et du revenu des valeurs mobilières en France* (1893).

Le morcellement des valeurs mobilières en France (1897).

La diffusion de l'épargne en France sur les valeurs mobilières françaises et étrangères.

(2) V. *suprà*, p. 41 et 42.

d'œil sur les travaux préparatoires suffit pour s'en convaincre. A la Chambre des députés, M. Krantz, rapporteur général, au nom de la commission du budget chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1898, s'exprime ainsi : « De lacunes à combler par une loi nouvelle, il n'y en a pas à proprement parler... si les prescriptions des lois antérieures ont pu demeurer lettre morte, cela tient à ce que les sociétés étrangères, dont les titres ne sont pas cotés, échappent nécessairement à l'action directe du fisc, personne en France ne pouvant être rendu responsable de l'évasion de la matière imposable. Aucune pénalité, en effet, n'atteint les intermédiaires qui violent la loi en se livrant à l'introduction ou à la négociation des titres, non plus que ceux qui en opèrent le remboursement et le paiement des coupons... Le texte de l'article unique que nous vous soumettons... étend la main du fisc sur les valeurs cotées, et donne aux tribunaux les moyens de punir, comme le voulait la loi du 29 juin 1872, la négociation, l'exposition en vente, l'émission ou l'introduction sur le marché français des titres des sociétés étrangères qui refusent de se soumettre à nos lois. Ces dispositions très simples et très précises, puisqu'elles ne comprennent aucun terme pouvant prêter à interprétation, renferment tout ce qu'il y avait d'essentiel dans les anciens articles, dont certains étaient plutôt des articles de règlement que des articles de loi » (1).

(1) Voir aussi dans le même sens le rapport de M. H. Morel, rap-

Par conséquent, les intermédiaires peuvent, sans encourir aucune pénalité, continuer à négocier comme par le passé les titres des sociétés étrangères non abonnées, sous la seule condition de faire, au préalable, timbrer ces titres dans les conditions indiquées par les articles 3 et 5 de la loi du 28 décembre 1895 (1), et, sous réserve des obligations imposées aux sociétés étrangères elles-mêmes, par les lois des 23 juin 1857 et 29 juin 1872.

Le deuxième fait extérieur auquel est attachée l'exigibilité de ce droit, est *l'exposition en vente*. Cette cause est, comme la précédente, prévue par les lois du 30 mars 1872 et du 28 décembre 1895, dans des termes presque identiques. L'exposition des titres des sociétés étrangères non abonnées pouvait, d'après ces textes, être effectuée dès lors que ces valeurs avaient acquitté le droit de timbre au comptant. Les intermédiaires auteurs de cette exposition ne s'exposaient ainsi à aucune pénalité.

Mais, cette règle n'était vraie que pour l'exposition en vente effectuée par un particulier porteur de titres ou par un changeur. Quant à celle qui aurait été faite directement par la société et qui aurait eu ainsi le véritable caractère d'une émission, elle était assujettie aux dispositions de la loi du 29 juin 1872 et rendait exigible la

porteur, au nom de la commission des finances du Sénat, du projet de loi adopté par la Chambre des députés. *Journal officiel*, 2 avril 1898.

(1) *Instruction de l'Adm.*, 2953-4.

taxe annuelle d'abonnement. Ceci résulte des travaux préparatoires et des déclarations du rapporteur de la loi du 30 mars 1872, ainsi que de l'instruction générale n° 2445.

L'article 12 de la loi du 13 avril 1898 est venu modifier sensiblement ce système, en disposant que « l'amende prévue par l'article 3 de la loi du 25 mai 1872, est applicable à toute personne qui effectue en France l'émission, la mise en souscription, l'*exposition en vente* ou l'introduction sur le marché, des titres étrangers désignés dans l'article 4 de la loi du 29 juin 1872... tant qu'un représentant responsable des droits de timbre, de transmission et de l'impôt sur le revenu dont ces titres sont redevables n'aura pas été agréé ». La loi, on le voit, paraît supposer dans ses dispositions que l'exposition en vente émane de la collectivité ou de son mandataire. Aussi, il paraît vraisemblable d'admettre (1) une distinction entre cette opération et le cas du changeur, par exemple, exposant dans sa vitrine quelques titres qui sont sa propriété personnelle et d'ailleurs revêtus de l'empreinte justificative du paiement du droit de timbre au comptant, conformément à la législation antérieure (2).

L'article 7 de la loi du 28 décembre 1895 porte que ;
« Les contraventions aux dispositions des articles 3 à 5 de la présente loi et du règlement d'administration pu-

(1) En ce sens, voir *Instruction générale* n° 2953-1.

(2) *Suprà*, p. 415.

blique rendu pour son exécution, pourront être constatées dans tous les lieux ouverts au public par les agents qui ont qualité pour verbaliser en matière de timbre. »

Lors des travaux préparatoires de ladite loi, M. Halgan insista pour obtenir du rapporteur l'indication de la portée et du sens des mots *ouverts au public*. M. Cochery déclara seulement « que la jurisprudence avait parfaitement établi, depuis la promulgation de la loi du 30 mars 1872, le sens et la portée de cette expression ». Malgré l'insistance de M. Halgan, sa réponse se borna à cette affirmation (1)...

D'autre part, l'instruction générale de l'Administration n° 2445 cite, parmi « les lieux ouverts au public » dans lesquels les agents sont autorisés à constater les contraventions, c'est-à-dire des faits de négociation ou d'exposition en vente de titres non timbrés, les boutiques et comptoirs de change. « Il importait, a dit le rapporteur de la loi de 1872, de mettre fin aux négociations irrégulières qui se font chez les changeurs dont les vitrines contiennent un nombre considérable de titres en contravention aux lois sur le timbre. » Toutefois, raisonnant par analogie avec les prérogatives des agents des contributions directes surveillant chez les orfèvres l'exécution de la loi sur les métaux précieux, il paraît logique de déclarer que les représentants autorisés de

(1) Chambre des députés, séance du 28 décembre 1895 (*Journ. off.*, 29 déc. 1895).

l'enregistrement devront se faire accompagner par un agent de l'autorité (1).

Il peut encore arriver que les titres soient impossibles à être représentés. Leur situation est réglée par une solution générale de l'Administration du 19 août 1872. Les parties qui devront énoncer des titres étrangers dont la représentation serait matériellement impossible, sont autorisées à payer les droits de timbre exigibles au bureau du timbre extraordinaire, en produisant un bordereau en double expédition dans la forme actuellement employée pour le visa des titres étrangers. L'un de ces bordereaux, contenant le détail des titres, revêtu de la réquisition de la partie ou du notaire, est destiné à être conservé au bureau du timbre et classé suivant sa date ; l'autre, présentant les mêmes indications, et revêtu d'un certificat du receveur constatant le paiement des droits de timbre, doit être remis au receveur chargé d'enregistrer l'acte contenant l'énonciation de ces titres, et conservé par lui. Il suffit ensuite aux parties de présenter les titres au receveur du timbre, en indiquant la date du paiement des droits, et le rapprochement du bordereau conservé au bureau et des titres permet alors de constater sans difficulté la réalité du paiement et la parfaite identité des titres.

Dans certaines opérations de Bourse et particulièrement les marchés à terme, les parties ont en vue, non

(1) *Dictionn. Enreg.*, 1185.

pas d'opérer sur tel ou tel titre en l'individualisant, mais sur une quotité quelconque envisagée à une période déterminée. Dans ces conditions, il paraît juste de ne pas astreindre les parties à l'obligation du droit de timbre au comptant, puisque, n'ayant pas la possession personnelle des titres déterminés, elles se trouvent dans l'impossibilité d'indiquer les dates, numéros et qualités des droits de timbre payés.

C'est d'ailleurs la manière de voir que l'Administration a adoptée d'une façon plus générale, par une solution du 13 septembre 1897 aux termes de laquelle : seuls, les titres matériellement créés et ayant une individualité distincte peuvent engendrer l'obligation du paiement du droit de timbre. L'exigibilité de ce droit, qui n'est qu'un des modes de paiement d'un impôt de consommation, est donc subordonnée à la création matérielle des titres. Elle s'évanouira par conséquent, toutes les fois que pour une cause quelconque la société se sera abstenue de représenter par des titres les droits incorporels appartenant aux souscripteurs (1).

Des exceptions. — En première ligne, les lois des 30 mars 1872 et 28 décembre 1895 mentionnent *les inventaires*. Le but de cette disposition a été, comme celui que s'était déjà proposé un arrêté du Directoire du 22 ventôse an VII, permettant d'énoncer dans un inventaire les actes sous signature privée sans les faire enre-

(1) *Répert. de l'Enreg.*, 3043, 6750.

gistrer, d'assurer la sincérité de ces opérations qui ont pour objet de décrire les forces actives et passives d'une succession et de ne pas inciter le notaire qui procède à la liquidation, à commettre des omissions ou des dissimulations.

Cette exception aux dispositions de la loi doit être entendue *stricto sensu* et appliquée limitativement. Elle ne saurait donc être étendue par voie d'analogie ou autrement ; par exemple, aux contrats de mariage, aux partages, aux dépôts en banque qui constituent des actes qui, comme l'inventaire, ne sont pas translatifs mais déclaratifs de la propriété (1).

Enfin des titres étrangers peuvent être mentionnés dans des écritures, papiers domestiques et dans des lettres privées, quelle sera la conséquence de cette énonciation au point de vue de l'exigibilité du droit de timbre au comptant ?

Cette question a été débattue en partie lors des travaux préparatoires de la loi du 28 décembre 1895 : M. Bertrand demanda au rapporteur de la commission, M. Liotard-Vogt, directeur général de l'enregistrement, des explications sur l'étendue et la portée du mot « écrit » qui se trouve dans les paragraphes 2 et 4 de l'article 5 de cette loi : « La loi de 1872, dit-il, ne contenait que ces mots : tout acte soit public, soit sous seing privé ».

(1) Langres, 28 octobre 1885, *Journ. Enreg.*, 22610 ; Solution, 8 février 1883, *Journ. Enreg.*, 22383. *Contrà* : D. M. F., 8 septembre 1882, *Journ. Enreg.*, 21973.

Tandis que vous dites aujourd'hui : « Tout acte ou écrit, soit public, soit sous seing privé ». Quel est le sens de cette nouvelle rédaction ?

« L'article 2 de la loi du 30 mars 1872, répondit M. Liotard Vogt, ne parle, en effet, d'écrits, que dans son premier paragraphe, et ne reproduit pas ce mot dans le paragraphe suivant. Si dans le deuxième paragraphe de cette loi on n'a pas reproduit les termes mêmes du premier paragraphe, cela paraît dû à un oubli. En rétablissant ainsi ce mot dans la nouvelle rédaction, le gouvernement n'a pas l'intention de lui donner une portée différente de celle qu'il a dans le premier paragraphe. »

M. Bernard demanda ensuite si « la mention d'un titre dans une lettre privée suffit pour rendre le droit de timbre exigible ? »

« Non, répondit le directeur général de l'enregistrement, les lettres sont des écritures privées qui, aux termes de l'article 30 de la loi du 13 brumaire an VII, ne sont assujetties au timbre de dimension que lorsqu'elles sont produites en justice. Les dispositions de l'article 2 de la loi du 30 mars 1872 ne s'appliquent donc pas aux titres énoncés dans les lettres ou dans les correspondances. »

L'article 2 de la loi du 30 mars 1872, après avoir subordonné la négociation en France des titres étrangers et leur exposition en vente au paiement préalable du droit de timbre au comptant, ajoute que ces titres ne

pourront, sans être timbrés au droit de 1 0/0, « être énoncés dans les actes de prêt, de dépôt, de nantissement ou dans tout autre acte ou écrit, à l'exception des inventaires ».

L'article 5 de la loi du 28 décembre 1895 dispose également que : « Nul ne peut... énoncer dans un acte ou écrit, soit public, soit sous seing privé, lorsqu'ils n'auront pas été préalablement timbrés au droit spécifié dans l'article 3 de la présente loi :

1°.....

2° Des titres d'actions ou d'obligations émis par des sociétés, compagnies ou entreprises étrangères, villes, provinces et corporations étrangères, qui n'acquitteraient pas la taxe d'abonnement prévue par l'article 10 du décret du 17 juillet 1857, et l'article 4 du décret du 24 mai 1872. »

Cet article 5 de la loi de 1895 n'apporte d'ailleurs aucune dérogation à l'interprétation admise en matière d'énonciation. Cela résulte des travaux préparatoires de cette loi (1).

La portée et le sens de cette prohibition ne peuvent être mieux définis que par la citation du rapport de M. Mathieu Bodet, rapporteur de la loi du 25 mai 1872 (2).

« Les droits de timbre seront dus quand les titres seront négociés, la négociation constitue, en effet, le

(1) *Journ. off.*, 14 décembre 1895, Chambre des députés, p. 2916.

(2) Duvergier, 1872, p. 499.

principal usage des titres; — quand ils seront exposés en vente : la mise en vente n'implique pas nécessairement, à la vérité, l'aliénation effective, mais elle manifeste l'intention d'aliéner, d'une manière suffisante pour rendre exigible le paiement du droit; — quand les titres seront énoncés dans un acte de prêt ou de nantissement : le prêt et le nantissement contiennent l'un et l'autre le principe d'une aliénation; celui qui prête son titre à quelqu'un pour qu'il en fasse ressource, en autorise la vente : celui qui le remet en nantissement le soumet à une aliénation éventuelle pour le cas où l'obligation garantie ne sera pas exécutée conformément aux conventions des parties. »

Toutefois il résulterait de cette déclaration, que l'énonciation des titres ne donnerait ouverture au droit de timbre que dans les cas où elle supposerait une transmission des titres, directe ou indirecte, immédiate ou future, définitive ou éventuelle. L'article 2 est conçu dans des termes trop généraux et trop absolus pour comporter une interprétation aussi restrictive. L'énonciation qui donne ouverture à l'impôt n'est pas seulement celle qui est faite dans les actes de prêt, de dépôt et de nantissement, mais celle qui a lieu dans tout autre acte, à l'exception seulement des inventaires. Cette exception suffit à elle seule pour mettre en relief le caractère éminemment compréhensif de la disposition.

La simple énonciation des titres dans un acte, quels que soient son objet et sa signification, suffit donc en principe pour rendre le droit de timbre exigible.

Le législateur a pensé que l'énonciation des titres dans un acte passé en France, était le plus souvent un indice certain de leur circulation sur le marché français ; et, suivant un procédé fréquent dans la législation fiscale. il a donné à cette présomption la force d'une présomption légale.

Telle est l'interprétation qui se dégage des considérants d'un arrêt rendu par la Cour de cassation le 31 mars 1886 (1).

« La loi, porte cet arrêt, a voulu atteindre, non seulement le fait de la négociation ou de l'exposition en vente, mais encore le simple fait de l'énonciation de titres étrangers dans un acte, sans que la présomption d'usage qui est attachée à ce fait puisse être combattue par une preuve contraire ».

L'énonciation qui donne ouverture à l'impôt est celle qui est faite dans un acte ou écrit quelconque, quel que soit son objet et aussi quelle que soit sa forme. Le doute n'est pas permis sur ce point, en présence du texte formel de la loi et l'énonciation qui est faite dans un acte sous seing privé, dans une quittance, un bordereau, une facture, un récépissé ou tout autre écrit, tombe certainement sous l'application de cette disposition. Seules quelques exceptions ont été admises en faveur des inventaires, des dépôts et de la correspondance.

Pour qu'il y ait une énonciation suffisante pour ren-

(1) *Journal de l'enreg.*, 22640.

dre le droit de timbre exigible, il n'est pas indispensable que les titres soient désignés individuellement dans l'acte. La désignation peut, en effet, résulter d'une référence à un autre acte non produit. Il paraît vraisemblable de déclarer que le rapprochement des deux actes permet à l'Administration de réclamer le droit de timbre (1), à moins que ces correspondances ne consacrent elles-mêmes la négociation, le prêt, le nantissement ou l'usage de ces titres. Cette doctrine reproduit, en termes identiques, l'instruction générale de l'Administration du 24 mai 1872, n° 2445, § 2, n° 2, relative à la correspondance.

Par analogie, la même doctrine paraît devoir être admise pour les énonciations de titres étrangers dans les écritures domestiques et dans les livres de commerce. C'est ainsi qu'une solution du 24 juillet 1885 a décidé, qu'une note explicative de valeurs trouvée dans les papiers d'un défunt, et déposée avec un testament qui ne contient aucune mention de référence à cette note, ne rentre pas dans la catégorie des écrits visés par la loi du 30 mars 1872. Mais, aux termes d'une solution du 21 septembre 1883, si le testament se réfère à la note, celle-ci doit être considérée comme en faisant partie intégrante et ladite loi est applicable.

Tels sont les principaux actes, faits et causes extérieurs qui, d'après la loi, sont susceptibles d'entraîner

(1) Ce raisonnement s'appuie sur une solution de l'Administration du 22 février 1882, *Journ. Enreg.*, 21856.

l'exigibilité du droit de timbre au comptant, sous les modalités qui viennent d'être indiquées.

De la liquidation et du paiement du droit de timbre au comptant.

La loi du 30 mars 1872, dans son article 2, fixait le montant de ce droit à 1 0/0 du capital nominal (1 fr. 20, décimes compris).

Le tarif actuel est déterminé par l'article 3 de la loi du 28 décembre 1895 qui a augmenté la quotité de ce droit en disposant : « A partir du 1^{er} janvier 1896, le droit de timbre au comptant des titres étrangers est fixé, savoir : 1^o à 2 0/0 pour ceux désignés dans les articles 9 de la loi du 23 juin 1857 et 1^{er}, § 4, de la loi du 30 mars 1872... ;

2^o... Ce droit n'est pas soumis aux décimes. Il sera perçu sur la valeur nominale de chaque titre ou coupure considéré isolément et, dans tous les cas, sur un minimum de 100 francs » (1).

Ceci implique évidemment, s'agissant de titres ou certificats collectifs, que la perception devra être établie en envisageant séparément chacune des unités comprises dans ces titres ou certificats collectifs.

Pour les valeurs timbrées antérieurement à sa promulgation, la loi du 28 décembre dispose : « qu'ils tomberont sous son application, mais le droit ci-dessus

(1) V. Explications de M. Cochery, dans son rapport fait au nom de la commission du budget de 1898, *suprà*, page 119, note 1.

ne leur sera appliqué, qu'imputation faite du montant de l'impôt déjà payé ».

Les titres définitifs des sociétés étrangères doivent-ils bénéficier de l'exemption du droit de timbre au comptant, perçu sur les titres provisoires d'actions ou d'obligations ? Aux termes de l'article 17 de la loi du 23 juin 1850, les titres des sociétés françaises jouissent de cette exemption. L'article 2, *in fine*, de la loi du 25 mai 1872, accorde le même avantage aux titres de rente et effets publics des gouvernements étrangers.

Mais l'Administration a refusé de faire bénéficier de cette compensation les titres des sociétés, provinces, villes et corporations étrangères, en déclarant que cette imputation ne saurait avoir lieu à leur profit :

1° Parce que le droit de timbre a pour caractère essentiel d'être un impôt de consommation, dont l'exigibilité résulte de la création matérielle de chaque titre ;

2° Parce qu'aucune des lois spéciales, organisant le régime fiscal des actions et obligations des sociétés, provinces, villes et corporations étrangères en France, ne leur a reconnu le droit de prétendre à cette exception (1).

Ce n'est que par la loi du 28 décembre 1895 (art. 4), que le bénéfice accordé par l'article 17 de la loi du 5 juin 1850 aux sociétés françaises, et par l'article 2, *in fine*, de la loi du 25 mai 1872, aux titres de rentes et effets pu-

(1) Cass., 13 novembre 1871 et 25 mai 1874, *Répert. périod. de l'Enreg.*, 3828 ; Sol. de l'Adm., 13 novembre 1884.

blics des gouvernements étrangers, a été étendu aux valeurs des sociétés étrangères. Aux termes de cet article 4 :

« Les dispositions des articles 2 et 3 de la loi du 25 mai 1872, sont applicables aux titres énumérés dans l'article 9 de la loi du 23 juin 1857 et l'article 1^{er}, § 4, de la loi du 30 mars 1872. »

Nous pouvons donc en conclure que, s'agissant d'actions ou d'obligations de sociétés, provinces, villes, corporations et établissements publics étrangers, si le droit de timbre au comptant a été payé sur le certificat provisoire, le titre définitif correspondant sera timbré sans frais sur la représentation de ce certificat.

Des exceptions admises en faveur de certains titres. — Une solution du 14 juin 1877 déclare l'article 2 de la loi du 30 mars 1872 inapplicable aux billets au porteur créés par les villes étrangères, dans des conditions analogues à celles qui caractérisent les effets de commerce, et aux billets de banques étrangères. Ils sont considérés comme de simples instruments de circulation commerciale, et assimilés par suite, à des effets de commerce (1).

D'autre part, un jugement du tribunal de la Seine du 24 août 1877 déclare que les titres similaires des sociétés étrangères doivent bénéficier de l'exemption du droit de timbre de 1 0/0, édictée par l'article 25 de la loi du 5 juin 1850 en faveur des actions des sociétés françaises

(1) *Journal de l'Enreg.*, 20574.

non négociables, si ce n'est suivant le mode déterminé par les articles 1600 et suivants du Code civil. Cet arrêt porte dans ses considérants que c'est là une application du principe d'équivalence formulé par la loi du 23 juin 1857 et que, d'ailleurs, le législateur n'a pas pu avoir la pensée de traiter les uns plus rigoureusement que les autres.

Le mode de paiement du droit de timbre au comptant, est déterminé par l'article 5 de la loi du 28 décembre 1895. Il pourra être effectué au moyen du visa pour timbre, ou par l'apposition soit d'un timbre extraordinaire, soit d'un timbre mobile. Cela résulte du paragraphe 2 de cet article ainsi conçu : « Tout acte ou écrit soit public, soit sous signature privée, qui énoncera l'un des titres visés au présent article, devra indiquer le lieu, la date et le numéro du visa pour timbre, ainsi que le montant du droit payé, ou, si la formalité a été donnée au moyen soit du timbre extraordinaire, soit du timbre mobile, les mentions contenues dans l'empreinte du timbre apposé. »

Ces énonciations rendent la fraude très difficile. Déjà une circulaire ministérielle du 8 septembre 1893, prescrivant de considérer comme n'ayant pas satisfait à ces prescriptions, l'acte qui se bornerait à indiquer que les titres mentionnés étaient dûment timbrés. Mais, les officiers ministériels ne pouvaient pas toujours facilement se conformer à ces formalités, car l'article 44 de la loi du 29 juin 1881, avait autorisé le remplacement

du visa pour timbre par l'apposition du timbre ordinaire. Or, les types créés par le décret du 11 août 1881, comportaient seulement l'indication du tarif générique. C'est pour remédier à ces difficultés et faciliter l'application de la loi, que le règlement d'administration publique du 2 janvier 1896 autorisa la création de deux nouveaux types destinés au timbrage extraordinaire des titres dont il s'agit : le premier, pour ceux des titres des sociétés étrangères non abonnées qui n'auront supporté au jour de la mise en vigueur de la loi du 28 décembre 1895, aucun droit de timbre au comptant ; le second, est destiné à ceux de ces titres qui étaient déjà timbrés au moment où ladite loi est devenue exécutoire.

Dans ce nouveau timbre, le fond est en rouge et les mentions en blanc. Le mot « Paris » y est encadré à gauche par le quantième, à droite par le numéro du mois et au-dessous par le millésime.

Les parties ont à remplir un bordereau indiquant la nature et le nombre des titres déposés ; ces bordereaux sont conservés à l'atelier général où ils servent de pièces de contrôle (1).

Lors des travaux préparatoires de la loi du 28 décembre 1895, M. Max Lecomte demanda « si toute énonciation de valeurs étrangères, faite dans un bordereau de coupons devrait être accompagnée de la mention du timbre, obligation qui entraînerait une gêne et une complication intolérables ? »

(1) *Instruction générale de l'Adm.*, 2897-8.

A cette question, le directeur général de l'enregistrement déclara que : « Les dispositions proposées ne portent aucune atteinte aux conditions actuelles d'exigibilité de l'impôt : le tarif seul est modifié. Or, sous l'empire de la législation en vigueur, jamais l'idée n'est venue de considérer les bordereaux de coupons présentés au paiement, comme devant contenir la mention prévue par la loi du 30 mars 1872. La raison en est simple : c'est que ces bordereaux ne sont pas relatifs aux titres, mais uniquement aux coupons, qui, isolément envisagés, sont dispensés de tout droit de timbre particulier (1). »

Sanctions résultant de l'inobservation de ces dispositions.

Ces pénalités sont édictées par l'article 5, § 3. Elles ne constituent qu'une aggravation de celles prévues par les lois antérieures : « Cette majoration du chiffre des amendes, déclarait M. Cochery (2), a paru constituer pour le Trésor une garantie plus efficace contre la fraude. » Le texte en question déclare donc que : « chaque contravention aux dispositions du présent article sera punie d'une amende de 5 0/0 en principal, de la valeur nominale des titres qui seront négociés, exposés en vente ou énoncés dans des actes. En aucun cas, l'amende ne pourra être inférieure à 100 francs en principal. »

(1) Chambre des députés ; séance du 27 décembre 1895.

(2) *Id.*

En outre, cet article, dans sa partie fiscale, tranche une controverse qui s'était engagée sur le point de savoir, si le texte de l'article 2 de la loi du 30 mars 1872 permettait d'étendre à l'officier public ou ministériel la solidarité édictée entre les parties pour le recouvrement des droits et de l'amende proportionnelle (1). En effet, aux termes de ses dernières dispositions, cet article 5 déclare que : « toutes les parties seront solidaires pour le recouvrement des droits et amendes. Tout officier public ou ministériel qui aura contrevenu aux dispositions qui précèdent, demeurera responsable des droits de timbre et sera en outre passible personnellement, d'une amende de 100 francs en principal. »

Il peut arriver que des titres aient été régulièrement timbrés, et que l'officier ministériel qui dresse l'acte dans lequel ils sont énumérés, ait omis les énonciations exigées par l'article 5, § 2, de la loi du 28 décembre 1895. En pareil cas, l'Administration, tout en renonçant à la réclamation du droit de timbre au comptant, a déclaré que l'amende édictée par l'article 5, *in fine*, de ladite loi, était encourue (2).

En cas d'énonciation de valeurs étrangères diverses, en contravention avec la loi fiscale, l'amende encourue doit se calculer, non sur chaque titre, mais sur chaque énumération envisagée dans son ensemble, sur chaque acte (3).

(1) Abbeville, 29 mars 1887, *Répert. périod. Enreg.*, 6894.

(2) Solutions des 29 juin 1888 et 9 septembre 1890.

(3) Solution du 22 février 1882, *Journal de l'Enreg.*, 21856.

D'autre part, une solution du 16 septembre 1873 a décidé, pour l'amende fixe encourue personnellement par tout officier public ou ministériel qui prête son concours à l'acte en contravention, qu'elle doit être indépendante du nombre, de la nature et de la variété des titres énoncés, et qu'elle doit être prononcée autant de fois qu'il est relevé d'actes rédigés contrairement aux dispositions fiscales précédemment examinées.

Toutefois, une seule amende doit être prononcée quand on se trouve en présence d'actes rédigés en double minute (1).

SECTION II. — Du droit de transmission.

La taxe annuelle est due par les sociétés, provinces, villes, corporations étrangères et établissements publics étrangers, sur la même nature de titres que par les sociétés, départements, communes et établissements publics français, sauf quelques différences que nous allons signaler bientôt.

Il résulte des dispositions de l'article 9 de la loi du 23 juin 1857, et de l'article 4, § 2, de celle du 29 juin 1872, que la taxe de transmission sur les titres des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que de tout autre établissement public étranger, obéit aux mêmes causes génératrices

(1) Solution du 3 septembre 1884.

de l'impôt, que la taxe de timbre précédemment examinée.

En outre, le mode d'acquittement du droit de transmission s'effectue, en matière de valeurs françaises, tantôt lors de chaque transmission, au comptant, tantôt au moyen d'une taxe annuelle, ainsi que cela résulte des deux premiers paragraphes de l'article 7 de la loi du 23 juin 1857, ainsi conçus :

« Le droit pour les titres nominatifs dont la transmission ne peut s'opérer que par un transfert sur les registres de la société, est perçu au moment du transfert, pour le compte du Trésor, par les sociétés, compagnies et entreprises, qui en sont constituées débitrices par le fait du transfert.

« Le droit sur les titres mentionnés au paragraphe 2 de l'article précédent, est payable par trimestre, et avancé par les sociétés, compagnies et entreprises, sauf recours contre les porteurs desdits titres. »

Au contraire, s'agissant de titres étrangers, l'article 10, § 3, du décret du 17 juillet 1857 ne consacre qu'un seul mode de paiement de ladite taxe, l'abonnement, en déclarant que : « Les sociétés, compagnies et entreprises mentionnées aux deux paragraphes précédents, paieront pour leurs actions et obligations soumises à l'impôt, une taxe annuelle et obligatoire de 12 centimes par 100 francs, conformément au paragraphe 2 de l'article 6 de la loi du 23 juin 1857, sans faire aucune distinction entre les titres nominatifs et les titres au porteur. »

Une autre différence entre les titres français et les titres étrangers en cette matière, consiste en ce que, aux termes de l'article 7, § 3, de la loi du 23 juin 1857, pour la première catégorie de titres : « A la fin de chaque trimestre, lesdites sociétés sont tenues de remettre au receveur de l'enregistrement du siège social, le relevé des transferts et conversions, ainsi que l'état des actions et obligations soumises à la taxe annuelle. » — Au contraire, en ce qui concerne les titres étrangers, le montant de la taxe est calculé d'après la fixation de la quotité imposable par le ministre des finances, conformément à l'article 10, § 2, du décret du 17 juillet 1857.

Le montant de la taxe de transmission a subi quelques fluctuations. En effet, aux termes de l'article 6, § 2, de la loi du 23 juin 1857 : « Ce droit pour les titres au porteur, et pour ceux dont la transmission peut s'opérer sans un transfert sur les registres de la société, est converti en une taxe annuelle et obligatoire de 12 centimes par 100 francs du capital desdites actions et obligations, évaluées par leur cours moyen pendant l'année précédente, et, à défaut de cours dans cette année, conformément aux règles établies par les lois sur l'enregistrement. »

Avec la loi de finances du 16 septembre 1871 (art. 11), ce droit s'élève à 15 centimes avec décimes.

Puis aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1872 : « ... Le droit de transmission de 15 centimes sur les titres au porteur de toute nature, établi par la loi

du 23 juin 1857 et par l'article 11 de la loi du 16 septembre 1871, est fixé à 25 centimes annuellement. »

Enfin l'article 3, § 3, de la loi du 29 juin 1872 édicte une réduction portée « à 20 centimes par 100 francs pour la taxe à laquelle sont assujettis les titres au porteur », et il ajoute : « Ces droits ne sont pas soumis aux décimes. » Ces dernières dispositions constituent le tarif actuellement en vigueur.

Le versement de la taxe doit, aux termes de l'article 7 de la loi du 23 juin 1857 et de l'article 5, § 3, du décret du 17 juillet suivant, être effectué par quart à l'expiration de chaque trimestre et dans les 20 premiers jours du trimestre suivant. Il a été décidé que ce délai ne doit pas être prorogé lorsque le dernier jour est un dimanche ou un jour férié (1), l'article 25 de la loi du 22 frimaire an VII, qui consacre cette exception pour les délais d'enregistrement, ne pouvant pas être étendu à cette espèce, en l'absence d'un texte formel.

Pénalités résultant de l'infraction à ces dispositions.
— Elles sont prévues par l'article 10 de la loi du 23 juin 1857, par l'article 12 du décret du 27 juillet 1857, et par l'article 5 de la loi du 29 juin 1872. Elles consistent en une amende qui varie de 100 à 5000 francs, non compris les 2 décimes $\frac{1}{2}$, sans préjudice des peines portées en l'article 39 de la loi du 22 frimaire an VII pour omission ou insuffisance d'évaluation. La juris-

(1) Solution du 25 mars 1885, *Journal de l'Enreg.*, 22670.

prudence a beaucoup varié sur la question de savoir si la taxe de transmission est ou non, comme celle du timbre, subordonnée à la création matérielle de titres.

A l'appui de la solution négative adoptée par l'Administration, on a fait valoir qu'indépendamment de la création matérielle du titre, il y avait existence d'un droit incorporel au profit du souscripteur, existant dès le jour de son option, droit susceptible de faire l'objet d'une cession (1).

Cette doctrine nous paraît inexacte (2). En effet, elle est tout d'abord difficile à mettre en concordance avec l'article 35 du Code de commerce aux termes duquel : « L'action peut être établie sous forme d'un titre au porteur ; dans ce cas, la cession s'opère par la tradition du titre. » Il résulte, en effet, de cet article, que la cession effectuée par la remise réelle d'un titre du cédant au cessionnaire, paraît devoir être considérée comme la règle. D'autre part, il semble que la base de l'impôt en question, est précisément le titre envisagé dans sa stricte individualité. Par conséquent, la taxe qui serait établie pour la période pendant laquelle les titres n'ont pas été créés, ne rencontrerait comme fondement que le vide.

(1) Pour l'affirmative, Cass., 24 avril 1867 (*Journal de l'Enreg.*, 18426) ; Cass., 27 juillet 1884 (*Journal de l'Enreg.*, 22269) ; Seine, 4 mai 1883 (*Journal de l'Enreg.*, 22194) ; Sol. de l'Adm., 29 décembre 1884 (*Journal de l'Enreg.*, 22433).

(2) En sens inverse : Seine, 21 juin 1878 (*Journal de l'Enreg.*, 20989) ; Rouen, 7 décembre 1886 (*Journal du Notariat*, 24075).

L'époque, à laquelle le paiement de la taxe doit être effectué, est déterminée par l'article 3, § 3, du décret du 17 juillet 1857, aux termes duquel : « La taxe sera payée dans les vingt jours qui suivent l'expiration de chaque trimestre, et perçue pour le trimestre entier, d'après la situation établie, conformément au premier paragraphe du présent article. »

La taxe de transmission est calculée sur la valeur réelle des titres, d'après leur cours moyen pendant l'année précédente et, à défaut de cours dans cette année, conformément aux règles établies par les lois sur l'enregistrement (L., 23 juin 1857, art. 6, § 2).

L'article 6, § 2, du décret du 17 juillet 1857 déclare que : « Dans ces états, relevés et déclarations, comme pour la perception des droits, il ne sera fait aucune déduction des sommes restant à verser sur les actions et obligations non libérées. » Cette disposition était injuste et excessive, car elle faisait percevoir une taxe, là où la base de l'impôt faisait complètement défaut. Aussi l'article 1^{er}, § 2, de la loi du 30 mars 1872 est venu corriger cette inconséquence en déclarant que : « le droit... sera perçu à l'avenir sur la valeur négociée, déduction faite des versements restant à faire sur les titres non entièrement libérés. »

Le cours moyen d'un exercice sert de base à la perception pendant toute la durée de l'exercice pour les titres cotés. Il en est de même de l'évaluation fournie, à défaut de cours, pour les titres non cotés (1).

(1) Jugem. Seine, 23 juin 1893 (*Répert. périod. de l'Enreg.*, 8328).

Mais pour les titres des sociétés qui n'ont pas une année d'exercice, la perception n'a pas nécessairement la même fixité, et les évaluations peuvent varier d'un trimestre à l'autre (1).

La déclaration estimative, lorsqu'elle doit servir de base légale à l'impôt, est faite lors de chaque trimestre ; si la déclaration fournie pour un trimestre n'a été ni renouvelée ni modifiée pour les trimestres suivants, il y a présomption que la valeur des titres n'a pas changé, et, jusqu'à preuve du contraire, c'est cette estimation qui sert de base à l'impôt (2).

S'agissant de titres non cotés, l'évaluation est fournie à l'Administration par les soins de la société (3). Le chiffre de cette évaluation n'est pas fatal et l'Administration peut fort bien en démontrer l'insuffisance à l'aide de présomptions, même à l'aide de simples présomptions de fait, qui se déduisent des actes opposables aux parties, ou de faits constants au procès ou légalement parvenus à sa connaissance.

Mais le silence gardé par la loi fiscale relativement à la preuve desdites omissions et insuffisances d'évaluation dans les déclarations de succession, n'implique point que ces déclarations et insuffisances puissent être constatées par toutes les preuves de droit commun, spécialement par celles qui, comme l'enquête et la preuve tes-

(1) Sol. de l'Adm., 17 août 1858.

(2) Cass., ch. des req., 18 mars 1879 ; *Journal de l'Enreg.*, 20996.

(3) Art. 6, § 2 du décret du 17 juillet 1857 (précité).

timoniale, sont contraires au texte et à l'esprit de la loi fiscale (Loi, 22 frimaire an VII, art. 39).

C'est ce qui résulte d'un arrêt de la chambre civile de la Cour de cassation du 27 juin 1883 (1), dont les premiers considérants sont ainsi conçus : « Attendu qu'en prévoyant et punissant les omissions et les insuffisances dans les déclarations, l'article 39 de la loi du 22 frimaire an VII n'a rien précisé quant au genre de la preuve à l'aide de laquelle ces omissions ou insuffisances seraient constatées.

« Que si du silence de cet article à cet égard, on ne doit pas conclure qu'il y ait lieu d'admettre toutes les preuves du droit commun, et spécialement celles qui, comme l'enquête ou la preuve testimoniale, sont contraires au texte et à l'esprit de la loi fiscale, il est juste au moins d'en induire que la preuve peut résulter soit des actes des parties ou de leurs ayants cause, soit même des présomptions tirées des faits constants au procès et des actes qui parviennent par l'enregistrement à la connaissance de l'Administration ou que la loi soumet à son droit d'investigation, et qui la mettent ainsi à même d'exercer son droit de contrôle, etc. (2). »

L'article 10 de la loi du 23 juin 1857 déclare qu'en cas d'omission ou d'insuffisance d'évaluation, les péna-

(1) D. 84.1.239.

(2) Dans le même sens, Cass. civ., 19 juillet 1892 ; Instruction 2834, § 3 ; Seine, 5 août 1859, *Journal de l'Enreg.*, 17036 ; Cass. req., 18 mars 1879, instr. 2621, § 4, D. 79.1.294 ; Solution, 9 février 1893.

lités de l'article 39 de la loi du 22 frimaire an VII seront applicables. Cet article est ainsi conçu : « La peine pour les omissions qui seront reconnues avoir été faites dans les déclarations, sera d'un droit en sus de celui qui se trouvera dû pour les objets omis : il en sera de même pour les insuffisances constatées dans les estimations ou biens déclarés, etc... »

Les sociétés et compagnies, mises en liquidation ou en faillite, sont, aux termes de l'article 24 de la loi du 5 juin 1850 précité (*suprà*, p. 100-101), dispensées du droit de timbre par abonnement. Il n'existe aucune disposition semblable à l'égard de la taxe de transmission, et pas un seul texte ne vient prononcer une semblable exemption en sa faveur. Aussi, malgré les opérations de la liquidation ou de la faillite, les actions et les obligations sont considérées comme juridiquement négociables et, comme telles, soumises au paiement des droits établis par la loi de 1857 (1).

Le même raisonnement s'applique à l'exemption consacrée par le même article 24, en matière de taxe d'abonnement au timbre, pour motif tiré de l'absence de toute répartition de bénéfice ou de paiement aux obligataires. En l'absence d'un texte formel, on ne saurait l'étendre au droit de transmission (2).

La société ou compagnie est, vis-à-vis du Trésor, dé-

(1) En ce sens : Cass., chambres réunies, 27 décembre 1877 ; *Journal de l'Enreg.*, 20617 ; D. 78.1.354.

(2) Seine, 1^{er} août 1884, *Journal de l'Enreg.*, 22435.

bitrice personnelle du droit de transmission (art. 7, loi du 23 juin 1857). Mais, à la différence du droit de timbre, elle n'est tenue du paiement de la taxe de transmission, aux termes mêmes de la loi, que « sauf son recours contre les porteurs ». Il n'y a donc dans la prestation de cette obligation qu'une simple avance de la part de la société (1).

La taxe annuelle de transmission étant créée en vue de remplacer le droit de cession de titre, ce seront les règles de prescription des droits d'enregistrement qui devront s'appliquer (2). Deux solutions des 9 mai 1885 et 19 février 1887, admettent le principe de la prescription biennale en matière de taxe de transmission.

L'abonnement contracté par la société avec le Trésor, affranchira toutes les cessions à titre onéreux dont les titres seront l'objet. La taxe annuelle et obligatoire est, suivant une expression courante dans l'usage, qualifiée de ce nom expressif : taxe représentative du droit de transmission. C'est un impôt basé sur la présomption de cession des titres ; il est substitué à celui qui, sous l'empire de la loi de frimaire an VII, aurait été perçu lors de la réalisation de chacune de ces cessions.

L'Administration, avait un moment soulevé la prétention de continuer à assujettir au droit ordinaire déterminé par la loi du 22 frimaire an VII, les cessions

(1) Seine, 30 janvier 1897, *Revue de l'Enreg., du domaine et du timbre*, 1374.

(2) Loi, 22 frimaire an VII et suivantes.

de ces titres, même à titre onéreux, quand ces cessions seraient constatées par un acte authentique. Saisie de la question, la Cour de cassation a repoussé cette interprétation : « Attendu, dit cet arrêt, que la loi du 23 juin 1857, en maintenant le droit proportionnel, assujettit de plus, toute cession de ces titres à un droit de transmission, la généralité de ces termes embrasse toutes les cessions, aussi bien celles qui s'opèrent par actes publics ou sous seing privé que les autres ; que l'impôt établi par la loi nouvelle est évidemment substitué à celui auquel la réalisation de la cession donnait lieu sous l'empire de la loi du 22 frimaire an VII. »

Une interprétation contraire conduirait d'ailleurs à ce résultat inadmissible : percevoir deux droits proportionnels sur une même transmission. L'acte qui constaterait la cession ne donnera lieu dès lors, lorsqu'il sera présenté à la formalité de l'enregistrement, qu'à un droit fixe (1).

Si cette taxe représentative n'est pas acquittée par la société, à la charge de qui elle est mise, tout acte qui constaterait une cession de titres étrangers, sera passible du droit proportionnel de mutation.

Le droit annuel serait-il même payé, les particuliers ne seraient pas affranchis de tout droit à l'occasion des mutations. En effet, cet impôt représente seulement les mutations à titre onéreux ; il ne concerne nullement

(1) Cass., 24 avril 1867, S. 67. 1. 265.

les transmissions gratuites. D'abord le mot « cession » ne s'entend pas d'une donation : de plus, ce sont les cessions, déjà frappées par la loi du 5 juin 1850, qu'atteint à nouveau la loi de 1857. Or, la première n'avait eu pour but d'exempter, moyennant paiement d'un droit de timbre, que les cessions à titre onéreux, passibles d'après la loi du 22 frimaire an VII, du droit de 0 fr. 50 centimes (1).

SECTION III. — De la taxe sur le revenu.

Cette taxe est une épave d'un projet d'impôt général sur le revenu présenté en 1871 à l'Assemblée nationale par M. Casimir-Périer. Le législateur français a reculé devant les inconvénients et les difficultés pratiques qu'entraîne toujours avec lui un impôt de cette nature : il a craint les vexations, conséquence nécessaire de la recherche des fraudes. Dans un cas particulier, ces difficultés disparaissent : c'est lorsque l'impôt peut être saisi d'une façon certaine sans recourir à la déclaration des intéressés ou à une taxation administrative. Il en est ainsi, des revenus des sociétés et des autres établissements publics. C'est la seule application qui soit faite chez nous de l'impôt sur le revenu. On rend les établissements débiteurs directs de la taxe vis-à-vis du Trésor, sauf pour eux, le droit de se faire res-

(1) Sol., 25 mars 1891 ; *Revue de l'Enreg., du domaine et du timbre*, 323.

tituer par les porteurs de titres le montant de ce qu'ils ont avancé à leur décharge.

Par la création de cet impôt, le législateur a moins voulu frapper les bénéfices des sociétés qu'atteindre sur leurs revenus les capitalistes qui placent leur fonds dans les titres de ces sociétés. Mais comme ce sont les compagnies qui sont débitrices directes, il faut régler à quelles conditions elles seront assujetties à la taxe, comment elles l'acquitteront.

La loi qui a établi l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, et le règlement d'administration publique qui l'a suivie sont : la première du 29 juin et le second du 6 décembre 1872. La loi du 26 décembre 1890 (art. 26), est venue porter le montant de cette taxe de 3 à 4 0/0 du revenu.

Comme en 1837, déjà, pour l'impôt de transmission, en même temps qu'elle atteint les sociétés françaises, la loi frappe d'une taxe équivalente les sociétés étrangères. Ce principe, que l'on appelle principe d'équivalence résulte de l'article 4 de la loi : « Les actions, obligations, titres d'emprunts, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination, des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que de tout autre établissement public étranger, sont soumis à une taxe équivalente à celle qui est établie par la présente loi sur le revenu des valeurs françaises..... »

Les règles qui gouvernent la perception de cet impôt

sur les valeurs françaises, s'appliquent pour la plupart aux valeurs étrangères : d'autre part, une grande partie des dispositions de cette loi ont été rappelées à propos des droits de timbre et de transmission.

La taxe sur le revenu des valeurs mobilières ne s'applique pas aux titres de rentes et autres effets publics des gouvernements étrangers : « Quant à nous, dit M. Thiers, en réponse à M. Pouyer-Quertier, qui demandait avec insistance, lors de la discussion de la loi. qu'on les y comprit, nous tenons pour impossible de demander aux gouvernements étrangers qu'ils nous fournissent des représentants responsables et agréés par nous, qui seraient chargés d'acquitter les divers impôts auxquels les titres de rentes et autres effets publics seraient assujettis. Il serait à craindre que la nature des relations qu'entraînerait une telle situation, n'amenât quelques complications que nous regretterions d'avoir soulevées (1). »

Passons maintenant aux conditions d'exigibilité de la taxe sur le revenu, relativement aux titres des sociétés et autres établissements publics (2). Aux termes de l'article 4, § 2, de la loi du 29 juin 1872, les sociétés et établissements dont les titres sont cotés, négociés,

(1) *Journ. off.*, 30 juin 1874.

(2) Le sujet de cette thèse ne comprend que « les valeurs mobilières ». Dans le sens restreint où nous les avons prises, elles comprennent les fonds d'Etat, les actions et les obligations des sociétés, villes ou provinces. Nous n'avons donc pas à rechercher, en dehors de ces titres mêmes, les causes d'exigibilité des droits qui pourraient résulter de la loi du 29 juin 1872.

exposés en vente ou émis en France, doivent acquitter la taxe de 3 0/0 (4 0/0 actuellement) ainsi que les droits de timbre et de transmission.

Le décret d'administration publique du 8 décembre 1872, rendu pour l'exécution de cette loi, après avoir, dans ses deux premiers articles, déterminé d'une manière générale le mode de liquidation et les époques de paiement de l'impôt sur le revenu, en fait l'application aux sociétés et établissements étrangers dans les termes suivants :

« Toutes les dispositions des deux articles précédents sont applicables aux sociétés, compagnies, etc., étrangères, ainsi qu'à tous autres établissements publics étrangers dont les titres sont cotés ou circulent en France... La taxe sur le revenu, pour les titres cotés à la Bourse ou émis en France, est assise sur la même base que les droits de timbre et de transmission ; elle est déterminée en la forme prévue au règlement d'administration publique du 24 mai 1872. »

Il résulte du rapprochement de ces dispositions réglementaires, avec celles qui ont été édictées par l'article 4 de la loi, que ces diverses expressions de « titres cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France » qui se trouvent dans la loi, et celles de titres cotés ou circulant en France » ou encore celles de « titres cotés ou émis en France », dont s'est servi le décret réglementaire, et ont tous la même signification et la même étendue. On ne saurait les interpréter autrement sans

prêter au législateur une confusion de langage inexplicable, et si l'on devait donner aux expressions du décret un sens plus compréhensif, ou plus restreint qu'à celles de la loi, il en résulterait, ou que le décret aurait réglé la perception de l'impôt sur des titres que la loi n'y a pas soumis, ou qu'il aurait laissé cette perception sur des titres expressément taxés sans réglementation. L'une et l'autre hypothèse sont également inadmissibles, et, par conséquent, on doit reconnaître, que sous le nom soit de *titres cotés ou circulant en France*, soit de *titres cotés ou émis en France*, le décret a entendu viser les titres que la loi, dans une terminologie plus précise, avait elle-même taxés sous la désignation de *titres cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France*. C'est d'ailleurs la solution qu'a consacrée l'arrêt de la Cour de cassation du 17 janvier 1888 (cité *suprà*, p. 39 et suiv.) (1).

L'article 3, § 2, du décret du 6 décembre 1872, déclare expressément que la taxe, pour les titres circulant en France, est assise sur la même base que les droits de timbre et de transmission, et qu'elle est déterminée en la forme prévue au règlement d'administration publique du 24 mai 1872. N'est donc passible de la taxe, que le revenu correspondant à la quotité du capital déterminée par le ministre des finances, sur l'avis de la commission des valeurs mobilières (*suprà*, p. 73 et suiv.).

(1) Dans le même sens : Seine, 5 juin 1885, Dalloz, 85.5.512.

Le représentant responsable que la société ou l'établissement étranger, dont les titres circulent en France, est tenu de faire agréer pour le paiement des droits de timbre et de transmission, doit également s'engager à acquitter la taxe sur le revenu. C'est ce qui résulte pour les titres cotés de l'article 10 du décret du 17 juillet 1857 et de l'article 4 du décret du 24 mai 1872, dont les dispositions ont été virtuellement étendues à la taxe sur le revenu par l'article 4, § 2, de la loi du 29 juin 1872, et pour les titres introduits en France en dehors de toute inscription à la cote, de l'article 4 du décret du 6 décembre 1872, portant qu'aucune émission ou souscription de titres étrangers ne peut avoir lieu en France qu'après qu'un représentant responsable a été agréé par le ministre des finances. Ces dispositions ont été reprises et complétées par l'article 12 de la loi de finances du 13 avril 1898 (cité, *suprà*, p. 116 et suiv.).

La quotité de cette taxe fixée à 3 0/0 par la loi du 29 juin 1872 (art. 1^{er}), a été élevée à 4 0/0 par l'article 4 de la loi de finances du 26 décembre 1890.

Des revenus passibles de l'impôt. — L'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1872 déclare que la taxe est établie :
 » 1° sur les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature, des sociétés, compagnies ou entreprises quelconques ».

Mais est-ce la création, la production de ces intérêts, dividendes, etc., ou leur distribution qui est ainsi atteinte ?

La question est facilement résolue dans le dernier sens : ce que la loi veut frapper, ce sont les bénéfices distribués.

Le décret du 6 décembre 1872, rendu pour l'exécution de la loi du 29 juin précédent, emploie même cette expression : « La taxe sera payée, porte l'article 1^{er}, en quatre termes égaux déterminés provisoirement d'après le résultat du dernier exercice, réglé et calculé sur les quatre cinquièmes du revenu, *s'il en a été distribué.* » De plus, quel est le mode indiqué par le législateur pour la détermination du revenu ? C'est le dividende, tel qu'il est fixé par les conseils d'administration de la société intéressée. Or, les conseils ne fixent que le revenu à distribuer. Enfin, celui que la loi tend à frapper ici, c'est le porteur de titres et non la société qui ne sert que d'intermédiaire pour assurer le recouvrement de l'impôt. Dans ces conditions, on ne peut songer à atteindre que les revenus qu'il perçoit effectivement (1). La taxe ne peut être exigée que lorsque les bénéfices passent du patrimoine de la société, dans le patrimoine personnel de l'associé. En somme, il suffit, pour l'application de la taxe, que les associés aient touché, ou se soient approprié d'une manière quelconque, en leur qualité d'associés ou d'actionnaires, les bénéfices ou produits réalisés par la société.

Ce principe général admis, examinons les différentes

(1) Déc. min. fin., 12 juin 1885, *Journal de l'Enreg.*, 22514.

hypothèses, dans lesquelles il pourra y avoir distribution de bénéfices.

Elle aura certainement lieu, si le paiement se fait en numéraire. C'est le procédé le plus simple et en même temps le plus usuel, mais néanmoins beaucoup d'autres existent pour atteindre le même but.

Il peut arriver qu'une société ne distribue pas la totalité de ses bénéfices, ou même qu'elle n'en répartisse aucun. Il est convenu, par exemple, d'après les statuts ou une délibération de l'assemblée générale des actionnaires, que les bénéfices ainsi retenus seront mis en réserve, et que, toutes les fois que le montant du principal et intérêts de ce compte d'accroissement atteindra un chiffre déterminé, il sera délivré des actions nouvelles constatant l'augmentation de chaque part du capital social.

Dans cette hypothèse, il est indiscutable, d'après le principe précédemment posé, que le fait seul de la mise en réserve des bénéfices n'est pas passible de l'impôt(1).

Mais la remise aux actionnaires, de nouvelles actions d'un capital nominal supérieur constitue, sans aucun doute, une mise en distribution tombant sous le coup de l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1872 (2).

Nous trouvons une autre hypothèse intéressante dans la *Revue de l'Enregistrement, du domaine et du timbre*

(1) V. aussi en ce sens : Sol. 8 février 1873.

(2) Cass., 7 juin 1880, 2 arrêts, D. P. 80.1.466 ; Instr. 2643, §§ 1 et 2 ; Cass., 21 juin 1879, Instr. 2626, § 7.

(n° 1579), qui mentionne un jugement du tribunal de Nice du 2 août 1897, aux termes duquel, le fait qu'une société par actions, après avoir remboursé à ses actionnaires, au moyen de ses ressources disponibles ou d'un emprunt, le capital apporté, tout en continuant de faire figurer ce capital à l'actif et au passif de ses bilans annuels, et après avoir remplacé ses actions par des titres de jouissance, qui mentionnent néanmoins le capital social, — a maintenu plus tard le capital au passif social, en le supprimant à l'actif, et en a constaté l'existence dans de nouveaux statuts ; — n'est pas de nature à établir juridiquement que la société a changé le caractère du remboursement qu'elle avait effectué, et qu'elle a attribué rétroactivement à ce remboursement le caractère d'une distribution de bénéfices tombant sous l'application de la loi du 29 juin 1872.

D'autre part, quelques sociétés, au lieu de faire supporter par l'actionnaire ou le créancier, l'impôt qui constitue pour eux une charge personnelle, consentent à l'acquitter sans recours et distribuent un dividende net. Il faut voir là un supplément de revenu. En payant la dette de l'actionnaire, la société lui procure un bénéfice qui doit être ajouté au dividende distribué (1). Ceci ne s'entend, évidemment, que pour les deux dernières taxes, l'impôt du timbre constituant une dette

(1) Cass., 6 juillet 1880, D. 80.1.393 ; Décis., min. fin., 24 septembre 1883 ; *Journal de l'Enreg.*, 22382 ; Sol., 3 juillet 1888, *Répert. périod. de l'Enreg.*, 7158 ; Seine, 30 janvier 1897, *Rev. de l'Enreg., du dom. et du timbre*, 1374.

personnelle de la société dont le paiement est définitif, et n'ouvre, à moins de convention contraire passée avec les actionnaires ou les obligataires aucun recours contre ces derniers (1). — En outre, ce point est spécial au produit des actions ; les intérêts des obligations et emprunts ne doivent, en aucun cas, être augmentés des impôts que la société a acquittés à la décharge de ses obligataires et sans recours contre eux (2). Le texte du paragraphe 2 de l'article 2, de la loi du 29 juin 1872, porte, en effet, que le revenu est déterminé pour les obligations et emprunts, par l'intérêt ou le revenu distribué dans l'année. Au contraire, pour les actions, le revenu est déterminé (§ 1^{er}) par le dividende fixé d'après les délibérations des assemblées générales. De cette différence, on a conclu que lorsque les sociétés ou établissements publics prennent à leur charge le paiement de la taxe afférente à l'intérêt des obligations, cette taxe ne peut pas être réputée comme lorsqu'il s'agit des actions, un supplément de revenu passible de l'impôt.

Il semble que le statut réel s'oppose à ce que l'impôt soit perçu, dans les conditions que nous envisageons, sur un autre impôt étranger. En effet, la société étrangère est considérée, pour sa partie imposée, comme française, cette fraction doit donc être traitée comme si l'impôt étranger n'existait pas pour elle.

(1) Sol., 23 juin 1885, *Répert. pér. de l'Enreg.*, 6568 ; Seine, 6 décembre 1890, *Répert. périod.*, 7606.

(2) Décis. min. fin., 28 août 1878, *Journal de l'Enreg.*, 21880 ; Sol., 3 juillet 1888, *Journal de l'Enreg.*, 23071 ; Cass., 6 juillet 1880 ; L., 29 juin 1872, art. 2, § 1 et 2.

Aux termes d'un arrêt de la Cour de cassation du 8 mars 1898 (1) lorsqu'une société distribue à ses actionnaires des sommes égales au montant de leurs actions et maintient à ces titres, lors d'une révision des statuts postérieure à cette distribution, la dénomination d'actions de capital, on doit en conclure, ou que les actions primitives de capital n'ont pas été amorties et transformées en actions de jouissance, ou que, si elles ont été amorties, le capital en a été ultérieurement reconstitué. Dans l'un et l'autre cas, il y a distribution, passible de la taxe sur le revenu.

Que penser de la distribution du fonds de réserve en fin d'entreprise ?

Nous supposons, bien entendu, que la répartition dépasse le montant total des apports.

Pendant la période de liquidation, la taxe est certainement exigible sur tout ce qui est distribué en sus du capital social. C'est, en effet, une solution constante, qu'une société en liquidation subsiste pour les besoins de ladite liquidation. On ne saurait donc objecter sérieusement que, la taxe étant établie sur les dividendes distribués uniquement par une société vivante, il ne peut y avoir de revenus à atteindre quand elle est dissoute.

Mais, après la liquidation, quand la société a cessé complètement d'exister, la taxe reste-t-elle due sur ce que chaque associé reçoit en sus du montant de

(1) *Revue de l'Enreg., du dom. et du timbre*, 1683.

son apport ? Il nous semble qu'on ne peut plus, dans ce cas, parler de mise en distribution ; il n'y a plus de société, et les attributions du fonds social se font à titre de partage. L'opération doit être couverte par le paiement des droits d'enregistrement afférents au partage.

Enfin, le tribunal de la Seine a décidé le 26 février 1898 (1) que, lorsqu'une société, au lieu de payer en espèces à ses actionnaires, l'intérêt statutaire de leurs titres, leur délivre, en représentation de ces intérêts, des obligations ou bons différés négociables, productifs d'intérêts et remboursables par voie de tirage au sort dans le délai de 30 ans, cette délivrance constitue une distribution passible de la taxe sur le revenu.

De ces différentes solutions de la jurisprudence et de l'Administration nous pouvons conclure : que la distribution procède généralement de toute résolution ou opération, par l'effet de laquelle les bénéfices sont l'objet d'une appropriation individuelle de la part des associés : « La perception, porte un arrêt de la Chambre civile du 28 mai 1884 (2), a pour cause déterminante la répartition qui fait passer, *du patrimoine social dans l'avoir personnel des associés ou actionnaires*, les intérêts, dividendes, revenus et *tous autres produits* des actions de toute nature des sociétés financières, industrielles, commerciales et civiles. »

Après avoir précisé les caractères et les faits consti-

(1) *Revue de l'Enreg., du dom. et du timbre*, 1683.

(2) *Inst.*, 2700, § 7.

tutifs de la distribution, ajoutons quelques mots sur le sens du mot produit, à propos des revenus qui peuvent en faire l'objet : le sens de cette expression a été très nettement précisé par la Cour de cassation (1).

En vertu de ce principe qu'il n'est pas permis de distinguer là où la loi ne distingue pas, on doit décider que tous les produits distribués, sans exception, sont passibles de la taxe.

La Cour de cassation a admis dans cet ordre d'idées, que l'impôt s'applique aux bénéfices, sans distinction d'origine, provenant des biens situés en France ou à l'étranger (2).

De même (3), il n'y a pas lieu de distinguer, pour l'exigibilité de l'impôt, entre les bénéfices qui, distribués dès l'expiration de l'exercice social pendant lequel ils ont été réalisés, conservent légalement à l'égard des ayants droit le caractère de fruits, et les bénéfices provenant de réserves et d'accumulations successives, qui leur auraient donné avant la distribution, le caractère juridique de capitaux.

En outre, aux termes d'un arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation du 2 juillet 1894 (4), rendu sur pourvoi d'une société étrangère, lorsque

(1) Cass., Ch. des req., 9 février 1887, D. 87.1.439 ; Ch. civ., 29 avril 1884, D. 84.1.421, et 8 janvier 1889, D. 89.1.131 ; *Journ. de l'Enreg.*, 22807, 22313, 23153.

(2) Cass., 21 juin 1880, Inst. 2643, § 4.

(3) Cass., 26 octobre 1892, Inst. 2834, § 5.

(4) *Rev. de l'Enreg., du dom. et du timbre*, 756.

les statuts d'une société portent que, même en l'absence de bénéfices, l'intérêt de 5 0/0 sera versé aux actionnaires, au besoin sur le capital social, les intérêts payés en vertu d'un tel engagement constituent, non pas un amortissement du capital, mais un produit de l'action et donnent lieu à la taxe de 4 0/0 lors de leur distribution.

L'exigibilité est donc indépendante de la nature, de l'origine des produits mis en distribution, et même de la circonstance que les bénéfices distribués proviennent de revenus déjà soumis eux-mêmes à l'impôt. Il y a deux faits juridiques, indépendants l'un de l'autre et, par suite, comportant chacun une perception particulière (1).

Il résulte de ce que nous venons d'exposer que tout bénéfice est taxé par le fait seul de sa distribution, sans qu'il y ait à se préoccuper de la date à laquelle il a été réalisé. Cet impôt ayant une pareille cause génératrice, il en résulte que le paiement ne peut être que postérieur à la dite distribution (2).

Il y a eu également lieu à application du même prin-

(1) Seine, 27 mai 1881, *Repert. périod.*, 5780 ; Cass. req., 14 novembre 1882, D. 83.1.423 ; Cass. req., 4 avril 1887, Inst. 2741.

(2) Pour ne pas créer une inégalité injustifiée entre les sociétés qui procèdent à la distribution de leurs dividendes avant ou après le 1^{er} juillet, la loi du 29 juin 1872 a, dans son article 3, § 3, adopté la disposition suivante : « Pour l'année 1872, les revenus, intérêts et dividendes, seront sujets à la taxe pour moitié seulement de leur montant, quelle que soit d'ailleurs l'époque à laquelle le paiement aura lieu. »

cipe pour résoudre la question de savoir, si la surtaxe de 1 0/0 édictée par la loi de finances du 26 décembre 1890 était exigible sur les revenus acquis antérieurement au 1^{er} janvier 1891, mais distribués ou payables à partir de cette époque. Cette question a été tranchée par une solution du 14 janvier 1891 (1), aux termes de laquelle le tarif de 4 0/0 est applicable : aux dividendes des actions distribuées à partir du 1^{er} janvier 1891, alors même qu'ils auraient été réalisés antérieurement ; 2° aux coupons venant à échéance le 1^{er} janvier 1891 et jours suivants, bien que l'intérêt qu'ils représentent ait couru en tout ou en partie, sous l'empire du tarif de 3 0/0 ; 3° aux primes de remboursement payables à dater du 1^{er} janvier 1891, quand même le tirage des lots aurait eu lieu précédemment.

Au contraire la taxe de 3 0/0 devrait être seule exigée sur les dividendes, intérêts et primes de remboursement, mis en distribution ou en paiement avant le 1^{er} janvier 1891, quoique par une circonstance fortuite ou quelconque, ils n'aient pas été réellement payés à cette époque (2).

La distribution constituant le fait générateur de l'impôt, il est évident que la surtaxe de 1 0/0 doit atteindre tous les produits des actions et obligations mis en distribution ou en paiement à partir du 1^{er} janvier 1891,

(1) *Revue de l'Enreg., du droit et du timbre*, 7588.

(2) V. discussion au Sénat de la loi du 26 décembre 1890, explications de M. Boulanger, rapporteur de la commission des finances. *Répert. périod.*, 7523 ; *Solut.*, 21 juillet 1894, *Rev. de l'Enreg.*, 866.

quelle que soit l'époque à laquelle les bénéfices ont été réalisés, et quand bien même les intérêts s'appliqueraient à une époque antérieure.

On s'est demandé ensuite si le terme à verser dans les vingt premiers jours du mois de janvier était, ou non, passible de la surtaxe. La solution du 30 janvier 1892 a tranché cette question (1). La taxe sur le revenu étant exigible, non d'avance, mais à terme échu, dans les vingt jours qui suivent l'expiration de chaque trimestre, l'impôt venant à échéance le 20 janvier 1891 n'est donc pas sujet à la surtaxe établie par la loi du 26 décembre 1890.

2° La seconde catégorie de revenus soumis à la taxe sur le revenu des valeurs mobilière comprend : « Les ar-rérages et intérêts annuels des emprunts et obligations des établissements publics et des sociétés » (art. 1^{er}, 2^o).

Par l'adjonction du mot « emprunts » au mot « obligations », le législateur a voulu atteindre tous les emprunts sous quelque forme qu'ils se produisent, négociables ou non.

Mais, ici, les obligations seules rentrent dans le cadre de notre sujet.

3° Il en est de même de la troisième catégorie de revenus passibles de l'impôt. Elle comprend « les intérêts produits et les bénéfices annuels des parts d'intérêts et

(1) *Répert. périod. de l'Enreg.*, 7770 ; Délib, 19 juillet 1893, *Revue de l'Enreg.*, 1047.

commandites dans les sociétés, compagnies et entreprises dont le capital n'est pas divisé en actions ».

L'action, c'est un intérêt cessible par la volonté de l'associé ; ce qui la caractérise, c'est sa *circulabilité*. D'autre part, ce sont les faits de négociation ou de circulation en France qui rendent applicables aux valeurs étrangères les taxes françaises. Ces taxes ne s'appliqueront donc qu'aux actions, et le paragraphe 3 de l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1872 visant des titres en principe, non négociables, n'atteindra pas les étrangers.

Il faut faire toutefois une réserve pour ceux qui ont pour objet des valeurs situées en France. Car ils tomberaient sous le coup de l'article 3, alinéa 1, *in fine*, du décret du 6 décembre 1872.

Des époques de paiement de la taxe sur le revenu. — Ce paiement est effectué en quatre termes égaux, dans les vingt premiers jours des mois de janvier, avril, juillet et octobre (articles 1 et 2 du décret du 6 décembre 1872).

En ce qui concerne le trimestre de juillet 1872, l'article 6 du même décret dispose dans son paragraphe 2 que : « le premier versement aura lieu dans les vingt jours de la promulgation du présent décret » (inséré au *Journal officiel*, le 11 décembre 1872).

La taxe est payée « 1° pour les obligations, emprunts et autres valeurs dont le revenu est fixé et déterminé à l'avance, en quatre termes égaux, d'après les produits annuels afférents à ces valeurs » ;

2° « Pour les actions, parts d'intérêts, commandites et

emprunts à revenu variable, la taxe est versée en quatre termes égaux déterminés provisoirement par le résultat du dernier exercice réglé, et calculée sur les quatre cinquièmes du revenu distribué. » Quant aux « sociétés nouvellement créées », elles doivent acquitter l'impôt « à raison de 5 0/0 du capital appelé ».

« Chaque année après la clôture des écritures relatives à l'exercice, il est procédé à une liquidation définitive de la taxe due pour l'exercice entier. »

L'article 2, paragraphe 2, indique les documents qui doivent être remis par la société à l'Administration, et énumère les pénalités résultant du défaut d'observation de ces formalités. Aux termes de cet article : « La liquidation définitive a lieu au moment du dépôt, prescrit par l'article 2 de la loi du 29 juin 1872, des comptes rendus et extraits des délibérations des assemblées générales d'actionnaires ou des conseils d'administration, ou de tous autres documents analogues fixant le dividende distribué. »

« Cette liquidation doit être établie dans les vingt premiers jours du mois de mai, pour les sociétés auxquelles leurs statuts n'imposent pas l'obligation de prendre des délibérations sur ce sujet. Dans ce cas, la liquidation définitive est opérée à raison de 5 0/0 du prix moyen des cessions de parts d'intérêts consenties pendant l'année précédente et dûment enregistrées, et, à défaut de cessions, d'après l'évaluation à 5 0/0 du montant du capital social de la commandite ».

Les solutions de l'Administration des 15 mars et 21 mai 1884, indiquent que ce sont les résultats du dernier exercice social et non ceux de l'année grégorienne qui doivent servir de base à la liquidation provisoire.

Les conséquences qui découlent du résultat de la liquidation effectuée, sont indiquées par l'article 1^{er} précité, *in fine*, qui dispose que : « Si de cette liquidation il résulte un complément de taxe au profit du Trésor, il est immédiatement acquitté. Dans le cas contraire, l'excédent versé est imputé sur l'exercice courant, ou remboursé, si la société est arrivée à son terme ou si elle a cessé de donner des revenus (1).

Toute contravention à ces dispositions est punie d'une amende de 100 à 5.000 francs (plus 2 décimes 1/2).

Lots et primes de remboursement. — La prime de remboursement est constituée par la différence entre le prix d'émission et le prix de remboursement. Ces primes ne sont pas autre chose que des intérêts mis en réserve, retenus sur chaque titre pour être distribués en une seule fois à un certain nombre d'entre eux que le sort favorise ; une compagnie qui emprunte pourrait en effet donner à ses prêteurs un intérêt plus élevé, si elle n'allouait ni primes ni lots.

On semblerait donc fondé, sous l'empire de la seule

(1) V. Sol., 30 janvier 1896, *Revue de l'Enreg., des dom. et du timbre*, 1146.

loi du 29 juin 1872, à considérer ces produits comme un revenu imposable soumis à la taxe de 4 0/0.

Tout d'abord, par une solution du 21 mars 1873, l'Administration en avait décidé autrement. Mais une loi du 21 juin 1875, assujettit à l'impôt les lots et primes de remboursement payés aux créanciers et porteurs d'obligations, effets publics et autres titres d'emprunt.

De même que la loi de 1872 n'atteint que le revenu réel des valeurs, l'article 5 de la loi du 21 juin 1875 qui la complète, n'atteint que le bénéfice réel résultant des lots et primes de remboursement. Pour apprécier la valeur de la prime, il y a lieu de déduire de la somme payée, la valeur du titre d'après son taux d'émission. En ce qui concerne les lots, la seule lecture du texte amènerait à décider que l'impôt doit être perçu sur leur montant, sans aucune déduction. Cette solution serait en opposition manifeste avec l'intention du législateur. Il a seulement voulu, comme nous l'avons dit, atteindre le bénéfice net. L'Administration l'a reconnu dans une solution du 20 novembre 1875. Si le lot payé comprend, en même temps, le remboursement de la somme versée pour la souscription du titre, c'est sur l'excédent seul que la taxe est exigible, car lui seul représente le bénéfice réalisé.

Comment connaître ce taux d'émission ? C'était une source de difficultés qui ont été réglées par le décret du 15 décembre 1875, rendu en exécution de la loi du 21 juin précédent. Lorsque le taux d'émission a été le

même, pour toutes les obligations ou pour les autres effets publics, c'est ce taux qui sert de base à la liquidation.

Si le taux a varié, il est déterminé pour chaque emprunt, c'est-à-dire pour toutes les obligations du même type, par une moyenne établie en divisant par le nombre de titres correspondant à cet emprunt, le montant brut de l'emprunt total, sous la seule déduction des arrérages courus au moment de chaque vente.

L'émission faite à des taux variables, n'est-elle pas terminée, la moyenne est alors établie d'après la situation de l'emprunt au 31 décembre de l'année qui a précédé celle du tirage. Enfin, lorsque le taux d'émission ne pourra être connu conformément aux dispositions précédentes, on admettra que le titre a été émis, moyennant un capital formé de vingt fois l'intérêt annuel stipulé lors de l'émission, au profit du porteur des titres. A défaut d'intérêt stipulé, il est pourvu à la fixation du taux d'émission dans la forme tracée par l'article 16 de la loi du 22 frimaire an VII (déclaration estimative des parties).

Le règlement d'administration publique, n'a édicté aucune mesure en ce qui concerne la détermination de la valeur des lots. L'article 5 de la loi du 21 juin 1875 porte que cette valeur est représentée par le montant même du lot en monnaie française.

S'il s'agit d'un lot payé en monnaie étrangère, c'est à la société ou à l'établissement public à indiquer au

receveur, lors du paiement de la taxe, la valeur représentative du lot en monnaie française. Sa déclaration sera contrôlée, soit par les énonciations des décrets rendus en exécution de la loi du 13 mai 1863 sur la conversion des monnaies étrangères, soit par celles des bulletins authentiques du cours de la Bourse ou par d'autres moyens analogues.

Paiement de la taxe. — La taxe est avancée par les sociétés, compagnies, entreprises, départements et établissements publics, conformément à l'article 3 de la loi du 29 juin 1872.

Elle est payée dans les vingt jours qui suivent le jour fixé pour le paiement des lots et primes de remboursement, au bureau de l'enregistrement désigné pour recevoir la taxe sur le revenu.

Chaque versement doit être accompagné de certaines justifications. Il est remis au receveur, une copie certifiée du procès-verbal de tirage au sort avec un état indiquant pour chaque tirage : 1° le nombre des titres amortis ; 2° le taux d'émission de ces titres, déterminé conformément aux articles 1 et 2, s'il s'agit de primes de remboursement ; 3° le montant des lots et primes échus aux titres sortis ; 4° la somme sur laquelle le taux est exigible (art. 3).

Toutes les dispositions précédentes sont applicables aux sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes et provinces étrangères.

La taxe est assise sur la même base que les droits

de timbre et de transmission ; elle est déterminée, conformément à l'article 1^{er} du décret du 24 mai 1872. Si une société étrangère acquitte, par exemple, pour les intérêts annuels, la taxe sur la moitié de ses obligations, elle devra payer le droit sur la moitié également des lots et des primes de remboursement sortis au tirage. Il n'y a pas à distinguer entre les porteurs français et les porteurs étrangers (1).

L'article 4 du décret du 15 décembre 1875 assujettit les sociétés, compagnies, etc. à la communication aux agents de l'Administration, des documents et écritures relatifs aux lots et aux primes de remboursement. L'article 5 déclare cette disposition applicable aux sociétés étrangères.

Mais la comptabilité et les autres documents que les agents sont autorisés à se faire représenter, ne peuvent en général être consultés, s'il s'agit de sociétés étrangères. Aussi l'article 5, alinéa 3, du décret exige-t-il que les pièces dont le dépôt est prescrit par l'article 3 et qui doivent être remises par les représentants responsables, soient vérifiées et certifiées par les agents diplomatiques ou consulaires français. Cette disposition est empruntée au décret du 28 mars 1868, qui accorde la dispense du droit de timbre aux sociétés étrangères infructueuses.

Les pénalités relatives à l'inexécution de la loi ou du

(1) *Instruct. de l'Enreg.*, 17 décembre 1875, n° 2536.

règlement d'administration publique, résultent de l'article 5 *in fine*. Pour leur application, comme en ce qui concerne les poursuites tendant au recouvrement de cet impôt, la loi se réfère à celle du 29 juin 1872 relative à l'impôt direct sur le revenu.

De la prescription en matière de taxe sur le revenu. — Aucune disposition de la loi du 29 juin 1872 ne prévoit cette importante question. L'article 5 de cette loi disposait seulement que : « Chaque contravention aux dispositions qui précèdent et à celles du règlement d'administration publique qui sera fait pour leur exécution, sera punie conformément à l'article 10 de la loi du 23 juin 1857. Le recouvrement de la taxe sur le revenu sera suivi, et les instances seront introduites et jugées comme en matière d'enregistrement. » Quelle était la portée du renvoi fait par ce dernier paragraphe à la loi du 22 frimaire an VII ? S'étend-il à toutes les questions de prescription et rend-il applicable en matière d'impôt sur le revenu, l'article 67 de la loi de frimaire ? Dans le sens de l'affirmative, on peut faire valoir de sérieux arguments. Le plus sérieux est tiré de ce que dans l'article 5, 1^{re} alinéa, de la loi du 29 juin 1872, le renvoi à la loi du 22 frimaire an VII est formel en ce qui concerne les amendes. En effet, l'article 10 de la loi du 23 juin 1857, cité au texte, se réfère lui-même à l'article 39 de la loi de frimaire. Si une interprétation différente était admise pour le 2^e alinéa, il s'ensuivrait cette anomalie, qu'étant donné un fait

unique, rendant la taxe exigible et constituant en même temps une contravention, la taxe continuerait à être due, quand la peine attachée à la contravention serait prescrite. De plus, dans le deuxième alinéa, le recouvrement de la taxe, d'une part, et l'introduction et le jugement des instances, d'autre part, correspondent à deux idées distinctes. La deuxième embrasse toutes les phases de la procédure contentieuse, la première toutes les règles de forme et de fond auxquelles est soumise l'action de la Régie. La prescription doit être rangée parmi les règles relatives au recouvrement.

Ces raisons semblent avoir, au début, triomphé devant les tribunaux, si l'on regarde les jugements du tribunal de la Seine du 22 avril 1881 (1) et de celui de Reims du 27 septembre 1879 (2).

Mais, à l'inverse, ces arguments n'ont point convaincu la Cour de cassation qui, par une longue série d'arrêts, a consacré le principe de la prescription trentenaire. Les inconvénients de cette jurisprudence étaient déplorables et laissaient les sociétés à l'égard des réclamations du Trésor, dans une incertitude regrettable. Aussi elles demandaient, pour concilier plus sûrement les intérêts du fisc et la sécurité due aux redevables, l'établissement par des dispositions spéciales : d'une part, pour les demandes de suppléments de taxes, la prescription de un an, deux ans au plus, à partir de la

(1) D. P. 1883.3.63.

(2) D. P. 1881.5.390.

liquidation définitive; d'autre part, pour les poursuites à exercer en cas de non-déclaration, la prescription de 5 ans (1).

L'article 21 de la loi de finances du 26 juillet 1893 est venu réglementer cette matière, en disposant que : « L'action du Trésor en recouvrement de la taxe établie sur le revenu des valeurs mobilières est soumise à la prescription de cinq ans. — Ce délai a pour point de départ la date de l'exigibilité des droits et des amendes. — Toutefois, dans les sociétés dont l'existence n'a pas été portée à la connaissance des tiers par les publications légales, ainsi que dans toutes sociétés et établissements non soumis par les lois existantes aux investigations des agents de l'enregistrement, la prescription ne court contre l'Administration que du jour où elle a pu constater l'exigibilité de l'impôt au vu d'un acte soumis à l'enregistrement, ou au moyen des documents régulièrement déposés au bureau compétent pour la perception de l'impôt. — En outre, dans les sociétés et établissements soumis aux investigations de l'Administration de l'enregistrement, la prescription est suspendue par un procès-verbal dressé pour constater le refus de communication, et suivi de poursuites dans le délai d'une année, à moins que l'Administration ne succombe définitivement dans cette poursuite exercée en vertu de

(1) V. en ce sens Desmasure, *Régime fiscal des sociétés*, p. 309 et suivantes. V. également projet de loi déposé par le gouvernement le 14 mai 1887.

ce procès-verbal. Elle ne commence à courir, en pareil cas, que du jour où il est constaté par une mention inscrite par un agent de contrôle sur un des principaux livres de la société ou de l'établissement, que l'Administration a repris le libre exercice de son droit de vérification.

Depuis la loi en question du 26 juillet 1893, il n'y a plus lieu d'appliquer la déchéance quinquennale en matière d'impôt sur le revenu, comme cela a lieu en matière de timbre, en invoquant l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831 (1).

En effet, aux termes de l'article 21, § 4, de la loi de 1893 : « L'action des redevables contre le Trésor, en restitution des taxes indûment perçues, se prescrit également par cinq ans, à compter de la date de l'indue perception. — Toute prescription commencée avant la promulgation de la présente loi sera acquise dans le délai de cinq ans, à partir de cette promulgation. »

(1) V. *Revue de l'Enreg., du dom. et du timbre*, 1301.

TITRE III

TITRES DE RENTES ET EFFETS PUBLICS DES GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS.

Evolution de la législation sur cette matière.

Les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers ont été astreints pour la première fois à l'impôt par la loi du 13 mai 1863. Le désir de faire cesser l'immunité fiscale dont jouissaient ces titres par rapport aux autres valeurs, était contrebalancé par l'embarras des mesures propres à assurer l'exécution de la perception de cette taxe, et la crainte de mesures de rétorsion de la part des autres États. Ces préoccupations sont visibles encore dans les explications fournies plus tard, lors des travaux préparatoires de la loi du 25 mai 1872, par M. Mathieu-Bodet, rapporteur, au nom de la commission du budget : « Il a paru difficile, dit-il, de fixer conventionnellement une taxe annuelle sur tout ou partie du capital représenté par les titres de rentes d'un État, parce qu'il a semblé que le Trésor français ne pourrait pas entrer pour l'acquittement de l'impôt, en relations directes avec le gouvernement qui a émis ces titres (1). »

(1) *Répert. périod. de l'Enreg.*, 3441, p. 414.

Ces difficultés semblent résolues par l'adoption d'un droit de timbre au comptant. En effet, on ne rencontre plus ainsi les mêmes difficultés de recouvrement, puisque les dispositions de la loi visent directement les porteurs de ces titres ou ceux qui coopèrent à leur émission sur le marché français.

La quotité des droits auxquels ces valeurs sont astreintes et les causes extérieures qui entraînent leur exigibilité ont varié sous l'empire des lois diverses qui se sont succédé :

Tout d'abord la loi précitée du 13 mai 1863, dans son article 6, déclare que : « A dater du 1^{er} juillet 1863, sont soumis à un droit de timbre de 50 centimes par 100 francs ou fractions de 100 francs du montant de leur valeur nominale, les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers, quelle qu'ait été l'époque de leur création » . . . , puis aux termes de l'article 7 : « Aucune transmission des titres énoncés en l'article précédent ne peut avoir lieu avant que ces titres aient acquitté le droit de timbre. En cas de contravention, le propriétaire du titre et l'agent de change ou tout autre officier public qui aura concouru à sa transmission, seront passibles chacun d'une amende de 10 0/0 de la valeur nominale de ce titre. »

Cette taxe de 0 fr. 50 0/0 est portée ensuite à 1 0/0 par l'article 7 de la loi du 8 juin 1864. Mais, toutes ces lois n'atteignent les effets publics des gouvernements étran-

gers, qu'à raison de leur négociation sur le marché officiel (1).

L'article 2 de la loi du 30 mars 1872 est venu ajouter à ce fait générateur unique de l'impôt, ceux qui résultent de la négociation, de l'exposition en vente et de l'énonciation dans les actes de toute nature, à l'exception des inventaires (V. *suprà*, p. 121 et suiv.).

L'article 2 de la loi du 23 mai 1872 est venu ajouter deux autres causes génératrices de cette taxe : l'émission et la souscription, en disposant que : « aucune émission ou souscription de titres de rentes ou effets publics des gouvernements étrangers ne peut être annoncée, effectuée ou publiée en France, sans qu'il ait été fait, dix jours à l'avance au bureau de l'enregistrement de la résidence, une déclaration dont la date est mentionnée dans l'avis ou annonce. » — Le deuxième paragraphe ajoute, que le paiement du droit de timbre doit être effectué préalablement à toute remise des titres aux intéressés. — Cette loi réduit le tarif de cette taxe en adoptant un droit gradué.

A ce dernier droit, l'article 3 de la loi de finances du 28 décembre 1895, complété par le règlement d'administration publique du 2 janvier 1896, a substitué un droit proportionnel de 0 fr. 50 0/0. Ce dernier a été modifié par l'article 13 de la loi de finances du 13 avril 1898, aux termes duquel :

(1) Seine, 3 mars 1866, *Repert. périod. de l'Enreg.*, 2364.

« A partir du 1^{er} janvier 1899, le droit de timbre au comptant des titres étrangers désignés dans l'article 6 de la loi du 13 mai 1863 est fixé à 1 0/0, sauf en ce qui concerne les titres déjà timbrés à cette date au tarif de 0 fr. 50 0/0.

« Ce droit n'est pas soumis aux décimes. Il sera perçu sur la valeur nominale de chaque titre ou coupon considéré isolément, et, dans tous les cas, sur un minimum de 100 francs.

« Pour les titres déjà timbrés au 1^{er} janvier 1899 au tarif antérieur à la loi du 28 décembre 1895, le droit de 1 0/0 ne sera appliqué qu'imputation faite du montant de l'impôt déjà payé. »

Lors de la discussion de la loi de finances, M. Krantz rapporteur, s'exprimait ainsi, au sujet des dispositions transitoires précitées : « Il y a deux ans à peine, la loi du 28 décembre 1895 élevait de 15 à 50 centimes la taxe sur les fonds d'État étrangers. Aujourd'hui, nous vous demandons de porter à 1 franc le droit de timbre de 0 fr. 50. Il est certain que pour l'avenir le doublement de la taxe ne présente pas de graves inconvénients, et les émissions futures peuvent supporter cette augmentation ; mais pour les porteurs actuels qui auraient à faire usage, après la promulgation de notre loi de titres antérieurement timbrés à 15 centimes, le coup sera rude si on les assujettit à la nouvelle taxe, du jour au lendemain, sans aucun délai.

« Le gouvernement et la commission du budget ont

pensé qu'il était utile et nécessaire de donner un délai pour l'acquittement du droit de timbre de 1 franc. Ce délai, nous l'avons étendu jusqu'au 31 décembre 1898, pour laisser aux porteurs de titres le temps de payer l'impôt, sans attendre l'époque à laquelle ils auront à faire usage de ces valeurs, si cette époque doit être postérieure au 1^{er} janvier 1899. Quiconque utilisera après cette date, dans un écrit ou énoncera dans un acte autre qu'un inventaire, comme le dit la loi du 30 mars 1872, un titre non timbré à 50 centimes, ne pourra pas se plaindre d'être taxé au droit de 1 franc puisqu'il n'aura pas bénéficié du délai imparti par la loi. Au contraire, si du jour au lendemain nous avions imposé le doublement du timbre, nous aurions donné à la loi un effet rétroactif et nous aurions impliqué à une mesure fiscale un caractère peu équitable. »

Enfin le dernier paragraphe de l'article 13, accorde une faveur exceptionnelle à certains titres étrangers en déclarant que :

« Resteront soumis au droit de 50 centimes par 100 francs les fonds étrangers cotés à la Bourse officielle, dont le cours, au moment où le droit devient exigible, sera tombé au-dessous de la moitié du pair par suite d'une diminution de l'intérêt imposée par l'État débiteur. »

Des titres assujettis au paiement du droit de timbre applicable aux fonds d'État et effets publics des gouvernements étrangers.

De la distinction entre les effets publics des gouvernements étrangers et les autres valeurs. — Elle a une très grande importance. En effet, tandis que les titres des sociétés, compagnies, entreprises, villes, provinces et établissements publics étrangers sont assujettis à la triple taxe, les fonds d'État étrangers, au contraire, ne doivent que le droit de timbre au comptant, en raison de certains faits extérieurs indiquant leur circulation en France.

Ces derniers doivent émaner d'un État ayant une souveraineté propre. Les titres émis par une collectivité n'ayant que le caractère de circonscription administrative ne peuvent, par conséquent, être considérés que comme des titres de provinces.

Des expressions très générales des lois des 30 mars et 25 mai 1872 « les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers », il résulte, que tous les effets publics que peut souscrire un gouvernement étranger tombent dans la sphère d'application de la loi.

Des difficultés peuvent surgir dans le cas d'émission simultanée de valeurs par un État étranger et par une société. En cette hypothèse, les droits et les prestations auxquelles les parties se sont obligées, peuvent varier à

l'infini ; aussi les décisions devront-elles être prises dans chaque cas particulier en tenant compte des circonstances spéciales de l'affaire. On devra se baser notamment sur la considération principale de savoir, quelle est celle des parties qui est obligée directement et personnellement, au remboursement des titres émis et au paiement de leurs intérêts ou arrérages (1).

On peut donc définir les titres de gouvernement, ou fonds d'État de la manière suivante : « Ce sont toutes les valeurs émises par une collectivité investie des droits de souveraineté et de puissance publique, par laquelle le remboursement et le paiement des intérêts ou arrérages sont assurés directement et personnellement. »

Toutefois une solution du 17 octobre 1892 a décidé, que des billets à ordre souscrits par un gouvernement étranger à six mois d'échéance, et payables en France, constituent des effets assujettis seulement au droit de 0 fr. 05 par 100 francs. Cette solution est juste, car ces effets sont relatifs à une opération particulière, revêtent un caractère privé et, à ce titre, ils rentrent dans la catégorie des effets de commerce ordinaires.

D'autre part, de même que les billets de banque étrangers ne sont pas, comme les titres des sociétés étrangères, soumis à la loi du 30 mars 1872, de même, le papier-monnaie qui n'est qu'un substitut de la mon-

(1) En ce sens : Décis. min. des fin., 13 et 18 juin 1869 ; Sol. 26 juin 1869.

naie métallique, échappe aux dispositions de la loi du 25 mai 1872 (1).

En l'absence de titre représentatif de la créance, le droit de timbre sur les fonds d'État est-il exigible? En d'autres termes, la perception de cet impôt est-elle subordonnée à la création matérielle de titres? L'affirmative paraît devoir être prononcée. En effet, le droit de timbre est un impôt de consommation. En cette qualité, il ne peut être dû qu'autant qu'il existe un écrit susceptible d'être timbré (2). Cette condition ne peut être réalisée, si des emprunts contractés par un gouvernement étranger ne sont pas représentés par un titre quelconque.

Une solution du 20 juin 1885 (3) a fait application de ce principe à des consolidés anglais nominalifs. Les opérations de transferts, mutations, conversions d'inscriptions nominatives en titres au porteur, et réciproquement, ainsi que le service des intérêts, relatifs aux consolidés, sont effectués par la Banque d'Angleterre pour le compte de l'État. Aucun extrait de ces inscriptions ne peut être délivré. Un sollicitor (notaire) seulement peut certifier qu'il en a pris connaissance. « Dans ces conditions, ajoute la solution, l'inscription au grand livre, qui forme le seul titre des créanciers de l'État britannique, ne saurait tomber sous l'application

(1) Sol., 14 juin 1877, *Journ. de l'Enreg.*, 20574.

(2) V. *suprà*, pp. 97 et suiv., 139 et suiv.

(3) *Répert. périod. de l'Enreg.*, 6567 ; Sol., 9 mars 1888 (r. Hollandaise), *Rev. prat.*, n° 2393.

de l'article 2 de la loi du 30 mars 1872, malgré les termes généraux dont s'est servi le législateur.

« En effet, la loi oblige les parties et le notaire qui énoncent dans un acte des titres étrangers, à faire connaître la date et le numéroté du visa pour timbre apposé sur ces titres.

« Or, dans l'espèce, ces conditions ne peuvent être remplies.

« Il faut en conclure que les consolidés anglais nominatifs énoncés, directement ou par voie de référence, dans le contrat de mariage, ne peuvent donner ouverture à la perception d'aucun droit de timbre. La jurisprudence de l'Administration est fixée en ce sens. »

Exigibilité. — Tarif et liquidation du droit de timbre.

Parmi les faits constitutifs de l'exigibilité du droit de timbre, la loi du 30 mars 1872 ne visait que ceux résultant de la négociation, l'exposition en vente et l'énonciation dans les actes autres que les inventaires (1).

Ces trois causes venaient s'ajouter à la seule prévue par la loi du 13 mai 1886 : la négociation officielle.

La loi du 25 mai 1872 y ajoute, dans son article 2, l'émission ou souscription en France : « Aucune émission ou souscription de titres de rentes ou effets publics des gouvernements étrangers ne peut être annoncée, publiée ou effectuée en France, sans qu'il ait été fait,

(1) *Suprà*, p. 115 et suiv.

dix jours à l'avance, au bureau d'enregistrement de la résidence, une déclaration dont la date est mentionnée dans l'avis ou annonce. — Les titres ou les certificats provisoires de titres souscrits ou émis en France ne pourront être remis aux souscripteurs ou preneurs sans avoir préalablement acquitté les droits de timbre fixés par l'article précédent... »

Le législateur a assuré l'observation de ces prescriptions en édictant, dans l'article 3, des pénalités : « Chaque contravention aux dispositions des paragraphes 1^{er} et 2 de l'article précédent, pourra être constatée dans les formes et conditions indiquées au troisième paragraphe de l'article 2 de la loi du 30 mars 1872 (1). Elle sera également punie d'une amende de 5 0/0 de la valeur nominale des titres annoncés ou émis, sans que cette amende puisse être inférieure à 50 francs.

« L'amende est due personnellement et sans recours par celui qui a fait des annonces sans déclaration préalable, qui a émis ou qui a servi d'intermédiaire pour l'émission ou la souscription de titres non timbrés. La même amende sera exigible à raison d'émission ou de souscription faite sans déclaration préalable. Le souscripteur ou le preneur de titres non timbrés est tenu solidairement de l'amende, sauf son recours contre celui qui a ouvert la souscription ou émis les titres. »

(1) C'est-à-dire que la constatation peut être effectuée dans tous les lieux ouverts au public, par les agents ayant qualité pour verbaliser en matière de timbre (*Suprà*, p. 119).

En précisant les caractères de l'émission et de la souscription, on peut dire que :

L'émission, *lato sensu*, doit s'entendre de tout placement de titres effectué en France.

La souscription est un terme plus spécial, et ne doit comprendre que le placement de titres en voie de création (1).

Ces dispositions paraissent viser les intermédiaires et les banquiers bien plus que les simples particuliers. Ainsi, il résulte des explications de M. Mathieu-Bodet (2) prises pour règle par l'Administration (3), que ce texte ne vise que l'émission ou la souscription effectuée en France dans une maison de banque avec une certaine publicité et non les opérations privées, comme la souscription isolée d'un titre de rente étranger, réalisée par un banquier, sur l'ordre et pour le compte d'un client.

Il ressort, au reste, des débats à la Chambre des députés, lors des travaux préparatoires de l'article 2 de la loi du 29 juin 1872, que tout procédé de publicité venant solliciter la souscription d'un emprunt tombe sous l'application de la loi. Cela atteint donc les journaux, affiches et circulaires.

C'est ainsi qu'une solution du 9 novembre 1892, a décidé qu'il y a contravention dans le fait d'insérer dans

(1) V. *suprà*, p. 49 et suiv.

(2) *J. off.*, 26 mai 1872, p. 3510.

(3) Instr. 2446.

un journal, non des annonces proprement dites, mais des articles de discussion et d'appréciation, qui ont pour résultat de donner de la publicité à l'émission ou à la souscription de titres ou effets publics étrangers, faisant échec à nos dispositions fiscales.

Une autre solution du 24 septembre 1872 et celle du 7 novembre de la même année, prescrivent l'entente entre l'Administration et le service des postes et télégraphes, pour effectuer, le cas échéant, la saisie des circulaires.

Mais il faudrait excepter de ces dernières dispositions, déclare une solution du 9 juin 1875 : 1° les emprunts quels qu'ils soient, qui doivent être émis seulement à l'étranger ; 2° les tirages d'emprunts étrangers de toute sorte déjà émis.

Certificats provisoires et titres définitifs. — En premier lieu, l'Administration interpréta (1) la loi du 13 mai 1863 en ce sens, que l'impôt du timbre n'atteignait pas les certificats provisoires et que, seuls, les titres définitifs en étaient chargés. L'article 2 de la loi du 25 mai 1872 est venu détruire cette interprétation en disposant, dans son dernier paragraphe que : « si le droit a été payé « sur le certificat provisoire, le titre définitif correspondant sera timbré sans frais sur la représentation de ce certificat » (2).

(1) Instruction 2250.

(2) *Répert. périod. de l'Enreg.*, p. 421, 3441. V. *suprà* : Timbre au comptant, p. 129 et suiv.

Les exigences de l'Administration pour les conditions dans lesquelles doit s'effectuer cette imputation, ont varié : tout d'abord, elle exigea, non pas l'identité de numéro entre le titre provisoire et le titre définitif, mais *l'identité de somme* (1).

Puis, elle a admis le timbrage des titres définitifs unitaires ou multiples, en remplacement de certificats provisoires unitaires ou multiples, ne tenant aucun compte du nombre des coupures, et ne considérant que l'équivalence entre le montant de la somme totale des titres provisoires et celle des titres définitifs (2).

Il n'y a donc actuellement de concordance obligatoire ni entre les numéros, ni entre les sommes de ces valeurs.

Les titres définitifs ne peuvent être timbrés gratuitement que sur la représentation matérielle des certificats provisoires dont l'empreinte doit être annulée (3). Il ne faut voir que des dispositions de faveur exceptionnelles, dans deux décisions du ministre des finances des 17 juin 1889 et 17 octobre 1892.

Titres en renouvellement. — Nous avons vu qu'aux termes de l'article 17 de la loi du 5 juin 1850, relative aux actions des sociétés, que le nouveau titre peut être timbré sans le paiement d'aucun droit, sur la représentation du titre primitif, dont le timbre doit

(1) Sol., 18 février 1874.

(2) Sol., 21 mai et 30 novembre 1874 ; Sol., 11 mars, 5 mai 1875.

(3) Sol., 25 octobre 1873, art. 2, § 3, *in fine* ; Loi, 25 mai 1872.

être annulé. Peut-on étendre l'application des dispositions de cet article, aux titres et effets publics des gouvernements étrangers ?

Tout d'abord l'Administration répondit négativement (1). Aujourd'hui, elle l'admet implicitement par une solution du 19 juin 1873, qui refuse le bénéfice de cette imputation, si les nouveaux titres contiennent des différences avec les anciens pour le paiement et le montant des intérêts.

D'autre part, une décision du ministre des finances du 20 janvier 1883, rendue conformément à l'arrêt du Conseil d'État du 11 janvier 1883, déclare que cette exemption ne saurait avoir lieu au profit de nouveaux titres, si le renouvellement entraîne une modification des titres primitifs portant sur le capital, le taux de l'intérêt ou les époques d'échéances (2).

Ces deux dernières solutions impliquent bien (3) que le renouvellement pur et simple de titres de gouvernements étrangers, n'entraîne pas le paiement d'un nouveau droit de timbre.

Conversions. — Une décision du ministre des finances du 30 octobre 1897 (4) déclare que les fonds d'État étrangers convertis, sont soumis au paiement d'un nouveau droit de timbre sur leur valeur intégrale, sans

(1) Instruction 2446, *Diction. de l'Enreg.*, V^e *Etranger*, n^o 878.

(2) Instruction 2711, § 6.

(3) V. en outre: Décis. min. fin., 20 juillet 1871 ; 16 août 1879 ; 18 mars 1880 ; 14 février 1881 et 21 juin 1891.

(4) *Rev. de l'Enreg.*, 1662.

imputation des droits payés antérieurement. Les titres anciens estampillés ne peuvent être remis au porteur qu'après le paiement du nouveau droit de timbre.

Tarif du droit de timbre. — La quotité de ce droit a beaucoup varié. La loi du 13 mai 1863 qui l'a établi, le fixait à 50 centimes par 100 francs de la valeur nominale du titre. — L'année suivante, en 1864, il fut porté à 1 franc. En 1872, après nos désastres, M. Thiers le fit abaisser à 0 fr. 15 par 100 francs. Aux termes de la loi du 25 mai 1872, la perception de ce droit était effectuée ainsi :

0 fr. 75 pour chaque titre de 500 francs et au-dessous ;

1 fr. 50 pour chaque titre de 500 francs à 100 francs ;

3 francs pour chaque titre au-dessus de 1.000 francs jusqu'à 2.000 francs et ainsi de suite, à raison de 1 fr. 50 par 1.000 francs ou fraction de cette somme.

Ce droit, à la différence de celui qu'il avait remplacé, n'était pas passible de décimes (1).

La liquidation du droit avait lieu d'après le capital nominal de ces valeurs, déterminé suivant les bases fixées annuellement par un décret rendu pour la conversion des monnaies étrangères en monnaies françaises (art. 6, loi 13 mars 1863 ; art. 1^{er}, loi 25 mai 1872).

Les titres composés de plusieurs unités, supportaient autant de fois l'impôt qu'ils contenaient de fois « la coupure type ».

(1) Sol., 22 février 1882 ; *Journ. de l'Enreg.*, 21256.

Enfin une décision du ministre des finances du 8 avril 1898, ordonnant pour la liquidation du droit de timbre sur les titres collectifs d'actions des sociétés étrangères, de ramener à un multiple de 20, non le montant de chaque unité prise isolément, mais seulement la valeur totale énoncée dans le titre, la même règle de liquidation avait été étendue, par identité de motifs, aux effets publics des gouvernements étrangers (1).

Puis, vint la loi du 28 décembre 1895 qui remit le droit de timbre à 0 fr. 50 0/0, sans décimes, perçus sur la valeur nominale de chaque titre ou coupure considéré isolément, et, dans tous les cas, sur un minimum de 100 francs (2).

Enfin, aux termes de l'article 13 de la loi de finances du 13 avril 1898, ce droit a été porté à 1 0/0 à partir du 1^{er} janvier 1899, sauf en ce qui concerne les titres timbrés à cette date au titre de 0 fr. 50 0/0. Ce droit qui n'est pas soumis aux décimes, sera perçu sur la valeur nominale de chaque titre, et, dans tous les cas, sur un minimum de 100 francs. Pour les titres déjà timbrés au 1^{er} janvier 1899, au tarif antérieur à la loi du 28 décembre 1895, le droit de 1 0/0 ne sera appliqué qu'imputation faite de l'impôt déjà payé.

Resteront soumis au droit de 0 fr. 50 0/0, les fonds étrangers cotés à la Bourse officielle, dont le cours, au

(1) Instruction 2794, § 14.

(2) Instruction 2897-2.

moment où le droit devient exigible, sera tombé au-dessous de la moitié du pair par suite d'une diminution de l'intérêt, imposée par l'État débiteur (1).

L'article 3 dispose en outre expressément que, les titres déjà timbrés au jour de la promulgation de la loi tomberont sous son application, mais que le droit de 0 fr. 50 ne leur sera appliqué que déduction faite du montant de l'impôt déjà payé (2).

Du paiement du droit de timbre.

Aux termes de l'article 8 de la loi du 13 mai 1863 : « L'acquiescement du droit de timbre établi par la présente loi, sera constaté, soit au moyen du visa pour timbre, soit par l'apposition sur les titres de timbres mobiles que l'Administration est autorisée à vendre ou à faire vendre (3)... »

D'autre part, la loi du 29 juin 1881 porte que le visa pour timbre pourra être remplacé, sur les titres étrangers de toute nature, par l'apposition du timbre extraordinaire à l'atelier général (4). Enfin le règlement d'administration publique du 2 janvier 1896, rendu en exécution de l'article 6 de la loi de finances du 28 décembre 1895, a autorisé la création de deux nouveaux types

(1) Instruction 2953, § 2.

(2) Voir à ce sujet : Instruction 2794, § 14 (précitée) ; 2897, § 3. — Sol., 30 mars 1897, *Revue de l'Enreg.*, 1379.

(3) Ces timbres mobiles n'ont jamais été créés.

(4) Cette apposition ne peut avoir lieu qu'à Paris : V. Instr. 2897-8.

destinés au timbrage à l'extraordinaire, à l'atelier général de Paris : l'un de ces modèles est affecté aux titres de rentes, emprunts et effets publics de gouvernements étrangers non timbrés au jour de la mise à exécution de la loi nouvelle ; l'autre à ceux de ces titres qui étaient déjà timbrés au jour de la mise en vigueur de ladite loi (1).

En outre l'article 5, § 2, de la loi de finances du 28 décembre 1895 dispose que : « Tout acte ou écrit, soit public, soit sous signature privée (autre qu'un inventaire), qui énoncera l'un des titres visés au présent article, devra indiquer le lieu, la date et le numéro du visa pour timbre, ainsi que le montant du droit de timbre payé, ou, si la formalité a été donnée au moyen, soit du timbre extraordinaire, soit d'un timbre mobile, les mentions contenues dans l'empreinte du timbre apposé... »

Contraventions et amendes. — Les infractions aux lois des 30 mars et 25 mai 1872 étaient punies d'une amende de 5 0/0 du montant nominal, sans que le montant de cette amende pût être inférieur à 50 francs.

Actuellement, aux termes de l'article 5, § 3, de la loi du 28 décembre 1895 : « Chaque contravention aux dispositions du présent article sera punie d'une amende de 5 0/0 en principal, du montant de la valeur nominale des titres qui seront négociés, exposés en vente ou énon-

(1) V. *suprà*, p.132. Instr. préc. 2897-8.

cés dans les actes. En aucun cas, l'amende ne pourra être inférieure à 100 francs en principal ; toutes les parties seront solidaires pour le recouvrement des droits et amendes. Tout officier public ou ministériel qui aura contrevenu aux dispositions qui précèdent, demeurera responsable des droits de timbre et sera, en outre, passible personnellement d'une amende de 100 francs en principal (1). »

De la restitution des droits de timbre indûment perçus.

— Deux cas : 1° En premier lieu, il peut arriver que les droits de timbre aient été acquittés sur des titres qui ont été présentés par erreur à la formalité. Une solution du 24 juin 1873 admettait, en ce cas, que la restitution pouvait avoir lieu sur la représentation des titres dont il s'agit. Mais, une autre solution du 11 mai 1889, invoquant le principe d'après lequel l'impôt du timbre est définitivement acquis au Trésor, par le fait seul de la présentation des papiers à la formalité, déclare que les droits de timbre ainsi perçus ne peuvent être l'objet d'une restitution.

2° Il peut y avoir eu aussi excès de perception sur des titres soumis à la formalité du visa ou du timbre à l'extraordinaire. En ce cas, l'Administration a reconnu les parties fondées à demander la restitution des droits qui

(1) V. *suprà*, pp. 174-182. Sol., 30 mars 1897, *Rev. de l'Enreg.*, 1379 ; Sol., 22 février 1873 ; Sol., 13 septembre 1892 ; Sol., 30 janvier et 14 avril 1873 ; Décis. min. des fin., 1^{er} avril 1874 ; Jug. du trib. de Béthune, 13 juillet 1893, *Rev. de l'Enreg.*, 690.

ont fait l'objet de l'excès de perception. Mais pour effectuer cette restitution, elle exige rigoureusement la représentation des titres (1).

Droit d'enregistrement. — Les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers sont soumis, en ce qui concerne l'enregistrement, aux mêmes règles que les titres des sociétés étrangères (*suprà*, p. 114 et suiv.).

Mais si au lieu d'une simple énonciation dans un acte, il y avait transmission de fonds d'État étrangers, constatée dans un acte soumis à la formalité, le droit de cession (2) serait exigible (3).

Il peut arriver qu'il soit fait usage en France d'actes constatant un emprunt d'un gouvernement étranger, en ce cas le droit proportionnel est-il exigible ? L'Administration n'a pas tranché catégoriquement la question. Mais dans la pratique, elle a autorisé, comme pour les actes français de même nature, l'enregistrement au droit fixe. Il ne faut voir, dans cette décision, que des motifs de haute courtoisie internationale.

(1) Sol., 6 mai 1872 et 2 février 1878.

(2) Obligations 1 0/0, rentes 2 0/0.

(3) Seine, 1^{er} juillet 1893 et 3 juillet 1896, *Rev. de l'Enreg.*, 537 et 1245.

TITRE IV

DE L'IMPOT SUR LES OPÉRATIONS DE BOURSE.

Ce dernier impôt atteint également les titres des sociétés françaises ou étrangères et les fonds d'État étrangers (1).

La loi du 28 avril 1893 a transformé, à partir du 1^{er} juin suivant, en une taxe proportionnelle sur le montant des valeurs négociées, les droits de timbre de 0 fr. 60 (au-dessous de 1.000 fr.) et de 1 fr. 80 (au-dessus de ce chiffre) qui frappaient les bordereaux d'agents de change en vertu de l'article 19 de la loi du 2 juillet 1862.

Toute opération d'achat ou de vente de valeurs de bourse est frappée du droit de 0 fr. 05 par 1.000 francs ou fraction de 1.000 francs du montant de l'opération calculée d'après le taux de la négociation. Ces droits ne sont pas soumis aux décimes. Ils sont réduits de moitié pour les opérations de report.

Aux termes de l'article 8 de la loi de finances du 28 décembre 1895, ce droit a été réduit des 3/4 lorsque

(1) Camille Lyon et Georges Teissier, *Les opérations de Bourse et l'impôt du timbre*. Paris, Dupont, 1894.

l'opération est relative à des rentes sur l'État français.

En outre, l'article 29 de la loi précitée du 28 avril 1893, astreint quiconque fait le commerce habituel de recueillir des offres et des demandes de valeurs de bourse à représenter, à toute réquisition des agents de l'enregistrement les bordereaux d'agents de change ou faire connaître les numéros et les dates des bordereaux, ainsi que les agents de change de qui ils émanent, soit, faute de ce faire, acquitter personnellement le montant des droits.

Comme on le voit, la loi de 1893 ne fait aucune distinction entre les valeurs qui sont admises à la cote officielle et celles qui n'y sont pas admises. Le législateur a cru devoir établir une harmonie plus complète entre la législation fiscale et l'article 76 du Code de commerce. De plus, sous l'empire de la loi de 1893, non seulement l'État ne percevait pas l'impôt qui lui était dû, mais il était encore, dans certaines circonstances, obligé de payer des sommes énormes, par suite des frais de justice, nécessités par les poursuites contre ses débiteurs (1).

(1) Voici un exemple court et intéressant de ce fait cité par M. Gauthier (de Clagny) lors des travaux préparatoires de la loi du 8 mars 1898 (séance de la Chambre des députés du 8 mars 1898).

« L'Administration, nous dit M. le rapporteur général, a eu à déboursier, à la suite d'un procès intenté aux sieurs B... et B... cou-lissiers à Paris, pour infractions à la loi sur les opérations de bourse, des droits s'élevant à 69.847 fr. 90, qui restent à sa charge en raison d'insolvabilité des parties condamnées. Les extraits suivants d'une note qui nous a été remise par l'Administration expli-

Le mode de perception tel que l'avait organisé la loi de 1893 était donc insuffisant pour assurer la rentrée complète de l'impôt. C'est pour remédier à cet inconvénient que l'article 14 de la loi du 13 avril 1898 a été rédigé. Ses dispositions ont désorganisé de fond en comble notre marché financier, au plus grand avantage, disent certains, de ceux de Londres, de Berlin, de Bruxelles et de Genève...

Quoi qu'il en soit, cet article introduit une distinction fondamentale entre les valeurs qui sont admises à la cote officielle et celles qui ne le sont pas. Pour les premières, dont la négociation rentre dans le domaine exclusif du ministère des agents de change, tout moyen de suppléer à la représentation ou à l'indication du bordereau est supprimé. Quiconque fait commerce habituel de recueillir des offres et des demandes de valeurs de bourse, doit à toute réquisition des agents de l'Enregistrement, en ce qui concerne les opérations sur va-

quent les conditions dans lesquelles ce procès a été engagé : l'examen du répertoire tenu par B... et B..., en exécution de la loi du 26 avril 1893 et du décret du 20 mai suivant, a amené en mai 1894 la découverte de 62 contraventions (blancs et inscriptions tardives). A la suite de ces irrégularités et conformément à l'article 30 de la loi du 28 avril 1893 les écritures ont été consultées. Les recherches ont révélé, au répertoire, l'omission de 2575 ordres d'achat ou de vente de valeurs de bourse, représentant une négociation totale de 44.384.826 fr. 91 et donnant ouverture à des droits simples liquidés à 4.458 fr. 95. »

« Je pourrais, Messieurs, multiplier les exemples de ce genre... »
 « Lorsqu'il s'est agi de voter l'impôt en 1893, on évaluait son produit à 10.200.000. Il est tombé aujourd'hui, d'après un chiffre officiel, à 5.526.000 francs. »

leurs cotées, représenter soit des bordereaux d'agent de change, soit faire connaître les numéros et les dates de ces bordereaux, ainsi que les noms des agents de change de qui ils émanent (1).

Toutefois, cette obligation ne s'applique pas aux opérations directes proprement dites, c'est-à-dire à celles par lesquelles les banquiers, changeurs et autres assujettis achètent réellement des titres pour leur propre compte et les revendent de même, après les avoir possédés pendant un temps plus ou moins long (2).

Quant aux valeurs non admises à la cote officielle, la législation existante est simplement maintenue. En effet, aux termes de l'article 14 *in fine* « celui qui fait le commerce habituel de recueillir des offres et demandes de valeurs de bourse doit... s'il s'agit de valeurs non admises à la cote officielle, acquitter personnellement le montant des droits » (3).

De la preuve du paiement de l'impôt sur les valeurs mobilières étrangères.— Il faut les diviser ici en deux catégories :

1° Pour les titres qui acquittent le droit de timbre au comptant et pour les titres de rente et effets publics des gouvernements étrangers, la preuve de l'accomplisse-

(1) Instruction 2953, § 3.

(2) Comp. Instr. 2848-6.

(3) Inst. préc. 2953-3.

ment de cette formalité, résulte de la marque apposée sur le titre par l'Administration ;

2° Pour les valeurs assujetties à la triple taxe d'abonnement, l'article 8 du règlement d'administration publique du 22 juin 1898 (1) dispose que : « Il sera publié au *Journal officiel*, le 15 janvier et le 15 juillet de chaque année, une liste des valeurs étrangères pour lesquelles un représentant responsable aura été agréé ou un cautionnement versé et qui, au 31 décembre de l'année précédente et au 30 juin de l'année courante, acquittent les taxes annuelles. »

(1) *Journal officiel*, 24 juin 1898.

TITRE V

LÉGISLATION COMPARÉE.

1. — Allemagne.

L'impôt du timbre existe en tant que droit au comptant en Allemagne.

Tout d'abord un projet fut présenté au Parlement le 10 février 1878. Il établissait les droits de timbre suivants :

1° Un droit de 5 0/00 du capital nominal sur les valeurs allemandes au porteur émises postérieurement au vote de la loi ;

2° Un droit de 2 0/00 du capital nominal sur les valeurs étrangères.

Accueilli avec peu de faveur par le Parlement, ce projet a été renvoyé à une commission, et il n'était pas encore voté au moment de la dissolution du Reichstag (1).

Plus tard, une loi du 1^{er} juillet 1881 (2) soumet au droit de 5 0/00 de leur valeur nominale les actions natio-

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1879, p. 81.

(2) *Reichsgesetzblatt*, 1881, n° 17, p. 185.

nales et étrangères, les parts d'actions et les certificats provisoires destinés à être échangés contre des titres définitifs, et, au droit de 2 0/00 les obligations négociables émises en Allemagne et celles émises à l'étranger par des États, corporations, sociétés ou entreprises industrielles. Sont enfin taxées à raison de 1 0/00 de leur capital nominal, les obligations au porteur émises en Allemagne, avec l'autorisation de l'État, par les communes, réunions de communes, les associations de propriétaires fonciers, les banques de crédit foncier et hypothécaire et les sociétés de transport.

Enfin le 27 avril 1894 le gouvernement fit voter une nouvelle loi sur l'impôt du timbre. Cette loi fut discutée le 5 décembre 1893 et, après l'épreuve d'une commission, les 7 et 19 avril 1894, sa mise en vigueur a été fixée au 1^{er} mai 1894. Aux termes de cette dernière loi, une différence de traitement est établie entre les titres des sociétés indigènes et ceux des sociétés étrangères : le droit de timbre est de 1 0/0 pour les premiers et, de 1 1/2 0/0 pour les seconds. Le calcul se fait en tenant compte de la valeur nominale des titres.

L'impôt de transmission est perçu au moyen d'une taxe sur les opérations de bourse analogue à celle qui fait l'objet de notre loi du 28 avril 1893 (1). Cet impôt est de 2/10 par 1000 marks (1250 francs) ; la limite du

(1) Voir loi du 22 juin 1896 sur la réglementation de la spéculation dans les bourses allemandes. Notice, trad. et notes de M. Thaller, *Ann. de lég. étrang.*, p. 96 (1897).

fractionnement est de 1000 marks. Il est perçu sur des bordereaux obligatoires rédigés en double et sur lesquels on applique un timbre à deux compartiments, divisé quand on divise la formule. Les opérations au-dessous de 600 marks sont affranchies de l'impôt (1).

La loi du 24 juin 1891 qui a réorganisé l'impôt sur le revenu (*Einkommensteuer*), fixe de la manière suivante l'impôt sur celui des valeurs mobilières, sans établir de distinction entre les valeurs nationales et les valeurs étrangères.

L'article 12 de ladite loi contient des dispositions spéciales concernant les revenus provenant de capitaux :.....

Comme revenus de cette catégorie, sont spécialement imposables :

a) . . . ,

b) Les intérêts, les dividendes, profits et autres gains retirés des sociétés par actions (anonymes ou commandites), associations corporatives, ou même, sociétés tacites (C. comm., 250) ;

c)

α) Les gains provenant des spéculations sur titres, actions, rentes, etc., déduction faite des pertes subies.

Ici encore comme base de la taxation : la déclaration du contribuable. En effet, aux termes de l'article 34 :
« Toute personne dont le revenu dépasse 3000 marks,

(1) Lois des 11 juin 1885 et 27 avril 1894.

est tenue de faire tous les ans, dans le délai de 15 jours, après la date fixée par le ministre des finances, une déclaration publique d'impôt, devant le président de la commission de taxe. Cette déclaration est faite par écrit ou oralement, et, avec l'affirmation que les revenus ont été appréciés avec exactitude et conscience. »

Fonds d'Etat. — Le droit de timbre impérial est de 6 0/00 pour les créances et titres de rentes étrangers, alors que ce droit est de 4 0/00 seulement en ce qui concerne des fonds de l'Empire (Loi du 27 avril 1894).

2. — Angleterre (1).

Les titres des sociétés émis en Angleterre, sont soumis lors de leur émission au timbre proportionnel de deux shillings par 100 Lst. ou fraction de 100 Lst. du capital nominal.

Il est fait aux titres au porteur, un traitement différent et qui varie suivant la date de leur émission.

1° Les titres au porteur émis en Angleterre ou dont les coupons y sont payables, datés ou émis avant le 3 juin 1862, sont exempts de tout droit ;

2° Ceux émis après le 3 juin 1862, mais avant le 6 août 1885, sont frappés d'un droit de 1/8 0 0 qui se calcule à partir de Lst. 50 de valeur nominale par fraction de Lst. 50 jusqu'à 300 ; puis par fraction de Lst. 100 au-dessus de Lst. 300 ;

(1) Rand-Bailey, *Les sociétés anglaises limited*, Paris, 1865, pp. 26, 33, 71, 89, 198, 199, 201.

3° Ceux émis après le 6 août 1885 sont frappés d'un droit de timbre de 1/2 0/0 (soit 1 shilling par Lst. 10).

Le timbre est calculé comme suit :

	Lst.	S	D
Pour une valeur nominale ne dépassant pas			
Lst. 10..	0	1	0
20..	0	2	0
50..	0	5	0
100..	0	10	0
150..	0	15	0
200..	1	0	0
250..	1	5	0
300..	1	10	0

Au-dessus de Lst. 300 de valeur nominale et par chaque Lst. 100, le droit additionnel est de 10 sh.

Les titres au porteur qui ont acquitté ce droit ne sont plus soumis aux autres timbres postérieurement établis, tels que le timbre de transmission.

Tout titre au porteur qui a un marché à Londres ou en Angleterre et qui n'a pas acquitté le droit de 1/2 0/0 (1885), est soumis, en vertu de la loi de 1888, au droit de 1 shilling pour 100 Lst., quels que soient sa date, le pays où il a été créé ou émis, la place où ses dividendes sont payables.

Ce droit se calcule comme suit : L S D

Pour un montant nominal ne dépassant pas			
Lst. 25.	0	0	3
au-dessus de Lst. 25 et ne dépassant pas			
Lst. 50.	0	0	6

	L	S	D
au-dessus de Lst. 50 et ne dépassant pas			
Lst. 100.	0	1	0
puis, par chaque Lst. 50 ou fraction de			
Lst. 50, le droit est de	0	0	6

Ce timbre est mobile ; c'est le *Transfer duty stamp* ou *Goschen stamp*.

Il est indépendant des droits existant déjà sur les titres et payables au moment de leur émission ou lorsqu'ils sont mis en circulation en Angleterre.

N'y sont pas soumis :

Les titres ayant acquitté le droit de 1/2 0/0 (1885).

Les titres émis par le gouvernement anglais ou par le gouvernement des Indes.

Le droit est payable, dit la loi de 1888, au moment de la première livraison ou transfert des titres en Angleterre après le 1^{er} janvier de chaque année suivante.

Ceci ne signifie pas que les titres doivent être timbrés chaque année, mais qu'ils doivent porter le timbre de l'année pendant laquelle ils ont été livrés. En effet, lorsque les titres ont été revêtus du timbre pour l'année courante, ils peuvent circuler ensuite pendant le restant de l'année sans avoir à acquitter de droit nouveau.

Droits de transfert à Londres.

Timbre. — 6 p. par 5 Lst. jusqu'à 25 Lst., soit pour 25 Lst. = 2/6.

2 sh. 6 p. par 25 Lst. jusqu'à 300 Lst., soit pour 300 Lst. = 1,10.

Au delà de 300 Lst., 5 sh. par 50 Lst. ou fraction de 50 Lst.

Plus 2 sh. par feuille de transfert (sauf dispositions spéciales pour les actions de certaines compagnies).

Les droits perçus sur les constitutions de sociétés en Angleterre sont de trois sortes :

1° Droit d'apport (Convergence duty).

2° — de timbre (Deed Stamp).

3° — d'enregistrement (Registration).

1° Droit d'apport.

Il se perçoit sur le montant déclaré de tout apport ou de toute vente faite à la société, quel que soit le mode de paiement convenu de cet apport ou de cette vente, en espèces ou en actions de la compagnie. On calcule ce droit ainsi :

Au-dessous de Lst.	5	L	0	0	6
de Lst.	5 à 10		0	1	0
de Lst.	10 à 15		0	1	6

et ainsi de suite par fractions de Lst. 5 jusqu'à Lst. 25 et par fractions de Lst. 25 jusqu'à Lst. 300.

Au-dessus de Lst. 300, le calcul se fait par fractions de Lst. 50 à raison de Lst. 0 5 0 par fraction de Lst. 50.

En tenant compte des fractionnements indiqués, on remarque que le droit appliqué correspond à $1/2$ 0/0.

2° Droit de timbre.

Le droit de timbre se compose de deux éléments :

1° Droit fixe (Deed Stamp).

2° Droit proportionnel (Capital Fee).

1° Le droit fixe frappe l'acte de constitution de la compagnie (*memorandum of articles association*) au moment de l'enregistrement à l'office des *Joint stock Companies*.

Il est de Lst. 0 10 0 (10 shillings).

Ce droit réapparaît lors de l'augmentation du capital de la compagnie ; il frappe alors les actes (*deeds*) relatifs à cette augmentation, qui sont soumis à un timbre additionnel de Lst. 0 5 0.

Le droit fixe de 0. 50 est dû également pour l'enregistrement des documents quelconques concourant à l'ensemble des pièces nécessaires soit pour la formation, soit pour l'augmentation du capital de la compagnie.

2° Le droit proportionnel est de Lst. 0 2 0 par chaque Lst. 100 ou fractions de Lst. 200 du capital nominal.

En observant pour le calcul le fractionnement par Lst. 100, on remarque que ce droit correspond à 1 00/00.

3° Droit d'enregistrement.

Ce droit se calcule sur des fractionnements de Lst. 1000 jusqu'à Lst. 5000 de capital. Ainsi sur un capital de Lst. 2000 le droit est de

			Lst. 2 0 0
3000	»	»	3
4000	»	»	4
5000	»	»	5

De Lst. 5000 à Lst. 10 000 le droit se calcule par une augmentation de Lst. 0 5 0 par fraction de Lst. 1000 de capital.

Par Lst. 6000 de capital le droit =	L	5	5	0
7000	»	»	5	1 0
8000	»	»	5	1 5
9000	»	»	6	

au-dessus de Lst. 10.000 le droit n'est plus que de Lst. 0 1 0 par fraction de Lst. 1000. En cas d'augmentation du capital le droit se calcule, non pas sur l'augmentation elle-même, mais sur le montant total du capital ainsi augmenté, comme si le capital nouveau faisait partie du capital primitif.

En Angleterre, le bordereau est également obligatoire. Il est frappé d'un timbre de un denier (0,10) pour les affaires de 100 Lst. et au-dessous (2500) et de 6 deniers pour les opérations supérieures à cette somme (loi du 16 mai 1888). Dans ce dernier cas, l'impôt est de 1 shelling (1 fr.25) si les bordereaux ne sont pas accompagnés d'une livraison effective.

Favorisées en Prusse par le système de l'impôt global, les valeurs étrangères ne le sont pas moins en Angleterre. En vain, « l'income tax » prétend-il atteindre toutes les sources de revenus, il est impuissant ici et les fraudes sont colossales. On a évalué à 25 milliards de francs le capital représenté par les valeurs étrangères qui échappent à l'impôt. Ce serait la moitié des titres.... Et, si la quasi-totalité de ces valeurs n'est pas soustraite au paiement de la taxe, c'est parce qu'en Angleterre, plus qu'ailleurs, la possession d'un portefeuille étranger est entrée dans les mœurs. Les Anglais

sont les créanciers du monde, leur commerce international est extrêmement développé, l'essaimage des familles enfin répand leurs membres dans les nombreuses colonies de l'empire britannique. Par là, la classe moyenne et la classe peu aisée également, sont familiarisées avec les valeurs étrangères de toutes provenances et ne craignent pas de placer leurs épargnes en fonds de cette espèce.

Or, cette partie du public parvient plus difficilement que les détenteurs de gros portefeuilles à soustraire des coupons à l'impôt ; elle ne connaît pas les moyens, d'ailleurs fort simples, qui l'exonéreraient, ou bien, l'envoi de ses coupons à l'étranger serait trop onéreux.

3. — Belgique.

La loi du 25 mars 1891 a établi le code du timbre.

Elle a eu pour but de réunir et de coordonner en un seul corps de loi les dispositions éparses dans de nombreux documents (1).

Pour les actions de sociétés et les obligations au porteur dont la durée n'excède pas 5 ans à partir de leur émission, le droit est de :

0,10	pour	200 francs et au-dessous
0,25	de	200 francs à 500 francs
0,50	»	500 » à 1.000 »
1	»	1.000 » à 2.000 »

(1) Voir *Moniteur*, 1891.

et ainsi de suite, à raison de 0 fr. 50 par 1.000 francs sans fraction.

Pour les actions et obligations ou tous autres effets publics d'une durée de plus de 5 ans à partir de leur émission, le droit est de 0 fr. 50 pour 500 francs et au-dessous, 1 franc de 500 francs à 1.000 francs, 2 francs de 1.000 francs à 2.000 francs, et ainsi de suite à raison de 1 franc par 1.000 francs sans fraction.

Le droit est dû sur le capital nominal, ou sur le taux d'émission s'il est supérieur. A défaut d'une de ces bases, le droit est dû sur la valeur réelle à déclarer, sans le contrôle de l'Administration.

Sont également assujettis au droit de timbre proportionnel, selon les distinctions établies par les articles 12 et 14 ci-dessus, les actions et les obligations au porteur et les effets publics venant de l'étranger, *lorsqu'il en est fait usage par acte passé en Belgique*.

Le produit du timbre extraordinaire sur les actions des sociétés, etc. a été de 933.829 fr. 70 en 1896 contre 941.471 fr. 20 en 1895.

4. — Espagne.

Nous trouvons la loi du 15 septembre 1892 sur le timbre de l'État (1). Aux termes de l'article 146 de cette loi : « Le droit proportionnel auquel sont assujetties les actions et obligations, ou titres similaires, de banques, sociétés, compagnies ou entreprises de crédit, de che-

(1) *Gaceta de Madrid*, 24 septembre 1892.

mins de fer, de commerce, d'industrie, de mines et autres analogues, est liquidé d'après le tarif suivant, en prenant pour base le capital nominal.

Montant de l'action ou de l'obligation				Montant du timbre
Jusqu'à	100 pesetas.			0 p. 75
de	100	»	à 200 pesetas.	1 p. »
de	200	»	à 500	2 p. »
de	500	»	à 1.000	3 p. »
de	1.000	»	à 1.500	4 p. »
de	1.500	»	à 2.000	5 p. »
de	2.000	»	à 2.500	10 p. »
de	2.500	»	à 5.000	15 p. »
de	5.000	»	à 7.500	25 p. »
de	7.500	»	à 10.000	50 p. »
de	10.000	»	à 20.000	75 p. »
de	20.000	»	à 50.000	100 p. »

Comme impôt sur le revenu, l'Espagne prélève actuellement un impôt de 1,25 0/0 environ sur les coupons payés dans le royaume. L'article 5 de la loi du 17 mai 1898, après avoir autorisé le gouvernement Espagnol à convertir la dette extérieure en intérieure, avec la bonification spécifiée par ledit article et qui ne devra pas dépasser 10 0/0, ajoute que des mesures seront prises pour que, à partir du trimestre d'octobre inclusivement, on ne paie à l'étranger que les coupons des titres qui soient réellement et effectivement la propriété de porteurs étrangers. Ces mesures constituent à proprement parler « l'affidavit ».

L'impôt sur les opérations de Bourse existe en Espa-

gne et est réglementé par les articles 21 à 24 de la loi précitée ainsi que par le décret du 4 avril 1893 : ce droit est gradué. Il est de 0,10 jusqu'à 12.500 pesetas, de 0,30 de 12.500 pesetas à 25.000, de 0,75 de 25.000 à 50.000, de 1,50 de 50.000 à 100.000, de 3 francs de 100.000 à 200.000 et au-dessus, de 2 francs en plus par 100.000 pesetas. Cet impôt est acquitté sur les talons ou certificats de numération de la liquidation mensuelle.

5. — Autriche-Hongrie.

La loi du 18 septembre 1892 (1), analogue à la loi allemande du 29 mai 1885, établit des droits de timbre sur les valeurs étrangères.

Les titres étrangers, énumérés à l'article 1^{er} (2), lorsqu'ils sont l'objet en Autriche, d'une transmission, d'une aliénation, d'une mise en vente, d'un prêt sur gage, d'un paiement ou de tout autre acte juridique, sont soumis à un droit de timbre perçu conformément à l'article 2. Ce droit s'élève à 1 fl. 25 kreutzers pour 200 florins, soit 5/8 0/0. Il est réduit à un droit fixe de 25 kreutzers dans le cas prévu à l'article 4.

Les sociétés anonymes étrangères et les sociétés en commandite par actions, qui sont autorisées à faire des affaires en Autriche, doivent payer, en outre des droits établis aux articles 2 et 4, un droit de 1 florin 25 kreutzers pour 400 florins, soit 5/16 0/0 pour la part du ca-

(1) *Reichtsgesetzblatt* du 30 septembre 1892, n^{os} 171 et 172.

(2) Voir *Annuaire de législation étrangère*, 1893, p. 358 et suiv.

pital affecté à l'exploitation de la société en Autriche, et ce, avant la mise en train de l'exploitation ou si celle-ci a déjà commencé, dans les 30 jours de la mise en vigueur de la loi.

Toute société anonyme étrangère ou en commandite par actions, de même que toute corporation ou personne privée étrangère, qui veut faire admettre les titres émis par elle, à la cote d'une bourse autrichienne, est soumise, en outre des droits établis par les articles 2 et 4, à celui établi par l'article 5

L'article 3 et l'article 8 déterminent les personnes responsables du paiement des droits de timbre : « Cette obligation incombe à quiconque se trouvera sur le territoire où la présente loi sera en vigueur et voudra accomplir un des actes énumérés à l'article 1^{er}. »

Sont également responsables des droits fixés par les articles 5 et 6 : « les représentants des sociétés, corporations et personnes privées étrangères. »

Les articles 9 et 11 contiennent les pénalités.

L'article 12 exempte de l'impôt les valeurs hongroises, aussi longtemps que restent en vigueur la loi du 3 juillet 1868 et l'ordonnance ministérielle du 2 octobre 1868.

Ces droits de timbre n'ont pas donné tout d'abord un rendement bien considérable, parce que si l'on excepte les sociétés anonymes d'assurances, admises à faire des affaires en Autriche, très peu de valeurs étrangères ont été admises aux nouveaux droits.

La cote de la bourse de Vienne ne comprenait en effet au moment où cette loi a été votée que : l'emprunt hypothécaire du chemin de fer de l'État bulgare, l'emprunt à prime serbe, les obligations à prime des chemins de fer turcs et la dette convertie de l'État ottoman, ensuite les actions du tabac turc et la rente italienne.

La présente loi a établi également en Autriche l'impôt sur les opérations de bourse : le droit est acquitté au moyen de timbres mobiles apposés sur les bordereaux ou feuilles de courtage, sur la base de 10 kreutzers (0,25) par 5.000 florins (12.500 fr.), ou 25 titres, avec réduction de moitié pour les fonds d'État.

Ce système a été modifié. En effet, aux termes de l'article 17 de la loi du 9 mars 1897 (1), une nouvelle réglementation basée sur l'institution du répertoire a été édictée. L'impôt s'élève pour chaque unité d'opérations à 50 kreutzers dans les négociations de valeurs à dividendes et d'obligations à primes, à l'exception des titres d'emprunts d'Etat à primes, et à 20 kreutzers dans toutes les autres (art. 7). Il est attribué aux indicateurs une part de 1/12 dans les droits perçus en sus de l'impôt ordinaire (art. 34).

Comme impôt sur le revenu, nous voyons qu'un propriétaire d'une obligation hypothécaire indigène ou d'un titre étranger quelconque paie annuellement 2 0/0 d'impôt sur le revenu du titre. Il y a, en outre, les im-

(1) *Weiner Zeitung*, 31 août 1897.

pôts supplémentaires à payer à la province et à la commune.

Toute société anonyme indigène doit payer pour son dividende à la caisse de l'État, un droit qui s'élève à $\frac{5}{16}$ pour 100 du montant des coupons.

6. — Italie.

Le tarif actuellement en vigueur en Italie pour le droit de timbre des actions et obligations est fixé par la loi du 13 septembre 1894. Ce texte, comme la loi allemande que nous avons vue précédemment, établit une différence de traitement entre les titres des sociétés indigènes et ceux des sociétés étrangères : les premiers sont timbrés au droit de 0,50 pour 100, tandis que les seconds acquittent le droit de timbre suivant la dimension du papier, d'après les tarifs indiqués à l'article 10 de la loi du 13 septembre 1894 (1).

L'impôt de transmission est perçu au moyen d'une taxe sur les opérations de bourse. Cette taxe est fixe, elle est pour chaque partie de 0,50 pour les opérations au comptant et de 1 franc pour les opérations à terme. Les négociations ne sont valables que si elles sont constatées par des fiches timbrées délivrées par le Trésor (2).

Enfin l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières fait partie du système général d'impôt sur le revenu.

(1) *Gazzetta ufficiale*, 15 septembre 1894, n° 21.

2. *Bulletin statistique de l'Enregistrement*, 1895, 2° fascicule, p. 395.

Les coupons, ainsi que les lots et primes de remboursement, sont, aux termes de la loi du 22 juillet 1894 (1), frappés d'une taxe portée à 20 0/0. — En ce qui concerne la rente italienne, l'*affidavit* existe.

Les rentes et revenus d'actions et d'obligations sont classés dans la cédule A (richesse acquise).

Dans les contestations qui peuvent survenir, le représentant de l'administration fiscale ne peut pas se faire représenter les livres et papiers domestiques, sauf en matière de sociétés.

7. — Russie.

L'impôt du timbre existe en tant que droit au comptant en Russie. Un oukase du 29 février 1888 régit actuellement la quotité et le mode de perception de ce droit. Aux termes de ce texte : « Les actions, obligations, lettres de gage émises par des sociétés ou compagnies commerciales, industrielles ou de crédit russes ; les obligations émises par les provinces, les administrations municipales et par des institutions publiques, ainsi que les fonds publics, actions, obligations, parts et lettres de gage étrangers sont soumis au droit de timbre d'après la proportion suivante :

Jusqu'à	50 roubles	15 kopecks
De	50 — à 100 roubles	80 —
—	100 — — 250 —	1 r. 25 cop.
—	250 — — 500 —	2 roubles

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1895, p. 414.

De 500 roubles	à 1000 roubles	3 roubles
— 1000 —	— 2000 —	4 —
— 2000 —	— 3000 —	5 —
— 3000 —	— 4000 —	6 —
— 4000 —	— 4000 —	7 —

et au-dessus de 5000 roubles, 10 roubles.

ART. 2. — Le droit de timbre sur les titres russes est perçu au moment de leur émission et sur les titres étrangers à leur entrée en Russie.

La conversion des titres au porteur en titres nominatifs et *vice versa*, ainsi que l'échange des titres anciens contre des titres nouveaux, sont exempts du droit de timbre.

ART. 3. — « Le renouvellement des feuilles de coupons est soumis au droit de timbre ordinaire, savoir: 15 copecks pour chaque feuille de titre d'une valeur ne dépassant pas 50 roubles et 80 kopecks par feuille pour les titres excédant 50 roubles.

L'article 4 concerne l'acquittement des droits de timbre frappant les titres et les feuilles de coupons russes, qui est à la charge des établissements d'émission.

ART. 5. — L'acquittement du droit de timbre sur les titres étrangers incombe à leur premier détenteur en Russie. Le droit frappant ces titres peut être acquitté, soit par l'apposition de timbres, soit au comptant avec estampille, suivant le mode établi pour l'acquittement du droit de timbre sur les titres russes (1). »

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1889, p. 806.

L'impôt de transmission est perçu, en Russie, sous forme d'une taxe sur les opérations de bourse ayant beaucoup d'analogie avec celle qui a été établie en France par la loi du 28 avril 1893. En effet, depuis le 14 juillet 1887, un timbre de 15 kopecks (0 fr. 60) est exigé sur les arrêts des courtiers jurés.

Quant à l'impôt sur le revenu, il est retenu et versé au trésor impérial par les divers établissements et institutions qui paient les coupons et les intérêts. Aux termes d'un oukase du 20 mars 1885 (1) la quotité de ce droit et sa perception sont ainsi fixées :

ART. 1^{er}. — « L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est fixé à 5 0/0.

« Il est perçu :

« a) Sur le revenu des valeurs à intérêts de toutes dénominations émises par l'État et les établissements publics ou privés ;

« b) Sur les revenus des fonds placés en compte courant et de tout autre dépôt à intérêts dans les banques de l'État, publiques, par actions et de crédit mutuel. »

Les articles 3, 4 et 5 établissant le mode de perception déclarent que l'impôt est retenu lors du paiement des intérêts et des lots. Pour les valeurs émises par les établissements publics et privés ce sont ces établissements qui acquittent l'impôt en en retenant le montant lors de l'acquittement des coupons.

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1885, p. 552.

« En cas de doute sur la quotité de l'impôt à acquitter par les établissements publics ou privés, ajoute l'article 6, le ministre des finances désigne un délégué pour vérifier la taxation conjointement avec les représentants des établissements intéressés. S'il y a désaccord entre eux, c'est la taxation établie par le ministre qui prévaut, sauf à la partie intéressée à formuler sa réclamation dans le délai de trois mois et d'après le mode établi. »

Le produit total de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est évalué à 10.481.600 roubles

8. — Turquie.

La loi du 7 zil cadé 1304 (28 juillet 1887) a établi pour la première fois en Turquie le droit de timbre sur les valeurs mobilières (1).

Aux termes de ses dispositions, il doit être perçu un droit de timbre de 10 0 pour toutes les sociétés par actions, sur les capitaux versés. Les sociétés étrangères seront soumises à cette loi. Un délai de 3 mois à dater de la promulgation de la présente loi est accordé à tout détenteur d'actions pour remplir les formalités sus-énoncées. Les infractions à ces dispositions sont punies par des amendes. Seules les sociétés dont les actions auront été dispensées du timbre par le sultan, seront exemptes de ce droit.

(1) *Annuaire de législation étrangère*, année 1889, p. 809.

Ensuite est venue la loi du 8 septembre 1893 (1) qui constitue le régime actuel, en cette matière. Au système précédent, cette loi substitue la liquidation de l'impôt *sur les parties appelées du capital nominal* en ce qui concerne les actions, tout en maintenant le tarif de 1 0/0 pour cette catégorie de valeurs.

Les obligations continuent à être taxées sur leur valeur nominale, mais elles subissent seulement un droit de 1 1/2 0/0.

Quant aux autres valeurs mobilières, elles sont désormais taxées à 1 0/0, *sur les sommes appelées du capital nominal* sans distinction entre les différentes catégories de valeurs.

Ces nouvelles dispositions atténuent dans une sérieuse proportion la charge de l'impôt, en même temps qu'elles en assurent une plus exacte répartition. Pour qu'il n'y ait pas d'équivoque, en ce qui concerne les sociétés étrangères, l'article 4 les assujettit expressément à cet impôt : « Toutes les valeurs étrangères (emprunts, actions ou obligations) cotées et négociées à la Bourse de Constantinople seront frappées d'un droit de 1 0/0 sur les sommes appelées du capital nominal. »

Enfin la taxe sur les opérations de Bourse, a pénétré en Turquie par une loi entrée en vigueur le 13 janvier 1894. Cette loi frappe d'un impôt de 20 piastres (4 fr. 50) tout bordereau d'achat et de vente.

(1) *Annuaire de législation étrangère*, 1894, p. 719.

Ce rapide exposé de quelques législations étrangères nous montre que notre système français de perception des taxes annuelles de timbre, transmission et sur le revenu n'a pas, à proprement parler, d'équivalent dans la législation fiscale des principaux États de l'Europe.

Dans la plupart, le droit de timbre existe en tant que droit au comptant (1).

Quant à l'impôt de transmission, il est généralement perçu, soit sous forme de droit de mutation, soit au moyen d'une taxe sur les opérations de Bourse, analogue à celle qui fait l'objet de notre loi du 28 avril 1893.

Enfin l'impôt sur le revenu affecte des formes diverses : tantôt il fait partie d'un système général d'impôt sur le revenu, comme en Angleterre (*Income-tax*), en Allemagne (*Einkommensteuer*), en Italie (*Imposto di ricchezza mobile*) ; tantôt comme en France, il forme un impôt sur un revenu spécial et isolé (Russie-Espagne).

(1) Parfois même la perception de ce droit consacre une inégalité entre les sociétés indigènes et les sociétés étrangères. V. *suprà*, Allemagne, p. 200 et Italie, p. 214.

TITRE VI

DES RÉSULTATS DE L'IMPOSITION DES VALEURS MOBILIÈRES ÉTRANGÈRES.

Dans ce dernier chapitre, nous n'examinerons que les conséquences économiques de la taxation des titres étrangers. Nous croyons, en effet, les considérations générales relatives, à l'imposition ou à la non-imposition des valeurs mobilières, à la péréquation de l'impôt foncier et de l'impôt mobilier ainsi que les raisons de ne pas excepter certaines catégories de titres de ces dispositions fiscales, absolument en dehors du sujet que nous nous sommes proposé.

Comme nous l'avons vu à maintes reprises, les différentes lois qui se sont succédé, en cette matière, ont toujours eu cette préoccupation de soumettre les titres étrangers circulant en France à des taxes équivalentes à celles que supportent nos valeurs françaises. Pour atteindre ce but, elles ont indiqué les faits devant être considérés comme caractéristiques de cette circulation et rendant exigible l'impôt en question. Elles ont pris ensuite toutes les mesures qu'elles ont cru nécessaires pour en assurer la perception.

L'imposition des valeurs mobilières étrangères paraît très facile à justifier.

Tout d'abord, on invoque un motif de justice, le *principe d'équivalence* proclamé et inscrit au frontispice de la législation relative à cette matière. Il ne faut pas, dit-on, que les titres étrangers qui viennent profiter des avantages de notre marché, demeurent indemnes des charges fiscales qui pèsent sur les valeurs françaises. Les Français qui placent leurs capitaux à l'étranger, doivent être soumis aux mêmes impôts que ceux qui placent les leurs en France.

En second lieu, l'intérêt national s'oppose également à cette exemption. En effet, si on dispense les titres des autres nations des charges qui pèsent sur les valeurs des sociétés françaises, le revenu net des premiers sera augmenté d'autant et créera en leur faveur une inégalité choquante. Il en résultera une préférence marquée de la part des rentiers les moins avisés, pour les placements à l'étranger. On facilitera ainsi l'exode des capitaux nationaux : car, chaque fois qu'un de nos compatriotes consacre 1.000, 10.000 ou 100.000 francs, en achat de fonds russes, par exemple, c'est théoriquement, comme s'il envoyait 1.000, 10.000 ou 100.000 fr. d'or français en Russie, parce que la France est au régime de l'étalon d'or et que la monnaie française (louis d'or, écus d'argent ou billet de banque de France) vaut son pair en or. — Nos capitaux sont précieux pour le soutien et le développement de notre industrie

nationale, il est donc inadmissible que le législateur ne prenne pas les mesures nécessaires pour les empêcher de passer la frontière, en portant aux entreprises des autres pays leur concours, alors que celles de la France en sont dépourvues.

Il faut donc assujettir au droit commun toutes les valeurs mobilières étrangères. Il ne faut pas craindre que cette mesure nous prive de la clientèle des titres étrangers, que nous avons le plus grand intérêt économique à conserver (1). Nous possédons, en effet, d'après l'évaluation la moins élevée, 20 milliards de valeurs étrangères. Nous sommes, selon l'expression d'un savant économiste, « les commanditaires de tous les pays étrangers ». Au contraire, la quantité de titres français appartenant à des étrangers est infiniment moindre, car sur un total de valeurs nationales de 67.734.700.000 francs, M. Neymarck estime qu'une portion de 10 0/0 seulement de ce total appartient à des étrangers (2), c'est-à-dire 6.773.400.000 francs. En effet, les étrangers après nous avoir facilité les opérations de change de

(1) V. Discours de M. Thiers à l'Assemblée nationale, en faveur de l'abaissement des droits de timbre des valeurs mobilières étrangères, *J. off.*, 1872.

(2) V. Compte rendu du Congrès de statistique de St-Pétersbourg (2 sept. 1897).

En résumant les longues indications fournies par M. Neymarck (Rapport au *Congrès international de statistique* à St-Pétersbourg, le 2 septembre 1897. V. également ses différents ouvrages, *infra*, p. 252) et celles qui résultent du rapport présenté le 3 mars 1899 à la Société de statistique de Paris par M. des Essars, on peut fixer de la manière suivante le *capital* et le *revenu net* des

1872-1873 en souscrivant aux emprunts de libération, n'ont pas conservé longtemps leurs titres, car, dès la fin de 1874, et grâce aux arbitrages intelligents que les Français, porteurs de valeurs étrangères, ont faits entre ces valeurs et les rentes françaises circulant à l'étranger, la presque totalité des grands emprunts de 1871 et 1872 est venue se classer dans les portefeuilles français.

valeurs mobilières existant en France aux cours de clôture du 31 décembre 1898:

Valeurs françaises	Capital aux cours du jour (millions de francs)	Revenu net 0/0	Revenu net total (milliers de francs)
Fonds d'Etat	27.399.1	2.97	813.753.3
Emprunts de villes et de départe- tements	2.187.3	3.06	66.931.4
Obl. foncières et communales . .	4.710.0	2.91	117.061.0
— Chemins de fer.	16.770.8	2.78	466.228.2
— Sociétés industrielles . . .	1,543.8	3.31	51.099.8
Act. Comp. chemins de fer . .	4.979.2	2.95	146.886.4
— Soc. financières	1.950.5	3.42	66.707.1
— Soc. industrielles.	3.414.0	3.56	121.538.4
— Compagnies d'assurances . .	780.0	3.32	25.896.0
Valeurs non cotées à Paris. . .	4.000.0	4.50	180.000.0
Total.	67.734.7	3.03	2.056.101.6
A déduire: 10 0/0 de valeurs françaises appartenant à des étrangers.	6.773.4	3.03	205.234.0
Reste pour le portefeuille fran- çais	60.961.3	3.03	1.850.867.6
A ajouter valeurs et fonds d'Etat étrangers.	26.200.0	4.28	1.121.360.0
Total du portefeuille français. .	87.161.3	3.41	2.972.227.6

D'un autre côté, en utilisant les chiffres donnés par M. Raphaël-Lévy (*Revue des Deux-Mondes*, mars 1897) et d'après ceux fournis par les indications résultant de la décomposition du portefeuille des déposants de la *Banque de France*, on peut dresser le tableau suivant, donnant la valeur et le revenu approximatifs des capitaux français placés à l'étranger et comprenant les fonds d'Etat, les actions,

Enfin, dans presque tous les pays, les valeurs mobilières sont insuffisamment taxées par rapport à la propriété foncière, et, en outre, elles ne sont pas si sensibles que certains le prétendent, à se laisser influencer dans le sens de la hausse ou de la baisse à la moindre exonération, ou à la plus petite surcharge fiscale. En effet, lorsque la loi du 26 décembre 1890 eut élevé le

les obligations et les parts de commandites ou d'intérêts (cours du 31 décembre 1898) :

PAYS	CAPITAL AUX COURS DU JOUR francs	REVENU NET 0/0	REVENU NET TOTAL francs
<i>Pays d'Europe</i>			
Russie et Finlande. . .	7.000.000.000	3.80	266.000.000
Espagne et Cuba. . . .	3.600.000.000	4.65	167.400.000
Autriche-Hongrie . . .	2.500.000.000	4.00	100.000.000
Italie.	1.600.000.000	4.10	65.600.000
Belgique, Suisse, Dane- mark, Hollande, Suède et Norvège. . . .	1.500.000.000	3.30	49.500.000
Angleterre et colonies (sauf le Canada). . .	1.000.000.000	2.80	28.000.000
Allemagne, Alsace-Lor- raine, Roumanie, Etats Balkaniques et Grèce.	1.400.000.000	4.30	60.200.000
Turquie et Egypte. . .	3.300.000.000	4.41	145.500.000
Portugal	500.000.000	4.80	24.000.000
Total de l'Europe. . .	22.400.000.000	4.05	906.200.000
<i>Amérique.</i>			
Etats-Unis et Canada .	1.000.000.000	3.40	34.000.000
Mexique, Brésil, Répu- blique Argentine, Chili, Pérou, Equa- teur, etc	1.600.000.000	6.00	96.000.000
Total de l'Amérique.	2.600.000.000	5.00	130.000.000
Mines d'or, Haïti, Congo, Trusts et Syndicats .	1.200.000.000	7.00	84.000.000
Total général . . .	26.200.000.000	4.28	1.120.200.000

taux des droits sur le revenu des valeurs mobilières en France, de 3 0/0 à 4 0/0, il semblait que la détermination de l'incidence exacte de cette surtaxe de 1 0/0, ressortirait aisément à la simple inspection de la cote de la Bourse. Le degré de baisse survenue dans le cours des valeurs surtaxées devait permettre, supposait-on, de traduire en chiffres précis la proportion d'après laquelle le nouvel impôt allait se répartir entre le détenteur, l'acheteur, le vendeur, l'émetteur ou le souscripteur. Mais, au lieu d'une baisse des cours, si minime fût-elle, la cote de la Bourse enregistra, au contraire, une hausse ininterrompue. L'observation se trouva dès lors absolument dérouterée. Par exemple, l'obligation de chemin de fer (P.-L.-M. fusion nouvelle) cotée à la fin de novembre 1890, 440 francs environ, atteignait en janvier 1891, après la mise en application de la surtaxe de 1 0/0, le cours de 446 francs. Pareille constatation peut être faite, relativement à certaines valeurs industrielles ou de sociétés étrangères, notamment la « de Beers ».

Le même phénomène s'est produit en Italie, après la loi du 13 août 1870 portant à 13 fr. 20 0/0 la taxe sur les coupons de rente, et en Autriche après celle de 1868 portant cet impôt à 16 0/0.

Sans rechercher à quelles causes ces faits doivent être rattachés, les partisans de la taxation des valeurs mobilières nationales et étrangères en tirent cette conséquence, que l'Etat peut, dans certaines limites, ne

pas craindre de réaliser par leur imposition, de nouveaux revenus, sans redouter de provoquer l'effondrement des cours ou la fuite des titres des autres nations, vers d'autres marchés étrangers.

En dernier lieu, on légitime la perception de cette taxe en invoquant l'idée de service rendu par l'État. Ce n'est, dit-on, que l'équivalent des avantages de toutes sortes que les valeurs étrangères rencontrent sur notre marché. Elles trouvent, en effet, une organisation minutieuse des différents services qui peuvent leur être utiles à la Bourse de Paris et dans celles des départements.

Elles jouissent, en général, de toutes les mesures de protection et de sécurité édictées par notre législateur à l'égard des valeurs françaises. Dans ces conditions, il paraît juste d'exiger des premières, une rémunération à peu près proportionnelle à l'importance des avantages qui leur sont ainsi concédés, et, le mode le plus simple de perception de cette redevance, est leur assujettissement à l'impôt tel qu'il est établi par les lois que nous avons précédemment examinées.

Tous ces arguments que nous trouvons exposés avec enthousiasme dans beaucoup d'ouvrages et de publications d'économie financière paraissent avoir bien facilement convaincu les principaux États de l'Europe, la France en particulier. Naturellement, ils sont enclins à voir d'un œil moins sympathique les placements effectués à l'étranger que ceux qui apportent leur concours

aux entreprises indigènes. De plus, en général, chaque fois qu'il manque quelques dizaines de millions pour équilibrer le budget, on songe immédiatement aux valeurs mobilières. En effet, depuis 1880, — époque à laquelle le Parlement français s'est enfin ému de la situation critique que le budget extraordinaire des travaux publics et de la guerre créait à nos finances publiques — il ne s'est guère passé d'année sans que, sous forme de projet spécial, ou d'amendements à la loi des finances, on n'ait essayé d'augmenter les impôts qui pèsent sur les valeurs mobilières nationales ou étrangères. Mais, nos législateurs vont un peu à l'aventure et ne se préoccupent pas assez des qualités intrinsèques et de la situation de la matière qu'ils imposent de la sorte sans merci.

En premier lieu, demandons-nous s'il est équitable de soumettre à la taxe les titres étrangers circulant dans le pays, si ces valeurs sont déjà frappées d'un impôt équivalent au nôtre, par le pays d'où elles sont originaires ? Incontestablement non, car, alors, il est clair que si deux États viennent tour à tour s'appesantir sur une même valeur mobilière, il pourrait ne rester presque rien au profit du propriétaire du titre.

On sait, par exemple, que l'impôt sur la richesse mobilière est en Italie de 13 fr. 20 0/0. Ce prélèvement réduit à 13 fr. 02 le revenu réel d'une obligation du type de 500 francs, 3 0/0, rapportant nominale-ment 15 francs. Si l'État français vient encore réclamer

7 ou 8 0/0 (taux de notre impôt sur le revenu augmenté de notre impôt de transmission) aux intérêts déjà réduits de cette obligation, elle ne rapporterait plus que 12 fr. 10, au lieu du chiffre nominal de 15 francs, ce qui représenterait environ 20 0/0 de retenue faite au profit des deux États.

Ce poids pourra être également considérablement augmenté, si l'on songe que le plus souvent les valeurs mobilières étrangères comme les titres français, ont payé déjà sous les formes les plus variées les impôts établis dans le pays. Telle société, par exemple, avant d'acquitter les taxes établies à cause de l'existence de ses actions et obligations, aura déjà été imposée préalablement à la contribution foncière, à l'impôt de patente, etc.

D'autre part, cette crainte de voir les capitaux d'un pays se porter de préférence vers les placements à l'étranger, et le moyen de parer à cet exode par l'imposition des titres des autres nations au même taux que les valeurs françaises, dérivent des idées de la doctrine *Mercantiliste* et des deux systèmes qui en ont été successivement la résultante (*la balance des contrats* puis *la balance du commerce*). Cette théorie a perdu aujourd'hui une partie de sa valeur car l'expérience des faits prouve qu'un pays peut s'enrichir tout en ayant, en permanence, un déficit important dans son commerce avec l'étranger. Et que, de plus, selon le mot de Barthélemy Lafféma « on n'est pas riche parce qu'on a de l'or, mais on a de l'or parce qu'on est riche », en un mot,

que la prospérité d'un pays doit être appréciée d'après le degré du développement de ses forces productives. S'agissant de valeurs mobilières étrangères, ceux qui ont souci de la grandeur économique de notre pays et de sa puissance matérielle, auraient tort de se plaindre des achats qui sont faits par nos compatriotes. Nos placements à l'étranger constituent aujourd'hui, non seulement des sources de profits considérables pour notre épargne — qui ne trouve plus d'emploi rémunérateur sur notre territoire — mais aussi des réserves précieuses pour l'avenir.

Les 11 milliards de nouveaux fonds étrangers que les portefeuilles français ont absorbés depuis 1880, ont dû coûter, — en tenant compte de l'amélioration qui s'est produite sur l'ensemble de ces titres — environ 9 milliards de francs à notre épargne. D'où est venue cette masse d'or, car, en fait, c'est en or que ces fonds ont été payés à l'étranger ? Quelles sont les sources mystérieuses qui l'ont déversée sur la France ? Ce n'est pas la balance commerciale qui a pu y pourvoir, car la France a dû exporter pour combler le déficit de cette dernière, du 1^{er} janvier 1881 au 30 septembre 1897, 14.198.000.000 de francs d'or ! Si à ce chiffre, on ajoute les 2 milliards d'or entrés dans l'encaisse métallique de la Banque de France et dans la circulation monétaire française pendant la même période, on arrive à un total de 25 milliards d'or dont la statistique est impuissante à justifier la provenance. C'est qu'il existe actuellement,

pour les grandes nations à civilisation avancée comme la France et l'Angleterre, des sources nombreuses de recettes, d'ordre extérieur échappant à toute statistique officielle, et dont l'ensemble est cependant supérieur au déficit commercial proprement dit. En France, les revenus annuels des placements à l'étranger s'élèvent à environ 900 millions de francs, les recettes d'ordre étranger de notre marine marchande et les bénéfices de nos nationaux établis au dehors n'atteignent certainement pas 300 millions, mais les dépenses faites par les étrangers sur le territoire français, — déduction faite des dépenses des Français voyageant à l'étranger — dépassent 2 milliards. Notre pays peut donc payer le déficit de sa balance commerciale (430 millions environ), et réaliser chaque année un excédent d'ordre extérieur de plus de 2 milliards de francs. C'est ce qui explique comment en huit années, la France a pu prêter à la Russie plus de 6 milliards de francs en or, sans que son change extérieur se soit un seul instant déprécié.

Nous voyons donc que la crainte de voir les placements étrangers préjudicier aux entreprises françaises, à cause de l'exode de capitaux qu'ils occasionnent, est chimérique et elle ne saurait légitimer, par conséquent, la taxation des valeurs étrangères.

Bien loin de chercher à éloigner ces titres par de semblables procédés, nous devons chercher à les attirer et, selon les paroles de M. Thiers à l'Assemblée na-

tionale, en 1872, à « en inonder le marché français ». Nous allons voir les services qu'ils peuvent nous rendre.

Tout d'abord, bien loin de favoriser l'exode des capitaux nationaux au détriment des entreprises françaises, ils constituent, au contraire, à leur égard, un régulateur précieux. En effet, prenons par exemple, la période 1890-1897 : entre le 1^{er} juillet 1890 et le 1^{er} juillet 1897, le capital nominal de l'ensemble des valeurs et fonds d'État français, c'est-à-dire l'émission de nouveaux titres, déduction faite des amortissements opérés pendant la période, a augmenté seulement de 1.287.100.000 francs, tandis que le capital aux cours du jour, de l'ensemble des mêmes valeurs et fonds d'État français, s'est majoré de 7.299.400.000 francs. Mais par suite des concessions pratiquées par l'État, par les villes et les départements, le Crédit Foncier et les Sociétés industrielles ; et aussi du chef de l'élévation à 4 0/0, à partir du 1^{er} janvier 1891, de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, et de l'élévation du droit de transmission résultant de la hausse générale des titres, le *revenu net* des valeurs et fonds d'État français est tombé de 2.175.600.000 francs à 2.056.100.000 francs, soit une réduction de 119.500.000.

Or, si pendant cette période, une partie de l'épargne française ne s'était pas déversée sur les titres étrangers, et si les 6 milliards de francs environ que nos compatriotes ont consacrés en achats de ces titres entre 1890

et 1897, étaient venus se disputer les valeurs mobilières et fonds d'État français : la hausse de 7.299.400.000 fr., constatée sur ces valeurs et fonds d'État, aurait été beaucoup plus considérable, aurait fatalement provoqué de nouvelles ou de plus fortes conversions, et, nous aurions à enregistrer aujourd'hui une baisse plus sensible sur le *revenu net* des titres français.

En outre, tout le monde connaît l'immense service que les valeurs étrangères existant dans les portefeuilles français en 1870-1871 ont rendu à notre pays. Une partie de ces valeurs a été réalisée sur les marchés de Londres, de Berlin, de Vienne, de Bruxelles, d'Amsterdam, etc., et leur montant a été employé en Rentes françaises qui, au cours de 1872-1873, rapportaient presque 6 0/0 (1). Nous pouvons aussi ajouter avec une certitude absolue, que les valeurs et fonds d'État étrangers possédés par les Français constituent la grande mine d'or qui depuis 1881 a permis à notre pays :

1° De combler le déficit de sa balance commerciale s'élevant à plus de 14 milliards pour cette période de 16 ans 9 mois ;

2° De solder les 9 milliards de nouveaux fonds étrangers achetés par les rentiers français et valant aujourd'hui 11 milliards ;

3° De payer les dépenses que nos nationaux ont faites à l'étranger ;

(1) V. Henri Doniol, *La libération du territoire*.

4° De supporter les exportations d'or effectuées par les ouvriers étrangers travaillant en France ;

5° De payer les intérêts, arrérages ou dividendes, aux porteurs étrangers de titres français ;

6° D'effacer les conséquences des faillites étrangères (financières, industrielles ou commerciales) dans lesquelles nos nationaux ont perdu des capitaux ;

7° Enfin, d'augmenter le stock du numéraire national de plus de 2 milliards d'or (1).

Cet énorme mouvement d'affaires entre la France et l'étranger, qui s'est traduit par un chiffre global de plus de 200 milliards de francs pendant la période observée, s'est surtout effectué par simple voie de crédit et de compensation, c'est-à-dire avec un concours presque insignifiant de numéraire métallique. En effet, le mouvement total de nos entrées et de nos sorties d'or entre le 1^{er} janvier 1881 et le 30 septembre 1897, s'est à peine élevé à 7 milliards de francs, d'après la statistique officielle, soit au maximum 14 milliards, si l'on admet que les déclarations des expéditeurs sont généralement inférieures de 50 0/0 à la réalité. Il n'y a qu'une ombre à ce tableau : c'est la rareté de l'or qui, malgré les applications et les formes ingénieuses qu'affecte le crédit, sert cependant de base à toutes les transactions internationales, d'ordre commercial ou financier. Il n'existe, en effet, que 20 ou 22 milliards de numéraire d'or dans le monde entier.

(1) Voir : Sénat, séance du 2 avril 1898. Discours de M. Raynal.

Pour ne parler que des valeurs mobilières de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne, de la Russie, de l'Autriche, de l'Italie, de la Hollande, de la Belgique, du Danemark, de la Roumanie et de la Norvège, le congrès international de statistique de Saint-Pétersbourg, a établi, que leur valeur totale atteignait actuellement 421 milliards. Or, chacun des porteurs de ces 421 milliards de valeurs mobilières, s'imagine qu'il pourra convertir ses titres en numéraire (c'est-à-dire en or, puisque tous ces pays sont à l'étalon d'or), quand bon lui semblera.

C'est même cette croyance générale qui permet, en temps de calme et de tranquillité, de se passer, ou à peu près, de numéraire pour les transactions intérieures et extérieures, et qui remet à la mode chez les économistes modernes la fameuse formule de Ricardo : « *La monnaie à l'état le plus parfait, c'est le papier.* »

Nous terminerons ce rapide exposé de la nécessité d'ouvrir les portes du marché français aux valeurs mobilières étrangères, en citant les paroles de M. Félix Faure, en 1893, à la Chambre des députés (1) : « Nous savons ce qu'il coûte de temps, d'efforts pour faire une clientèle et nous savons avec quelle facilité elle se perd. Or si le marché parisien perd cette clientèle des valeurs internationales qui lui est indispensable, je me demande

1) *Journal officiel*, 723.

combien de temps il faudra pour récupérer la perte qu'il aura faite.

« M. de Lamarzelle a paru supposer que les valeurs internationales ne constituaient pas pour le marché français un véritable élément de richesse, un véritable élément de sécurité. Or, il n'est personne, dans les affaires, qui ne se rende compte que des intérêts communs, si je puis dire ainsi, établissent une garantie, une solidarité internationale des marchés qui empêchent les crises trop aiguës et trop accentuées. Où aurions-nous été, et quels eussent été les résultats de la crise qu'on a appelé le krach de 1882, s'il n'y avait pas eu ce grand marché international qui solidarise toutes les valeurs les unes aux autres? Et, pour traiter un sujet plus récent et qui est dans tous les esprits, est-ce que le stock de valeurs internationales que possède le marché de Paris, ne lui permet pas dans les années de grandes importations, de conserver ce que nous appelons notre trésor de guerre, notre métal? Est-ce qu'on ne paye pas avec ces valeurs les acquisitions faites à l'étranger? Sans doute, si on achète à New-York, il se peut qu'on n'envoie pas de valeurs américaines, mais ce seront des valeurs russes, allemandes, anglaises, etc. Il en résulte la sécurité des transactions, et, de plus, la possibilité de maintenir notre encaisse métallique et notre encaisse papier, et, de rendre, — c'est bien encore de l'épargne — à chaque nation, des valeurs qui ne sont pas des valeurs françaises: »

Tels sont les principaux avantages que la circulation des titres étrangers en France confère à notre marché. Eh bien ! l'impôt spécial sur les valeurs mobilières, à un taux élevé et appliqué avec un esprit de fiscalité extrême, en un mot, tel qu'il est constitué par le système français, peut avoir ce grand inconvénient d'empêcher un pays de demeurer et de rester propriétaire de ces valeurs internationales, c'est-à-dire qui se cotent sur presque tous les marchés du monde. Nous en avons un exemple dans ce qui s'est passé pour les titres de la Société du canal de Suez. L'Angleterre s'est empressée d'acheter les 176.602 actions du Khédivé, dont celui-ci avait préalablement abandonné la jouissance jusqu'en 1894. Quant aux 223.398 autres actions, beaucoup ont émigré, soit en Angleterre, soit en Hollande.

Voici pourquoi : c'est d'abord parce que le taux de l'intérêt des capitaux est moins élevé dans ces contrées que chez nous, et que, par conséquent, les valeurs mobilières y acquièrent relativement au revenu, des cours plus élevés qu'en France. Cette circonstance n'est pas de notre fait, elle est indépendante de notre volonté, mais il y en a une autre, agissant dans le même sens et qui est l'effet de nos lois : Les titres dont nous parlons, sont frappés en France d'un impôt considérable consistant en une triple taxe convertie par abonnement en retenue annuelle sur les dividendes ou les intérêts. Or, comme la Société de Suez est, non pas française, mais

égyptienne, il en résulte que les titres de cette compagnie qui circulent au dehors ne sont pas assujettis à cette taxe. Or, actuellement, cet impôt prélève 8 fr. 40 0/0 de l'intérêt ou des dividendes (1). On comprend que les Anglais et les Hollandais peuvent être amenés à nous acheter ces titres, qui, dans leurs mains, ne sont pas grevés d'impôts écrasants et, dans les nôtres, sont assujettis à de lourdes taxes de ce genre (2).

Ces résultats généraux de l'impôt examinés, voyons maintenant les conséquences de l'application qu'en a fait l'État aux valeurs mobilières, pour en assurer la perception le plus exactement possible.

Certes, il est facile de taxer des valeurs françaises, car ici, les sociétés sont connues, et l'obligation qui leur est imposée de communiquer leurs registres aux agents de l'Administration, les met dans l'impossibilité de dissimuler leurs titres, nominatifs ou au porteur, ainsi que leurs bénéfices. Il suffit donc de désigner la taxe et de s'adresser à la société.

(1) En effet si nous faisons le calcul des impôts prélevés en France sur les valeurs mobilières, nous arrivons aux résultats suivants : sur une action ou obligation d'une valeur de 500 francs et d'un revenu de 4 0/0, le Trésor perçoit chaque année :

Pour le droit de timbre.	0 fr. 30
Pour le droit de transmission.	1 » »
Pour la taxe sur le revenu	0 » 80
Total.	2 » 10

C'est en définitive un impôt annuel de 0 fr. 42 0/0 de la valeur du titre. En supposant à ce titre une durée de 20 ans, on trouve qu'il supporte une charge totale de 8 fr. 40 0/0.

(2) Leroy-Beaulieu, *Sc. des fin.*, t. I, p. 425.

Mais quand il s'agit de sociétés étrangères, ces sources d'informations et ces moyens d'exécution font défaut. L'État n'a pas sur le territoire d'une autre nation la possibilité de faire exécuter ses ordres. Aussi prend-il, en cette matière, des moyens détournés.

Tout d'abord, nous avons examiné les présomptions auxquelles on s'attache pour déclarer si des titres étrangers circulent ou non en France. Dans cet ordre d'idées, le législateur a admis quatre causes génératrices des taxes : 1° l'inscription à la cote officielle, 2° l'émission, 3° la mise en souscription ou exposition en vente, 4° l'introduction en France (1). Si l'on reconnaît que l'un de ces quatre faits rend exigible la taxe sur les titres d'une société étrangère, cette dernière objectera aux réclamations du fisc, qu'elle n'a qu'une partie de ses titres en France et que, par conséquent, elle ne saurait s'abonner pour tous. C'est alors qu'interviendront les opérations pour déterminer la quotité imposable (2). Les intérêts du gouvernement français et ceux de la compagnie étrangère seront absolument contradictoires pour la fixation de cette quotité, qui l'emportera ? La question sera résolue dans l'un ou l'autre sens, selon que la société étrangère aura besoin ou non du marché français pour le placement de ses titres.

Le premier cas s'est présenté à la fin de l'Empire, de 1860 à 1870, époque à laquelle il a été fait appel aux

(1) V. *suprà*, p. 35 à 56.

(2) V. *suprà*, p. 73 à 83.

capitaux français pour beaucoup de travaux importants effectués à l'étranger, la construction des chemins de fer Autrichiens et Espagnols, par exemple. Aujourd'hui, les marchés étrangers (Bruxelles, Berlin et Genève notamment) ont pris beaucoup plus d'importance. Aussi, il semble qu'en présence des exigences fiscales du gouvernement français, la société peut parfaitement choisir un autre marché plus favorable pour effectuer l'émission de ses titres. Une fois la quotité imposable fixée, l'État va tâcher d'assurer la perception de cet impôt. Il est, nous l'avons dit, dépourvu de moyens d'actions directs vis-à-vis de la compagnie étrangère, pour l'exécution d'une semblable obligation ; de là, l'institution d'un représentant français responsable vis-à-vis du Trésor (1). En outre, comme les sociétés étrangères pouvaient rendre ces dispositions illusoires avec l'aide de certains intermédiaires et notamment du marché libre, de la coulisse, l'article 13 de la loi de finances du 13 avril 1898 est venu édicter des pénalités contre ces derniers en cas de négociation, exposition en vente, etc., de titres de sociétés, préalablement à l'agrément d'un représentant responsable ou à la réalisation d'un cautionnement (2).

Voilà des mesures bien compliquées, presque vexatoires, pourrait-on dire ! Pour le sujet qui nous occupe, comme pour les maladies contre lesquelles existent plusieurs remèdes, nous croyons qu'un procédé est bon

(1) V. *suprà*, p. 64 à 68.

(2) V. *suprà*, p. 68 à 72.

quand, parmi ses qualités, on peut énumérer la simplicité. Au contraire, le système final complexe, les précautions gênantes et excessives adoptées par notre législation, nous paraissent devoir fatalement entraîner deux conséquences :

1° Nous attirer des représailles et des menaces de rétorsion de l'étranger ;

2° Engendrer la fuite des valeurs des autres nations sur les marchés voisins. C'est là un échappatoire tout naturel. Devant les mesures compliquées et gênantes de notre système, les sociétés peuvent dire : « Nous irons négocier nos titres ailleurs, à Bruxelles ou à Londres par exemple. »

Or il est désirable qu'il se fasse le plus d'affaires possible à la Bourse de Paris. De tout temps on a reconnu, qu'une bourse importante était une condition de prospérité pour un pays. Si cette idée a été combattue, notamment par les agrariens, c'est parce qu'il semble que les opérations de Bourse constituent des spéculations dans lesquelles on gagne beaucoup d'argent aux dépens du travail. Sans nous attarder à discuter cette théorie, reconnaissons seulement que l'école orthodoxe a victorieusement combattu cette doctrine et mis en relief les avantages de la spéculation. Il est évident que l'existence d'une Bourse importante est une condition considérable pour le groupement des capitaux. La Bourse de Londres a fait beaucoup pour la prospérité de l'Angleterre (1).

(1) A ce sujet voir Bourdon, *La Bourse anglaise*.

Sous le second Empire, elle avait comme rivale d'importance équivalente, celle de Paris. Aujourd'hui cette dernière a beaucoup baissé. Son importance a surtout diminué de façon très sensible depuis la loi sur les opérations de Bourse (Loi de finances du 28 avril 1893), complétée et rendue intolérable par l'article 14 de celle du 13 avril 1898 (1). Cette dernière, a eu pour conséquence de rendre les intermédiaires libres, tributaires des agents de change en ce qui concerne les valeurs cotées, de soumettre leurs répertoires aux investigations des agents de l'Administration, en un mot, de faire prendre connaissance à beaucoup de personnes, d'opérations pour lesquelles le secret est souvent la principale chance de réussite (2). On a d'ailleurs pu constater que depuis les deux dernières lois mentionnées, le nombre des sociétés françaises constituées en Belgique s'est sensiblement accru, ainsi que le chiffre des succursales que des compagnies financières ou des établissements de crédit français ont cru devoir y fonder. Il ne paraît pas douteux, même en faisant la part de certaines exagérations, que la place de Bruxelles est appelée à bénéficier des affaires qui, dans une mesure plus ou moins large, échapperont au marché de Paris, nos dernières lois fiscales auront donc, vraisemblablement, pour résultat de déterminer vers ce pays un mouvement de titres né-

(1) V. *suprà*, p. 195.

(2) V. Chambre des députés, Discussion de la loi de finances 1898 ; Séances des 7, 8, 9 mars et 6 avril, Sénat, 1, 2, 4, 6 et 7 avril.

cessairement facilité par les agences et les succursales dont nous venons de parler (1). — Comme nous l'avons déjà vu (2), il n'existe, en effet, à proprement parler, en Belgique, d'autre impôt sur les valeurs mobilières que le droit de timbre très léger, édicté par les articles 12 à 15 de la loi fondamentale du 25 mars 1891.

La France n'est pas la seule victime des excès de réglementation : en effet, l'Allemagne a, par une loi précitée du 22 juin 1896, édicté une législation dracoenienne sur l'organisation des Bourses et la réglementation de la spéculation. Cette loi, rédigée sous l'inspiration du parti agrarien, réglemente dans des conditions très strictes les marchés à terme, l'admission des valeurs à la Bourse, l'émission et la vente des valeurs étrangères. Elle détermine la responsabilité non seulement des intermédiaires, mais de tous ceux qui sont mêlés aux opérations d'émission et de publicité des valeurs de Bourse et des valeurs industrielles. — La coulisse et les grands spéculateurs se sont insurgés devant cette législation, et le marché de Berlin a été déserté immédiatement par d'excellentes maisons de finance qui sont allées chercher ailleurs un terrain plus favorable pour leurs opérations, emportant avec elles une précieuse et importante clientèle de valeurs étrangères. Selon les prévisions de l'économie politique orthodoxe, le marché de Berlin qui depuis 1880 avait prospéré

(1) V. à ce sujet, *Moniteur des intérêts matériels*, 3 juillet 1898.

(2) V. *suprà*, p. 208, 209.

d'une façon constante, n'a pas cessé de périliter depuis la promulgation de la loi de 1896.

Devant des résultats aussi désastreux pour la vie économique d'un pays, il est permis de se demander quel but poursuivait le législateur qui a rédigé ces textes néfastes ?

En France c'était, comme nous l'avons dit, pour assurer le rendement de l'impôt sur les opérations de Bourse qui, prévu pour 12.082.000 francs en 1893, tomba à 10.230.000 en 1895 et à 5.064.000 en 1897. C'est donc pour faire rentrer dans les caisses du fisc environ 6 millions, que l'on a désorganisé de fond en comble notre marché financier, étranglé les opérations des intermédiaires libres et de la coulisse (dont le chiffre s'élève annuellement à 70 milliards) au profit et pour le plus grand bien du monopole anti-démocratique des agents de change (dont le chiffre de transactions atteint annuellement 40 milliards seulement) !

En Allemagne, c'était pour donner satisfaction aux agrariens dont le parti constituait la majorité au Parlement en 1896.

Enfin, en ce qui concerne les avantages et les services que rencontrent les titres étrangers sur notre marché, ils ne sauraient légitimer la lourde charge fiscale dont ils sont accablés en France, sans leur tenir compte des taxations multiples auxquelles ils sont déjà assujettis dans leurs pays respectifs. Certes, ils bénéficient bien de quelques mesures de protection et de sûreté prises déjà en

faveur des titres français et étendues sans distinction à toutes les valeurs mobilières (organisation des services de la Bourse de Paris, inscription à la cote, insertions au bulletin des oppositions des titres volés ou perdus, etc.), mais il faut reconnaître que l'organisation de leur service financier (émission des titres en France, contrôle, paiement des coupons, etc.) est assurée à leurs propres frais, et que, si parfois des établissements touchant de près à l'État, comme la Banque de France, se sont chargés du service financier de certains titres (Emprunts Russes, par exemple), ce n'était certes pas à titre gratuit. — D'ailleurs les quelques avantages qui leur sont constitués chez nous, seraient largement rémunérés par un droit fixe très léger perçu sur chaque titre, comme en matière d'enregistrement, conformément aux principes de l'article 2 de la loi du 22 frimaire an VII. — En somme, cet essai de justification de l'impôt sur les valeurs mobilières étrangères repose sur une confusion : il ne faut voir dans le *droit proportionnel* élevé qui constitue cette taxe, que de nouveaux revenus budgétaires votés sous forme d'impôt, un peu à l'aventure, souvent même avec l'illusion que les sommes qui en résulteront seront payées par l'étranger, et non la rémunération de la protection et des services dont les titres sont l'objet sur notre territoire.

En résumé, nous concluons que la taxe sur les valeurs mobilières étrangères et les fonds d'État étrangers est

un mauvais impôt et qu'il doit être répudié pour les raisons suivantes :

1° Il fait double emploi en atteignant les titres représentatifs de propriétés et de capitaux ayant déjà, la plupart du temps, payé sous les formes les plus variées les impôts établis dans leur pays d'origine ;

2° Parce que l'on agit, en cette matière, avec des gens dont on n'est pas le maître, qui peuvent échapper facilement à la moindre gêne qui leur est imposée. L'expérience prouve que cet impôt a pour conséquence de faire désertir notre marché par les valeurs étrangères dont nous avons énuméré les avantages incomparables pour la prospérité politique et économique de notre nation ;

3° Il exige pour sa mise en œuvre et sa perception des procédés complexes et vexatoires qui peuvent occasionner, non seulement la fuite de ces valeurs sur les marchés voisins, mais sont encore susceptibles de nous attirer des mesures de rétorsion de la part des États étrangers ;

4° La création ou la modification d'un pareil impôt engendre des conséquences aussi fâcheuse qu'inattendues, et, en disproportion complète avec l'objet que le législateur s'est proposé (1).

5° Parce qu'enfin, l'État n'effectue, en faveur de ces

(1) Telle a été, par exemple, la désagrégation de notre marché financier résultant de l'article 14 de la loi des finances du 13 avril 1898.

titres, aucune prestation susceptible de légitimer une aussi lourde taxe, en qualité de paiement compensatoire d'un service rendu.

Nous n'admettons cet impôt que dans un seul cas : c'est comme conséquence d'un système d'impôt général sur le revenu. En effet, l'impôt unique sur le revenu, bien qu'il présente pratiquement des difficultés de mise en œuvre considérables, constitue un idéal de justice. Chacun paie proportionnellement à ses facultés. Les formalités et les gênes inhérentes à la multiplicité des taxes, disparaissent au grand avantage de la liberté civile et industrielle. Chaque redevable connaît exactement le montant de sa contribution (1).

Dans cet impôt global, en effet, on taxera tous les revenus sans s'occuper de l'origine de chacun et sans s'inquiéter si eux-mêmes ou la source dont ils proviennent sont déjà assujettis à l'impôt.

Supposons un pareil système ayant comme base : la déclaration du contribuable. Ce dernier aura seulement à faire connaître l'ensemble de ses revenus, sur le montant desquels il paiera un tant pour cent déterminé, sans discrimination possible entre ceux qui sont engendrés par des biens fonciers, des valeurs mobilières nationales, des valeurs mobilières étrangères, l'exercice d'une profession commerciale, etc.

(1) Voir en ce sens : Stourm, *Systèmes généraux d'impôts*, p. 344 et suivantes ; Leroy-Beaulieu, *Science des finances*, t. 1^{er}, p. 147 et suivantes.

Conçu de la sorte, cet impôt ne présente plus les inconvénients que nous avons signalés. Il perd ici son caractère spécial, pour n'être envisagé que comme une adjonction devant être fondue avec la masse des autres revenus du contribuable.

Ainsi disparaissent les procédés complexes qu'il met actuellement en œuvre et l'antagonisme fâcheux entre les sociétés étrangères, leurs représentants responsables et les personnes chargées de leur service financier, d'une part, et l'Administration, d'autre part ; antagonisme que cette dernière a poussé à un état aigu par l'esprit de fiscalité étroit et extrême dont se sont inspirés ses actes, ses instructions et ses solutions sur cette matière.

TABLE DES MATIÈRES

TITRE I

	Pages
1. Introduction historique.	1
2. De la territorialité des lois fiscales.	17
3. Caractères distinctifs des titres étrangers par opposition aux valeurs françaises	22

TITRE II

CHAPITRE I. — Faits juridiques qui rendent les taxes exigibles sur les titres étrangers . . .	35
--	----

SECTION I. — De l'inscription à la cote officielle et des né- gociations publiques	43
SECTION II. — Emission en France.	48
SECTION III. — Mise en souscription et exposition en vente .	54
SECTION IV. — Introduction en France	55

CHAPITRE II. — Garanties et sûretés exigées par la lé- gislation française pour le recouvre- ment de l'impôt sur les valeurs mobi- lières étrangères.	57
--	----

SECTION I. — Du recouvrement d'un impôt dans un pays étranger.	57
SECTION II. — Du représentant responsable.	61
SECTION III. — De la garantie réelle effectuée par la constitu- tion d'un cautionnement.	68

CHAPITRE III. — Fixation de la quotité imposable. . . .	73
--	----

CHAPITRE IV. — De la liquidation et du paiement des droits	84
---	----

SECTION I. — De la taxe d'abonnement au timbre.	84
SECTION I <i>bis</i> . — Du droit de timbre au comptant	111
SECTION II. — Du droit de transmission	135
SECTION III. — De la taxe sur le revenu.	146

TITRE III

TITRES DE RENTES ET EFFETS PUBLICS DES GOUVERNEMENTS ÉTRANGERS. . . .	172
--	------------

TITRE IV

DE L'IMPOT SUR LES OPÉRATIONS DE BOURSE.	193
---	------------

TITRE V

LÉGISLATION COMPARÉE

1. Allemagne.	199
2. Angleterre.	202
3. Belgique.	208
4. Espagne	209
5. Autriche-Hongrie.	211
6. Italie.	214
7. Russie.	215
8. Turquie	218

TITRE VI

DES RÉSULTATS DE L'IMPOSITION DES VALEURS MOBILIÈRES EN FRANCE.	220
--	------------

CONCLUSIONS.	245
----------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE

Annuaire de la finance.

Annuaire général des finances.

Annuaire de législation étrangère.

Besson. — Traité pratique de la taxe de 4 0/0 sur le revenu.

Boiteau. — Fortune publique et finances de la France.

Bourdon. — La Bourse anglaise.

Boyer (M.). — L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières.

Bresson. — Histoire financière de la France.

Buchère. — Traité des valeurs mobilières (notamment nos 1062 et suiv.).

Bulletin de statistique et de législation comparée du ministère des finances.

Contrôleur de l'enregistrement (Le). — Recueil périodique.

Dalloz périodique. — Recueil de jurisprudence et de doctrine.

Dalloz. — Répertoire.

Desmasure. — Traité du régime fiscal des sociétés.

Dictionnaire de l'enregistrement.

Ducrocq. — Cour de droit et de législation française des finances (notamment 1215).

Fiore (Pasquale). — Nouveau droit international public (trad. Antoine).

Garnier. — Traité des finances.

— Répertoire général et raisonné de l'enregistrement.

— Répertoire périodique de l'enregistrement.

Haupt. — Arbitrages et parités.

Heyking (Von). — L'exterritorialité. Berlin, 1889.

Houpin. — Traité général des sociétés.

Jobit (Maurice). — Régime fiscal des valeurs mobilières en France (1893).

— Les titres étrangers et la loi fiscale (supplément 1896).

Joubert. — Les finances de la France. La rente et l'impôt, leur origine et leur histoire.

Journal de l'enregistrement.

Journal de droit international privé (Clunet).

Journal des notaires et des avocats.

Journal officiel.

Journal du Palais.

Le Gay (Albert). — Droits de timbre et d'enregistrement sur les valeurs mobilières. Examen critique et application de la loi du 23 juin 1857.

Leroy-Beaulieu (Paul). — Traité de la science des finances.

Lyon (Camille) et Georges Teyssier. — Les opérations de Bourse et l'impôt du timbre.

Lyon-Caen (Ch.). — De la constitution légale des sociétés étrangères en France (1870).

Lyon-Caen et Renault. — Précis de droit commercial.

— Traité de droit commercial (nos 1092 à 1172).

Maguéro. — Code annoté des lois sur le timbre et l'enregistrement.

— Traité alphabétique des droits d'enregistrement, de timbre et d'hypothèques (Vis Communication, Impôt sur le revenu, Titres négociables et Taxe sur les opérations de Bourse).

Mathieu-Badet. — Les finances françaises de 1870 à 1878 (1881). 2 vol.

— Observations sur le projet de loi relatif à la réforme de la législation sur les sociétés.

Morizot-Thibault (Ch.). — Des droits des Chambres hautes ou Sénats en matière de lois de finances.

Mélot. — Des impôts sur les valeurs mobilières en France (1895).

Neu. — Annuaire de la finance.

Neymarck. — La hausse des fonds d'Etat, ses causes, les dangers de son exagération.

— La répartition et la diffusion de l'épargne française sur les valeurs françaises et étrangères (1891).

— Une nouvelle évaluation du capital et du revenu des valeurs mobilières en France (1893).

— Le morcellement des valeurs mobilières (1896).

— La statistique internationale des valeurs mobilières (1897).

Pont (Paul). — Traité des sociétés civiles et commerciales (notamment nos 1862 et suiv.).

Primot. — Taxes fiscales sur les actions et obligations (1890).

Revue de l'enregistrement, du domaine et du timbre.

Revue du Notariat.

Répertoire périodique de l'enregistrement.

- Salefranque.** — Code du timbre.
Say (Léon). — Dictionnaire des finances.
— Les finances.
— Les solutions démocratiques de la question des impôts.
Sayous. — Les bourses allemandes de valeurs et de commerce.
Sirey de Villeneuve. — Recueil de jurisprudence.
Stourm (R.). — Des impôts.
— Systèmes généraux d'impôts.
Sudre (Ch.). — Les finances de la France au XIX^e siècle.
Théry. — Les valeurs mobilières en France.
Trophillet. — Commentaire de la loi sur les valeurs mobilières des sociétés françaises et étrangères négociées à la Bourse.
Vidal. — La réforme de la loi sur les sociétés.
Wahl (Albert). — Traité théorique et pratique des titres au porteur.
— Des droits d'enregistrement dans les rapports internationaux.
Weiss. — Traité théorique et pratique de droit international privé.

Vu :

Le Président de la thèse,
PILLET.

Vu :

Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

Imp. J. TREVENOT, Saint-Dizier (Hte-Marne)
